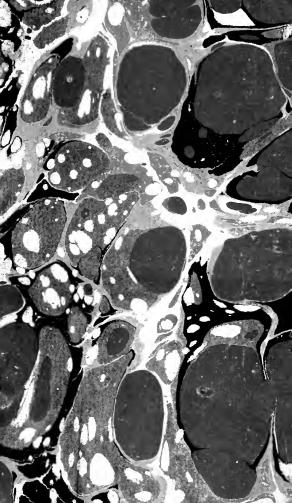




Nº 34



Library
of the
University of Toronto



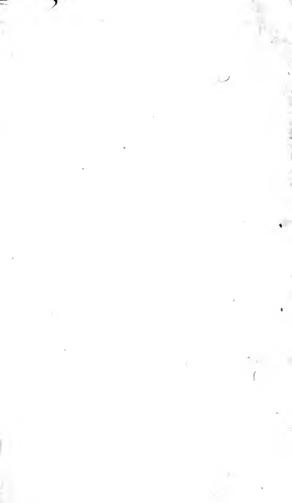
Rousseau (J.-J.). Du contrat thousial ou principes de droit politie.

Rousseau (J.-J.). The contrat thousial ou principes de droit politie.

e. Amsterdam, 1762; in-12, veau rouges (49)

Bel exempl. de la 1<sup>ro</sup> édit., vig.



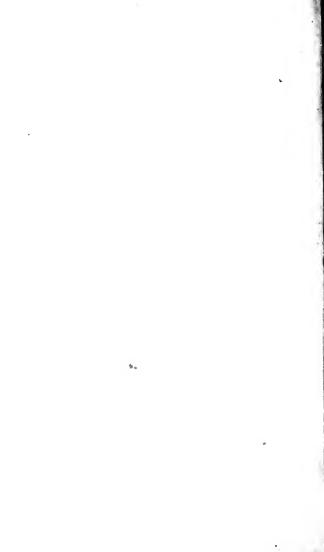




Digitized by the Internet Archive in 2010 with funding from University of Ottawa

## D U

# CONTRACT SOCIAL.



DU

## CONTRACT SOCIAL;

## PRINCIPES

DROIT POLITIQUE.

PAR J. J. ROUSSEAU, CITOYEN DE GENEVE.

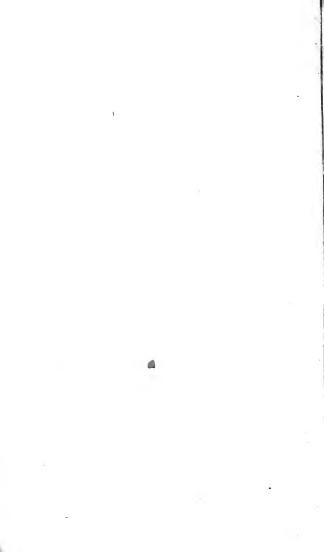
Decamus leges. Eneid. XI.



A AMSTERDAM,

Chez MARC MICHEL REY.

M DCC LXII.



## AVERTISSEMENT.

CE PETIT Traité est extrait d'un ouvrage plus étendu, entrepris autrefois sans avoir consulté mes forces, & abandonné depuis longtems. Des divers morceaux qu'on pouvoit tirer de ce qui étoit fait, celui-ci est le plus considérable, & m'a paru le moins indigne d'être offert au public. Le resten'est déja plus.

## T A B L E DES LIVRES

#### ET DES

### CHAPITRES.

Où l'on recherche comment l'homme passe de l'Etat de nature à l'état civil, & quelles font les conditions essencielles du pacte.
CHAPITRE I. Sujet de ce premier Livre.
Page 6
II. Des premieres Sociétés. 7
III. Du droit du plus fort. 10
IV. De l'esclavage
V. Qu'il faut toujours remonter
à une premiere convention. 17
VI. Du pacte Social 18
VII. Du Souverain 22
VIII. De l'état civil 25
IX. Du Domaine réel 26
121 20 20 1100000 1000

#### ·格魯特魯特魯特魯特魯特·格魯斯泰魯特 L I V R E II.

Où il est traité de la Législation.

CHAPITRE I. Que la fouveraineté est inaliénable. Page 31

. II. Que la fouveraineté est indivisible. 33

## T A B L E.

CHAPI	TRE III.	Si la v	olonté	général	e peut	
		errer.			30	5
	. IV.	Des born	es du p	ouvoir !	Souve-	
		verain.			3	8
		Du droit		& de m	ort. 4:	
		De la L		•	4	6
	. VII.	Du Légi	flateur.		- 5	r
	. VIII.	Du Peul	ple.		- 5	7
		Suite.			. 6	0
		Suite.			б	3
	. XI.	Des dive	ers fifte:	mes de l	égisla-	
		tion.			6	8
	. XII.	Division	des L	oix.	7	I
数数数	***	***	***	<b>选总数</b>	热热热	:
A		V R				
Où il e	est traité	fes loix p	olitique	es, c'es	:-à-dire	
de l	a forme	du Gouv	erneme	ent.		٠
O	- T	Du Ca			_ , ,	
CHAPI	TRE 1.	Du Gou	voernen			
	TI		cita a	i	Page 7	4
• •	. 11.	Du prin	cipe qu	a conju	ue les	
		nement		es de Go		
	111	Division			8	
	· 111.	De la D	ámorno	tio		
		De l'Ari			. 8	
• •	. vi.				9	
1.					و ٔ ٔ	5
	. VII.	Des Gou	o former	ens mix	es. 10	3
• •	. VIII.	Que tout				
			i eji pa	s propre		14
4.4	IV	pays.	ac Para	hom Con	° IO	5
pt.	. IA.	Des sign		DUTE GOL		_
		nement	• -		. 11	2

## T A B L E.

CHAPTER X. De l'abus du Gouverneme	ent
& 'de sa pente à dégénére	r. IIS
XI. De la mort du corps pol	iti-
que.	119
XII. Comment se maintient l'a	
torité souveraine.	121
XIII. Suite.	123
XIV. Suite.	125
XV. Des Députés ou Réprése	?11-
tans	126
XVI. Que l'institution du Gouve	
nement n'est point un Co	m.
tract.	132
XVII. De l'institution du Gouve	er-
nement.	134
XVIII. Moyen de prevenir les usu	ır-
pations du Gouvernement.	136
******	MA.
	Mr Mr
L I V R E IV.	
Où continuant de traiter des loix poli	tiques
on expose les moyens d'affermir la c	:onsti-
tution de l'Etat.	
CHAPITRE I. Que la volonté générale	est
indestructible. Page	e igo
II. Des Suffrages	142
III. Des Elections	147
IV. Des Comices romains.	150
V. Du Tribunat.	166
VI. De la Dictature.	169
VII. De la Censure.	173
VIII. De la Religion Civile.	176
IX. Conclusion.	191
	DU

## CONTRACT SOCIAL;

OU.

#### PRINCIPES

DU

## DROIT POLITIQUE.

:在存在存在存在存在存在存在存在存在存在

#### LIVRE I.

:你你你你你你你你你你你你你你你你你你你你!

JE VEUX chercher si dans l'ordre civil il peut y avoir quelque regle d'administration légitime & fûre, en prenant les hommes tels qu'ils sont, & les loix telles qu'elles peuvent être: Je tâcherai d'allier toujours dans cette recherche ce que le droit permet avec ce que l'intérêt prescrit, afin que la justice & l'utilité ne se trouvent point divisées.

l'entre en matiere sans prouver l'importance de mon sujet. On me demandera si je suis prince ou législateur pour écrire sur la Politique? Je réponds que non, & que c'est pour cela que j'écris sur la Politique. Si j'étois prin ce ou législateur, je ne perdrois pas mon tems à dire ce qu'il faut saire; je le serois, ou je

me tairois.

NE CITOYEN d'un Etat libre, & membre du fouverain, quelque foible influence que puisse avoir ma voix dans les affaires publiques, le droit d'y voter suffit pour m'imposer le devoir de m'en instruire. Heureux, toutes les fois que je médite sur les Gouvernemens, de trouver toujours dans mes recherches de nouvelles raisons d'aimer celui de mon pays!

#### こうじゅうじゅうじゅうじゅうじゅん

#### CHAPITRE I.

#### Sujet de ce premier Livre.

L'HOMME est né libre, & par-tout il est dans les sers. Tel se croit le maître des autres, qui ne laisse pas d'être plus esclave qu'eux. Comment ce changement s'est-il fait? Je l'ignore. Qu'est-ce qui peut le rendre légitime? Je crois pouvoir résoudre cette questions.

nore. Qu'est-ce qui peut le rendre légitime? Je crois pouvoir résoudre cette questions.

Si Je ne considérois que la force, & l'esset qui en dérive, je dirois; tant qu'un Peuple est contraint d'obéir & qu'il obéir, il fait bien; sitôt qu'il peut secour le joug & qu'il le secour, il fait encore mieux; car, recouvrant sa liberté par le même droit qui la lui a ravie, ou il est fondé à la reprendre, ou l'on ne l'étoit point à la lui ôter. Mais l'ordre social est un droit sacré, qui sert de base à tous les autres. Cependant ce droit ne vient point de la nature; il est donc sondé sur des conventions. Il s'agit de savoir quelles sont ces conventions. Avant d'en venir la je dois établir ce que je viens d'avancer.

#### 

#### CHAPITRE II.

#### Des premieres Sociétés.

La plus ancienne de toutes les fociétés & la feule naturelle est celle de la famille. Encore les enfans ne restent-ils liés au pere qu'aussi longtems qu'ils ont besoin de lui pour se conserver. Sitôt que ce besoin cesse, le lien naturel se dissout. Les enfans, exempts de l'obérssance qu'ils devoient au pere, le pere exempt des soins qu'il devoit aux enfans, rentrent tous également dans l'indépendance. S'ils continuent de rester unis ce n'est plus naturellement c'est volontairement, & la famille elle même ne se maintient que par convention.

CETTE liberté commune est une conséquence de la nature de l'homme. Sa premiere loi est de veiller à sa propre conservation, ses premiers soins sont ceux qu'il se doit à lui-méme, &, sitôt qu'il est en âge de raison, lui seul étant juge des moyens propres à le conferver devient par-là son propre maitre.

LA FAMILLE est donc si l'on veut le premier modéle des sociétés politiques; le chesest l'image du pere, le peuple est l'image des enfans, & tous étant nés égaux & libres n'aliénent leur liberté que pour leur utilité. Toute la difference est que dans la famille l'amour du pere pour ses enfans le paye des soins qu'il leur rend, & que dans l'Etat le plaisir de commander supplée à cet amour que le ches n'a pas pour ses peuples.

A 4

Grorius nie que tout pouvoir humain foit établi en faveur de ceux qui sont gouvernés: Il cite l'esclavage en exemple. Sa plus constante manière de raisonner est d'établir toujours le droit par le fait \*. On pourroit employer une méthode plus conséquente, mais

non pas plus favorable aux Tirans.

In est donc douteux, selon Grotius, si le genre humain appartient à une centaine d'hommes, ou si cette centaine d'hommes appartient au genre humain, & il paroit dans tout son livre pancher pour le premier avis: c'est aussi le sentiment de Hobbes. Ainsi voilà l'espece humaine divisée en troupeaux de bétail, dont chacun a son chef, qui le garde pour le dévorer.

COMME un pâtre est d'une nature supérieure à celle de son troupeau, les pasteurs d'hommes, qui sont leurs chefs, sont aussi d'une nature supérieure à celle de leurs peuples. Ainsi raisonnoit, au raport de Philon, l'Empereur Caligula; concluant assez bien de cette analogie que les rois étoient des Dieux, ou que les peuples étoient des bêtes.

LE RAISONNEMENT de ce Caligula revient à celui d'Hobbes & de Grotius. Aristote avant cux tous avoit dit aussi que les hommes ne sont point naturellement égaux, mais que

<sup>\*.,</sup> Les savantes recherches sur le droit public ne , sent souvent que l'histoire des anciens abus, & on , s'est entête mal-à propos quand on s'est donné la , peine de les trop étudier." Traité manssert des intésis de la Fr. avec jes vossins, par M. L. M. d'A. Voilla precisement ce qu'a fait Grotius.

les uns naissent pour l'esclavage & les autres

pour la domination.

Aristote avoit raison, mais il prenoit l'effet pour la cause. Tout homme né dans l'esclavage nait pour l'esclavage, rien n'est plus certain. Les esclaves perdent tout dans leurs fers, jusqu'au desir d'en sortir: ils aiment leur servitude comme les compagnons d'Ulisse aimoient leur abrutissement \*. S'il y a donc des esclaves par nature, c'est parce qu'il y a eu des esclaves contre nature. La force a fait les premiers esclaves, leur lâcheté les a per-

pétués.

JE N'AI rien dit du roi Adam, ni de l'empereur Noé pere de trois grands Monarques qui se partagerent l'univers, comme firent les enfans de Saturne, qu'on a cru reconnoître en eux. J'espere qu'on me saura gré de cette modération; car, descendant directement de l'un de ces Princes, & peut être de la branche ainée, que sais je si par la vérification des titres je ne me trouverois point le légitime roi du genre humain? Quoi qu'il en soit, on ne peut disconvenir qu'Adam n'ait été Souverain du monde comme Robinson de son isse, tant qu'il en sut le seul habitant, & ce qu'il y avoit de commode dans cet empire étoit que le monarque assuré sur sons puerres ni conspirateurs.

<sup>\*</sup> Voyez un petit traité de Plutarque intitulé: Que les bêtes usent de la rasson.

#### CHAPITRE III.

#### Du droit du plus fort.

Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maitre, s'il ne transforme sa force en droit & l'obéissance en devoir. Delà le droit du plus fort; droit pris ironiquement en apparence, & réellement établi en principe: Mais ne nous expliquera-t-on jamais ce mot? La force est une puissance physique; je ne vois point quelle moralité peut résulter de ses effets. Céder à la force est un acte de nécessité, non de volonté; c'est tout au plus un acte de prudence. En quel sens pourra-ce être un devoir?

Supposons un moment ce prétendu droit. Je dis qu'il n'en résulte qu'un galimathias inexplicable. Car sitôt que c'est la force qui fait le droit, l'effet change avec la cause; toute force qui surmonte la premiere succède à fon droit. Sitôt qu'on peut désobéir impunément on le peut légitimement, & puisque le plus fort à toujours raison, il ne s'agit que de faire en sorte qu'on soit le plus fort. Orqu'est-ce qu'un droit qui périt quand la force reste? S'il faut obéir par force on n'a pas befoin d'obéir par devoir, & si l'on n'est plus-forcé d'obéir on n'y est plus obligé. On voit donc que ce mot de droit n'ajoûte rien à la force; il ne fignifie ici rien du tout.

OBEISSEZ aux puissances. Si cela veut dire, cédez à la force, le précepte est bon mais superfiu, je réponds qu'il ne sera jamais violé. Toute puissance vient de Dieu, je l'avolte; mais toute maladie en vient aussi. Est ce à dire qu'il soit désendu d'appeller le médecin? Qu'un brigand me surprenne au coin d'un bois: non seulement il saut par force donner la bourse, mais quand je pourrois la soustraire suis-je en conscience obligé de la donner? car ensin le pistolet qu'il tient est aussi une puisfance.

Convenons donc que force ne fait pas droit, & qu'on n'est obligé d'obéir qu'aux puissances légitimes. Ainsi ma question primitive revient toujours.

#### 

#### CHAPITRE IV.

#### De l'esclavage.

Puis qu'aucun homme n'a une autorité naturelle fur fon semblable, & puisque la force ne produit aucun droit, restent donc les conventions pour base de toute autorité

légitime parmi les hommes.

Si un particulier, dit Grotius, peut aliéner sa liberté. & se rendre esclave d'un maître, pourquoi tout un peuple ne pourroit il pas aliéner la sienne & se rendre sujet d'un roi? Il y a là bien des mots équivoques qui auroient besoin d'explication, mais tenonsnous en à celui d'alièner. Aliéner c'est donner ou vendre. Or un homme qui fait esclave d'un autre ne se donne pas, il se vend, tout au moins pour sa subsistance: mais un

peuple pour quoi se vend-il? Bien loin qu'un roi fournisse à ses sujets leur subsistance il ne tire la sienne que d'eux, & selon Rabelais un roi ne vit pas de peu. Les sujets donnent donc leur personne à condition qu'on prendra aussi leur bien? Je ne vois pas ce qu'il leur reste à conserver.

On DIRA que le despote assure à ses sujets la tranquillité civile. Soit; mais qu'y gagent-ils, si les guerres que son ambition leur attire, si son insatiable avidité, si les vexations de son ministère les désolent plus que ne feroient leurs dissentions? Qu'y gagnentils, si cette tranquillité-même est une de leurs miseres? On vit tranquille aussi dans les cachots; en est-ce assez pour s'y trouver bien? Les Grecs enfermés dans l'antre du Cyclope v vivoient tranquilles, en attendant que leur tour vint d'être dévorés.

DIRE qu'un homme fe donne gratuitement, c'est dire une chose absurde & inconcevable; un tel acte est illégitime & nul, par cela seul que celui qui le fait n'est pas dans son bon fens. Dire la même chose de tout un peuple, c'est supposer un peuple de foux: la

folic ne fait pas droit.

QUAND chacun pourroit s'aliéner lui-même il ne peut aliéner ses enfans; ils naissent hommes & libres; leur liberté leur appartient, nul n'a droit d'en disposer qu'eux. Avant qu'ils soient en âge de raison le pere peut en leur nom stipuler des conditions pour leur confervation, pour leur bien être; mais non les donner irrévocablement & fans condition; car un tel don est contraire aux fins de la nature & passe les droits de la paternité. Il faudroir donc pour qu'un gouvernement arbitraire su légitime qu'à chaque génération le peuple sut le maître de l'admettre ou de le rejetter: mais alors ce gouvernement ne seroit plus arbitraire.

RENONCER à sa liberté c'est renoncer à sa qualité d'homme, aux droits de l'humanité. même à fes devoirs. Il n'y a nul dédomagement possible pour quiconque renonce à tout. Une telle renonciation est incompatible avec la nature de l'homme, & c'est ôter toute moralité à ses actions que d'ôter toute liberté à sa volonté. Enfin c'est une convention vaine & contradictoire de stipuler d'une part une autorité absolue & de l'autre une obéissance sans bornes. N'est-il pas clair qu'on n'est engagé à rien envers celui dont on à droit de tout é. xiger, & cette feule condition fans équivalent fans échange n'entraîne-t-elle pas la nullité de l'acte? Car quel droit mon esclave auroit-il contre moi, puisque tout ce qu'il a m'appartient, & que son droit étant le mien, ce droit de moi contre moi-même est un mot qui n'a aucun sens?

GROTIUS & les autres tirent de la guerre une autre origine du prétendu droit d'esclavage. Le vainqueur ayant, selon eux, le droit de tuer le vaincu, celui ci peut racheter sa vie aux dépends de sa liberté; convention d'autant plus légitime qu'elle tourne au

profit de tous deux.

Mais il est clair que ce prétendu droit de tuer les vaincus ne réfulte en aucune maniere de l'état de guerre. Par cela feul que les hommes vivant dans leur primitive indépendance n'ont point entre eux de rapport assez constant pour constituer ni l'état de paix ni l'état de guerre, ils ne sont point naturellement ennemis. C'est le rapport des choses & non des hommes qui constitue la guerre, & l'état de guerre ne pouvant naitre des simples rélations personnelles, mais seulement des rélations réelles, la guerre privée ou d'homme à homme ne peut exister, ni dans l'état de nature où il n'y a point de propriété constante, ni dans l'état focial où tout est sous l'autorité des loix.

Les combats particuliers, les duels; les rencontres font des actes qui ne constituent point un état; & à l'égard des guerres priautorifées par les établissemens de Louïs IX. roi de France & suspendues par la paix de Dieu, ce font des abus du gouvernement féodal, système absurde s'il en fut jamais, contraire aux principes du droit natu-

rel, & à toute bonne politie.

LA GUERRE n'est donc point une rélation d'homme à homme, mais une rélation d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne font ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes ni même comme citoyens, mais comme foldats; non point comme membres de la patrie, mais comme ses défenseurs. Enfin chaque Etat ne peut avoir pour ennemis

que d'autres Etats & non pas des hommes, attendu qu'entre choses de diverses natures on

ne peut fixer aucun vrai rapport.

CE PRINCIPE est même conforme aux maximes établies de tous les tems & à la pratique constante de tous les peuples policés. Les déclarations de guerre font moins des avertissemens aux puissances qu'à leurs sujets. L'étranger, foit roi, foit particulier, foit peuple, qui vole, tuë ou détient les sujets sans déclarer la guerre au prince, n'est pas un ennemi, c'est un brigand. Même en pleine guerre un prince juste s'empare bien en pays ennemi de tout ce qui appartient au public, mais il respecte la personne & les biens des particuliers; il respecte des droits sur lesquels sont fondés les siens. La fin de la guerre étant la destruction de l'Etat ennemi, on a droit d'en tuer les défenseurs tant qu'ils ont les armes à la main; mais fitôt qu'ils les pofent & se rendent, cessant d'être ennemis ou instrumens de l'ennemi, ils redeviennent simplement hommes & l'on n'a plus de droit sur leur vie. Quelque fois on peut tuer l'Etat sans tuer un seul de ses membres: Or la guerre ne donne aucun droit qui ne soit nécessaire à sa fin. Ces principes ne sont pas ceux de Grotius; ils ne sont pas fondés sur des autorités de poëtes, mais ils dérivent de la nature des choses, & sont fondés sur la raison.

A L'EGARD du droit de conquête, il n'a d'autre fondement que la loi du plus fort. Si la guerre ne donne point au vainqueur le droit de massacrer les peuples vaincus, ce droit qu'il n'a pas ne peut fonder celui de les asservir. On n'a le droit de tuer l'ennemi que quand on ne peut le faircesclave; le droit de le faire esclave ne vient donc pas du droit de le tuer: C'est donc un échange inique de lui faire acheter au prix de sa liberté sa vie sur laquelle on n'a aucun droit. En établissant le droit de vie & de mort sur le droit d'esclavage, & le droit d'esclavage sur le droit de vie & de mort, n'est-il pas clair qu'on tombe dans le cercle vicieux.

En supposant même ce terrible droit de tout tuer, je dis qu'un esclave fait à la guerre ou un peuple conquis n'est tenu à rien du tout envers son maître, qu'à lui obéir autant qu'il y est forcé. En prenant un équivalent à sa vie le vainqueur ne lui en a point fait grace: au lieu de le tuer sans fruit il l'a tué utilement. Loin donc qu'il ait acquis sur lui nulle autorité jointe à la force, l'état de guerre subsissée entre eux comme auparavant, leur rélation même en est l'effet, & l'usage du droit de la guerre ne suppose aucun traité de paix. Ils ont fait une convention; soit: mais cette convention, loin de détruire l'état de guerre, en suppose la continuité.

Ainsi, de quelque fens qu'on envifage les choses, le droit d'esclavage est nul, non seu-lement parce qu'il est illégitime, mais parce qu'il est absurde & ne signifie rien. Ces mots, esclavage, &, droit sont contradictoires; ils s'excluent inutuellement. Soit d'un homme à

un homme, soit d'un homme à un peuple, ce discours sera toujours également insensé. Je sais avec toi une convention toute à ta charge & toute à mon prosit, que j'observerai tant qu'il me plaira, & que tu observeras tant qu'il me plaira.

#### CHAPITRE V.

Qu'il faut toujours remonter à une premiere convention.

UAND j'accorderois tout ce que j'ai réfuté jusqu'ici, les fauteurs du despotisme n'en seroient pas plus avancés. Il y aura toujours une grande différence entre soumettre une multitude, & régir une société. Que des hommes épars soient successivement affervis à un seul, en quelque nombre qu'ils puissent être, je ne vois là qu'un maître & des esclaves, je n'y vois point un peuple & son chef; c'est si l'on veut une aggrégation, mais non pas une association; il n'y a là ni bien public ni corps politique. Cet homme, eutil afservi la moitié du monde, n'est toujours qu'un particulier; son intérêt, séparé de celui des autres, n'est toujours qu'un intérêt privé. Si ce même homme vient à pèrir, son empire après lui reste épars & sans liaison, comme un chêne se dissout & tombe en un tas de cendres, après que le seu l'a consumé.

UN PEUPLE, dit Grotius, peut se donner un roi. Selon Grotius un peuple est donc

un peuple avant de se donner à un roi. Ce don même est un acte civil, il suppose une déliberation publique. Avant donc que d'examiner l'acte par lequel un peuple élit un roi, il seroit bon d'examiner l'acte par lequel un peuple est un peuple. Car cet acte étant né-cessairement antérieur à l'autre est le vrai fondement de la fociété.

En effet, s'il n'y avoit point de convention antérieure, où feroit, à moins que l'élection ne fut unanime, l'obligation pour le petit nombre de se soumettre au choix du grand, & d'où cent qui veulent un maître ont-ils le droit de voter pour dix qui n'en veulent point? La loi de la pluralité des suffrages est elle-même un établissement de convention, & suppose au moins une fois l'unanimité.

#### ひいく ひんりん しんりん しんしん しんしん しんしん

#### CHAPITRE VI.

#### Du pacte Social.

JE SUPPOSE les hommes parvenus à ce point où les obstacles qui nuisent à leur conservation dans l'état de nature, l'emportent par leur résistance sur les forces que chaque individu peut employer pour se maintenir dans cet état. Alors cet état primitif ne peut plus subsister, & le genre humain périroit s'il ne changeoit sa maniere d'être.

OR COMME les hommes ne peuvent engendrer de nouvelles forces, mais seulement unir & diriger celles qui exiftent, ils n'ont plus d'autre moyen pour se conserver, que de former par aggrégation une somme de forces qui puisse l'emporter sur la résistance, de les mettre en jeu par un seul mobile & de les faire agir de concert.

CETTE fomme de forces ne peut naître que du concours de plufieurs: mais la force & la liberté de chaque homme étant les premiers instrumens de sa conservation, comment les engagera-t'il sans se nuire, & sans négliger les soins qu'il se doit? Cette difficulté ramenée à mon sujet peut s'énoncer en ces termes.

"TROUVER une forme d'affociation qui dé-"fende & protege de toute la force com-"mune la personne & les biens de chaque "affocié, & par laquelle chacun s'unissant à "tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même & "reste aussi libre qu'auparavant? "Tel est le problème fondamental dont le contract social donne la solution.

Les clauses de ce contract sont tellement déterminées par la nature de l'acte, que la moindre modification les rendroit vaines & de nul effet; en sorte que, bien qu'elle n'aient peut-être jamais été formellement énoncées, elles sont par-tout les mêmes, par-tout tacitement admises & reconnues; jusqu'à ce que, le pacte social étant violé, chacun rentre alors dans ses premiers droits & reprenne sa liberté naturelle, en perdant la liberté conventionnelle pour laquelle il y renonça.

CES CLAUSES bien entendues se réduisent

toutes à une seule, savoir l'aliénation totale de chaque affocié avec tous ses droits à toute la communauté: Car premierement, chacun fe donnant tout entier, la condition est égale pour tous, & la condition étant égale pour tous, nul n'a intérêt de la rendre onéreuse aux autres.

DE PLUS, l'aliénation fe faisant sans reserve, l'union est aussi parfaite qu'elle peut l'être & nul associé n'a plus rien à réclamer: Car s'il restoit quelques droits aux particu-liers, comme il n'y auroit aucun supérieur commun qui put prononcer entre eux & le public, chacun étant en quelque point fon propre juge prétendroit bientôt l'ètre en tous, l'état de nature subsisteroit, & l'association deviendroit nécessairement tirannique ou vaine.

ENFIN chacun se donnant à tous ne se donne à personne; & comme il n'y a pas un associé sur lequel on n'acquiere le même droit qu'on lui cede fur foi, on gagne l'équivalent de tout ce qu'on perd, & plus de force pour

conferver ce qu'on a.

SI DONC on écarte du pacte focial ce qui n'est pas de son essence, on trouvera qu'il se réduit aux termes suivans. Chacun de nous met en commun sa personne & toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale; & nous recevons en corps chaque membre comme partie indivisible du tout.

A L'INSTANT, au lieu de la personne par-ticuliere de chaque contractant, cet acte d'asfociation produit un corps moral & collectif composé d'autant de membres que l'assemblée a de voix, lequel reçoit de ce même acte son unité, son moi commun, sa vie & sa volonté. Cette personne publique qui se forme ainsi par l'union de toutes les autres prenoit autresois le nom de Cité \*, & prend maintenant celui de République ou de corps politique, lequel est appellé par ses membres Etat quand il est passif, Souverain quand il est actif, Puissance en le comparant à ses semblables. A l'égard des associés ils prennent collectivement le nom de peuple, & s'appellent en particulier Citoyens comme participans à l'autorité

\* Le vrai sens de ce mot s'est presque envierement effacé chez les modernes; la plupart prennent une ville pour une Cité & un bourgeois pour un Citoyen, ils ne savent pas que les maisons font la ville mais que les Citoyens font la Cité. Cette même erreur coûta cher autrefois aux Carthaginois. Je n'ai pas lû que le titre de Cives ait jamais été donné aux fujets d'aucun prince, pas même anciennement aux Macédoniens, ni de nos jours aux Anglois, quoique plus près de la liberté que tous les autres. Les seuls François prennent tout familiérement ce nom de Citorens, parce qu'ils n'en ont aucune veritable idée, comme on peut le voir dans leurs Dictionnaires, sans quoi ils tomberoient en l'usurpant dans le crime de Leze-Majesté: ce nom chez eux exprime une vertu & non pas un droit. Quand Bodin a voulu parler de nos Citoyens & Bourgeois, il a fait une lourde bevue en prenant les uns pour les autres. M. d'Alembert ne s'y est pas trompé. & a bien distingué dans son article Geneve les quatre ordres d'hommes (même cinq en y comptant les simples etrangers,) qui sont dans notre ville, & dont deux seulement composent la République. Nul autre auteur François, que je fache, n'a compris le vrai sens du mot Citoyen.

В 3

fouveraine, & Sujets comme foumis aux loix de l'Etat. Mus ces termes se confondent souvent & se prennent l'un pour l'autre; il suffit de les savoir distinguer quand ils sont employés dans toute leur précision.

#### CHAPITRE VII.

#### Du Souverain.

N vort par cette formule que l'acte d'affociation renferme un engagement réciproque du public avec les particuliers, & que chaque individu, contractant pour ainsi dire, avec lui même, se trouve engagé sous un double rapport; savoir, comme membre du Souverain envers les particuliers, & comme membre de l'Etat envers le Souverain. Mais on ne peut appliquer ici la maxime du droit civil que nul n'est tenu aux engagemens pris avec lui-même; car il y a bien de la différence entre s'obliger envers soi, ou envers un tout dont on fait partie.

IL FAUT remarquer encore que la délibération publique, qui peut obliger tous les fujets envers le Souverain, à cause des deux différens rapports sous lesquels chacun d'eux est envisagé, ne peut, par la raison contraire, obliger le Souverain envers lui-même, & que, par conséquent, il est contre la nature du corps politique que le Souverain s'impose une loi qu'il ne puisse enfreindre. Ne pouvant se considérer que sous un seul & même

rapport il est alors dans le cas d'un particulier contractant avec foi-même: par où l'on voit qu'il n'y a ni ne peut y avoir nulle espece de loi fondamentale obligatoire pour le corps du peuple, pas même le contract social. Ce qui ne signifie pas que ce corps ne puisse fort bien s'engager envers autrui en ce qui ne déroge

point à ce contract; car à l'égard de l'étranger, il devient un être fimple, un individu.

Mars le corps politique ou le Souverain ne tirant fon être que de la fainteté du contract ne peut jamais s'obliger, même envers autrui, à rien qui déroge à cet acte primitif, comme d'alièner quelque portion de lui-même ou de se soumettre à un autre Souverain. Violer l'acte par lequel il existe seroit s'auéan-

tir, & ce qui n'est rien ne produit rien.

Sitor que cette multitude est ainsi réunie en un corps, on ne peut offenser un des membres sans attaquer le corps; encore moins offenser le corps sans que les membres s'en ressentent. Ainsi le devoir & l'intérêt obligent également les deux parties contractantes à s'entre-aider mutuellement, & les mêmes hommes doivent chercher à réunir fous ce double rapport tous les avantages qui en dépendent.

OR LE Souverain n'étant formé que des particuliers qui le composent n'a ni ne peut avoir d'intérêt contraire au leur; par conséquent la puissance Souveraine n'a nul besoin de garant envers les sujets, parce qu'il est impossible que le corps veuille nuire à tous B 4

fes membres, & nous verrons ci-après qu'il ne peut nuire à aucun en particulier. Le Souverain, par cela feul qu'il est, est tou-

jours tout ce qu'il doit être.

Mais il n'en est pas ainsi des sujets envers le Souverain, auquel malgré l'intérêt com-mun, rien ne répondroit de leurs engagemens s'il ne trouvoit des moyens de s'assurer de leur fidélité.

En effet chaque individu peut comme homme avoir une volonté particuliere contraire ou dissemblable à la volonté générale qu'il a comme Citoyen. Son intérêt particulier peut lui parler tout autrement que l'intérêt commun: fon existence absolue & naturellement indépendante peut lui faire envifager ce qu'il doit à la cause commune comme une contribution gratuite, dont la perte fera moins nuisible aux autres que le payement n'en est onércux pour lui, & regardant la personne morale qui constitue l'Etat comme un être de raison parce que ce n'est pas un homme, il iouiroit des droits du citoyen fans vouloir remplir les devoirs du sujet; injustice dont le progrès causeroit la ruine du corps politique.

Afin done que le pacte focial ne foit pas un vain formulaire, il renferme tacitement cet engagement qui seul peut donner de la force aux autres, que quiconque refusera d'obéir à la volonté générale y sera contraint par tout le corps: ce qui ne signifie autre chose sinon qu'on le forcera d'être libre; car telle est la condition qui donnant chaque Citoyen à la Patrie le garantit de toute dépendance personnelle; condition qui fait l'artifice & le jeu de la machine politique, & qui seule rend légitimes les engagemens civils, lesquels sans cela seroient absurdes, tyranniques, & sujets aux plus énormes abus.

#### CHAPITRE VIII.

#### De l'état civil.

CE PASSAGE de l'état de nature à l'état civil produit dans l'homme un changement très rémarquable, en substituant dans sa conduite la justice à l'instinct; & donnant à ses actions la moralité qui leur manquoit auparavant. C'est alors seulement que la voix du devoir succédant à l'impulsion physique & le droit à l'appetit, l'homme, qui jusques là n'avoit regardé que lui-même, se voit forcé d'agir sur d'autres principes, & de confulter sa raison avant d'écouter ses penchans. Quoiqu'il se prive dans cet état de plusieurs avantages qu'il tient de la nature, il en regagne de si grands, ses facultés s'exercent & se développent, ses idées s'étendent, ses sentimens s'ennoblissent, son ame toute entiere s'éleve à tel point, que si les abus de cette nouvelle condition ne le dégradoient souvent au dessous de celle dont il est sorti, il devroit bénir sans cesse l'instant heureux qui l'en arracha pour jamais, & qui, d'un animal stupide & borné, fit un être intelligent & un homme.

REDUISONS toute cette balance à des termes faciles à comparer. Ce que l'homme perd par le contract focial, c'est sa liberté naturelle & un droit illimité à tout ce qui le tente & qu'il peut atteindre; ce qu'il gagne, c'est la liberté civile & la propriété de tout ce qu'il possed. Pour ne pas se tromper dans ces compensations, il faut bien distinguer la liberté naturelle qui n'a pour bornes que les forces de l'individu, de la liberté civile qui est limitée par la volonté générale, & la posses-fion qui n'est que l'esset de la force ou le droit du premier occupant, de la propriété qui ne peut être sondée que sur un titre positif.

On POURROIT sur ce qui précede ajouter à l'acquis de l'état civil la liberté morale, qui seule rend l'homme vraiment maitre de lui; car l'impulsion du seul appetit est esclavage, & l'obéissince à la loi qu'on s'est prescritte est liberté. Mais je n'en ai déjà que trop dit sur cet article, & le sens philosophique du mot liberté n'est pas ici de mon sujet.

#### CHAPITRE IX.

#### Du domaine réel.

CHAQUE membre de la communauté se don-ne à elle au moment qu'elle se forme, tel qu'il fe trouve actuellement, lui & toutes fes forces, dont les biens qu'il possede font partie. Ce n'est pas que par cet acte la possession change de nature en changeant de mains, & devienne propriété dans celles du Souverain: Mais comme les forces de la Cité font incomparablement plus grandes que celles d'un particulier, la possession publique est aussi dans le fait plus torte & plus irrévocable, sans être plus légitime, au moins pour les étrangers. Car l'Etat à l'égard de ses membres est maître de tous leurs biens par le contract social, qui dans l'Etat sert de base à tous les droits; mais ils ne l'est à l'égard des autres Puissances que par le droit de premier occupant qu'il tient des particuliers.

mier occupant qu'il tient des particuliers.

Le droit de premier occupant, quoique plus réel que celui du plus fort, ne devient un vrai droit qu'après l'établissement de celui de propriété. Tout homme a naturellement droit à tout ce qui lui est nécessaire; mais l'acte positif qui le rend propriétaire de quelque bien l'exclud de tout le reste. Sa part étant faite il doit s'y borner, & n'a plus aucun droit à la communauté. Voilà pourquoi le droit de premier occupant, si foible dans l'état de nature, est respectable à tout homme civil. On respecte moins dans ce droit ce qui est à autrui que ce qui n'est pas à soi.

En general, pour autorifer fur un terrain quelconque le droit de premier occupant, il faut les conditions fuivantes. Premierement que ce terrain ne soit encore habité par personne; secondement qu on n'en occupe que la quantité dont on a besoin pour subsister: En troisieme lieu qu'on en prenre possession, non par une vaine cérémonie, mais par le tra-

vail & la culture, seul signe de propriété qui au défaut de titres juridiques doive être res-

pecté d'autrui.

EN EFFET, accorder au besoin & au travail le droit de premier occupant, n'est-ce pas l'étendre aussi loin qu'il peut aller? Peut-onne pas donner des bornes à ce droit? Suffira-t-il de mettre le pied fur un terrain commun pour s'en pré-tendre aussi tôt le maitre? Suffira-t-il d'avoir la force d'en écarter un moment les autres hommes pour leur ôter le droit d'y jamais revenir? Comment un homme ou un peuple peut-il s'emparer d'un territoire immense & en priver tout le genre humain autrement que par une usurpation punissable, puisqu'elle ôte au reste des hommes le séjour & les alimens que la nature leur donne en commun? Quand Nunez Balbao prenoit fur le rivage possession de la mer du sud & de toute l'Amérique méridionale au nom de la couronne de Castille, étoit-ce assez pour en déposséder tous les ha-bitans & en exclurre tous les Princes du monde? Sur ce pied-là ces cérémonies se multiplioient assez vainement, & le Roi catholique n'avoit tout d'un coup qu'à prendre de fon cabinet possession de tout l'univers; sauf à retrancher ensuite de son empire ce qui étoit auparavant possédé par les autres Princes.

On conçoit comment les terres des particuliers réunies & contiguës deviennent le territoire public, & comment le droit de fouveraineté s'étendant des sujets au terrain qu'ils occupent devient à la fois réel & personnel; ce qui met les possessers dans une plus grande dépendance, & fait de leurs forces mêmes les garants de leur fidélité. Avantage qui ne paroît pas avoir été bien senti des anciens monarques qui ne s'appellant que Rois des Perses, des Scithes, des Macédoniens, sembloient se regarder comme les chefs des hommes plutôt que comme les maîtres du pays. Ceux d'aujourd'hui s'appellent plus habilement Rois de France, d'Espagne, d'Angleterre &c. En tenant ainsi le terrain, ils sont bien sûrs d'en tenir les habitans.

CE Qu'IL y a de fingulier dans cette aliénation, c'est que, loin qu'en acceptant les biens des particuliers la communauté les en dépouille, elle ne fait que leur en assurer la légitime possession, changer l'usurpation en un véritable droit, & la jouissance en propriété. Alors les possesseurs étant considérés comme dépositaires du bien public, leurs droits étant respectés de tous les membres de l'Etat & maintenus de toutes ses forces contre l'étranger, par une cession avantageuse au public & plus encore à eux-mêmes, ils ont, pour ainsi dire, acquis tout ce qu'ils ont donné. Paradoxe qui s'explique aifément par la distinction des droits que le souverain & le propriétaire ont fur le même fond, comme on verra ciaprès.

IL PEUT arriver aussi que les hommes commencent à s'unir avant que de rien posséder, & que, s'emparant ensuite d'un terrain suffifant pour tous, ils en jouissent en commun, ou qu'ils le partagent entre eux, soit également soit selon des proportions établies par le Souverain. De quelque maniere que se fasse cette acquisition, le droit que chaque particulier a sur son propre sond est toujours subordonné au droit que la communauté a sur tous, sans quoi il n'y auroit ni solidité dans le lien social, ni sorce réelle dans l'exercice de la Souveraincté.

JE TERMINERAI ce chapitre & ce livre par une remarque qui doit fervir de base à tout le sistème social; c'est qu'au lieu de détruire l'égalité naturelle, le pacte sondamental substitue au contraire une égalité morale & légitime à ce que la nature avoit pu mettre d'inégalité physique entre les hommes, & que, pouvant être inégaux en force ou en génie, ils deviennent tous égaux par convention & de droit \*.

\* Sous les mauvais gouvernemens cette égalité n'est qu'apparente & illusoire; elle ne sert qu'à maintenir le pauvre dans sa misere & le riche dans son usurpation. Dans le fait les loix sont toujours utiles à ceux qui possedent & nuisibles à ceux qui n'ont rien: D'où il suit que l'erat social n'est avantageux aux hommes qu'autant qu'ils ont tous quelque chose & qu'aucun d'eux n'a rien de trop.

Fin du Livre premier.

# CONTRACT SOCIAL;

O U,

# PRINCIPES

DU

# DROIT POLITIQUE.

:各在各种特殊各种各种各种特殊各种特殊的。

#### CHAPITRE I.

Que la souveraineté est inaliénable.

A PREMIERE & la plus importante conséquence des principes ci-devant établis est que la volonté générale peut seule diriger les forces de l'Etat selon la fin de son institution, qui est le bien commun: car si l'opposition des intérêts particuliers a rendu nécessaire l'établissement des sociétés, c'est l'accord de ces mêmes intérêts qui l'a rendu possible. C'est ce qu'il y a de commun dans ces dissérens intérêts qui forme le lien social, & s'il n'y avoit pas quelque point dans lequel tous les intérêts s'accordent, nulle société ne sauroit exister.

Or c'est uniquement sur cet intérêt commun

que la focieté doit être gouvernée.

Je dis donc que la souverainet n'étant que l'exercice de la volonté générale ne peut jamais s'aliéner, & que le souverain, qui n'est qu'un être collectif, ne peut être représenté que par lui-même; le pouvoir peut bien se

transmettre, mais non pas la volonté.

En effet, s'il n'est pas impossible qu'une volonté particuliere s'accorde fur quelque point avec la volontégénérale; il est impossi-ble au moins que cet accord soit durable & constant; car la volonté particuliere tend par sa nature aux préférences, & la volonté générale à l'égalité. Il est plus impossible encore qu'on ait un garant de cet accord quand même il devroit toujours exister; ce ne seroit pas un effet de l'art mais du hazard. Le Souverain peut bien dire, je veux actuellement ce que veut un tel homme ou du moins ce qu'il dit vouloir; mais il ne peut pas dire; ce que cet homme voudra demain, je le voudrai encore; puisqu'il est absurde que la vo-lonté se donne des chaines pour l'avenir, & puisqu'il ne dépend d'aucune volonte de confentir à rien de contraire au bien de l'être qui veut. Si donc le peuple promet simplement d'obéir, il se dissout par cet acte, il perd fa qual té de peuple; à l'instant qu'il y a un maitre il n'y a plus de Souverain, & dés lors le corps politique est détruit. CE n'est point à dire que les ordres des

chefs ne puissent passer pour des volontés gé-

nérales, tant que le Souverain libre de s'y oppofer ne le fait pas. En pareil cas, du filence universel on doit présumer le consentement du peuple. Ceci s'expliquera plus au long.

#### CHAPITRE II.

Que la souveraineté est indivisible.

Par la même raison que la souveraineté est inaliénable, elle est indivisible. Car la volonté est générale \*, ou elle ne l'est pas; elle est celle du corps du peuple, ou seulement d'une partie. Dans le premier cas cette volonté déclarée est un acte de souveraineté & fait loi : Dans le second, ce n'est qu'une volonté particuliere, ou un acte de magistrature; c'est un décret tout au plus.

Mais nos politiques ne pouvant divifer la fouveraineté dans fon principe, la divifent dans fon objet; ils la divifent en force & en volonté, en puissance législative & en puissance exécutive; en droits d'impôts, de justice, & de guerre, en administration intérieure & en pouvoir de traitter avec l'étranger: tantôt ils confondent toutes ces parties & tantôt ils les séparent; ils font du Souverain un être fantastique & formé de pieces rapportées; c'est com-

<sup>\*</sup> Pour qu'une volonté soit genérale il n'est pas toujours nécessaire, qu'elle soit unanime, mais il est nécessaire que toutes les voix soient comptées; toute exclusion formelle rompt la généralité.

me s'ils composoient l'homme de plusieurs corps dont l'un auroit des yeux, l'autre des bras, l'autre des pieds, & rien de plus. Les charlatans du Japon depécent, dit-on, un enfant aux yeux des spectateurs, puis jettant en l'air tous ses membres l'un après l'autre, ils sont retomber l'enfant vivant & tout rassemblé. Tels sont à peu près les tours de gobelets de nos politiques; après avoir démembré le corps social par un prestige digne de la soire, ils rassemblent les pieces on ne fait comment.

CETTE erreur vient de ne s'être pas sait des notions exactes de l'autorité souveraine, & d'avoir pris pour des parties de cette autorité ce qui n'en étoit que des émanations. Ainssi, par exemple, on a regardé l'acte de déclarer la guerre & celui de faire la paix comme des actes de souveraineté, ce qui n'est pas; puisque chacun de ces actes n'est point une loi mais seulement une application de la loi, un acte particulier qui détermine le cas de la loi, comme on le verra clairement quand l'idée attachée au mot loi fera fixée.

EN SUIVANT de même les autres divisions on trouveroit que toutes les fois qu'on croit voir la souveraineté partagée on se trompe, que les droits qu'on prend pour des parties de cette souveraineté lui sont tous subordonnés, & supposent toujours des volontés suprêmes dont ces droits ne donnent que l'exécution.

On ne fauroit dire combien ce défaut d'exactitude a jetté d'obscrurité sur les décissons des auteurs en matiere de droit politique, quand

ils ont voulu juger des droits respectifs des rois & des peuples fur les principes qu'ils avoient établis. Chacun peut voir dans les Chapitres III & IV du premier livre de Grotius comment ce favant homme & fon traducteur Barbeyrac s'enchevêtrent, s'embarrassent dans leurs sophismes, crainte d'en dire trop ou de n'en pas dire affez felon leurs vues, & de choquer les intérêts qu'ils avoient à concilier, Grotius refugié en France, mécontent de sa patrie, & voulant faire sa cour à Louis XIII à qui son livre est dédié, n'épargne rien pour dépouilles les peuples de tous leurs droits & pour en revétir les rois avec tout l'art possible. C'eut bien été aussi le goût de Barbeyrac, qui dé. dioit sa traduction au Roi d'Angleterre George I. Mais malheureusement l'expulsion de Jaques II qu'il appelle abdication, le forçoit à se tenir sur la reserve, à gauchir, à tergiverser pour ne pas faire de Guillaume un usurpa. teur, Si ces deux écrivains avoient adopté les vrais principes, toutes les difficultés étoient levées & ils eussent été toujours conséquents; mais ils auroient tristement dit la vérité & n'auroient fait leur cour qu'au peuple. Or la vérite ne mene point à la fortune, & le peuple ne donne ni ambassades, ni chaires, ni pensions.

## CHAPITRE III.

Si la volonté générale peut errer.

IL S'ENSUIT de ce qui précede que la volonté générale est toujours droite & tend tou-jours à l'utilité publique: mais il ne s'ensuit pas que les déliberations du peuple aient toujours la même rectitude. On veut toujours fon bien, mais on ne le voit pas toujours: [amais on ne corrompt le peuple, mais fouvent on le trompe, & c'est alors sculement qu'il paroit vouloir ce qui est mal.

IL y a souvent bien de la difference entre la volonté de tous & la volonté générale; celle-ci ne regarde qu'à l'intérêt commun, l'autre regarde à l'intérêt privé, & n'est qu'une somme de volontés: mais ôtez de ces mêmes volontés les plus & les moins qui s'entredétruisent \*, reste pour somme des differences la

volonté générale.

SI, QUAND le peuple suffisamment informé délibére, les Citoyens n'avoient aucune communication entre eux, du grand nombre de petites diffèrences réfulteroit toujours la volonté générale, & la délibération feroit toujours bon-

<sup>\*</sup> Chaque intéret . dit le M. d'A. a des prencines différents. L'accord de deux intérets particuliers se forme par opposition à celui d un tiert. Il eut pu ajourer que l'accord de tous les ineiets se sorme par opposition à celui de chacun, S'il n'y avoir point d'interêts différens, à peine fentiroit on l'ntérêt commun qui ne trouveroit jamais d'obstacle: tout iroit de lui même, & la politique cesseroit d'être un arr.

ne. Mais quand il se fait des brigues, des affociations partielles aux dépends de la grande, la volonté de chacune de ces affociations devient générale par rapport à ses membres, & particuliere par rapport à l'Etat; on peut dire alors qu'il n'y a plus autant de votans que d'hommes, mais seulement autant que d'associations. Les différences deviennent moins nombreuses & donnent un résultat moins général. Enfin quand une de ces affociations est si grande qu'elle l'emporte sur toutes les autres, vous n'avez plus pour résultat une somme de petites différences, mais une différence unique; alors il n'y a plus de volonté générale, & l'avis qui l'emporte n'est qu'un avis particulier.

IL IMPORTE donc pour avoir bien l'énoncé de la volonté générale qu'il n'y ait pas de fo-ciété partielle dans l'Etat & que chaque Cito-yen n'opine que d'après lui \*. Telle fut l'u-nique & fublime institution du grand Lycurgue. Que s'il y a des sociétés partielles, il en faut multiplier le nombre & en prévenir l'inégalité, comme firent Solon, Numa, Servius. Ces précautions font les feules bonnes pour que la volonté générale foit toujours éclairée, & que le peuple ne se trompe point.

<sup>\*</sup> Vera cosa é , dit Machiavel , che dalcuni divisioni nuo . cono alle Republiche, e alcune giovano: quelle nuocono che sono dalle sette e da partigiani accompagnate: quelle giovanoche senza sette, senza partigiani si mantengono. Non potendo adunque provedere un fondatore d'una Republica ches non siano nimicizie in quella, là da proveder almeno che non vi fiano fette. Hift. Florent, L. VII.

# CHAPITRE IV.

Des bornes du pouvoir Souverain.

St L'ETAT ou la Cité n'est qu'une personne morale dont la vie consiste dans l'union de ses membres, & si le plus important de ses soins est celui de sa propre conservation, il lui faut une sorce universelle & compulsive pour mouvoir & disposer chaque partie de la maniere la plus convenable au tout. Comme la nature donne à chaque homme un pouvoir absolu sur tous ses membres, le pacte social donne au corps politique un pouvoir absolu sur tous les siens, & c'est ce même pouvoir, qui, dirigé par la volonté générale porte, comme j'ai dit, le nom de souveraineté.

Mais outre la personne publique, nous avons à considérer les personnes privées qui la composent, & dont la vie & la liberté sont naturellement indépendantes d'elle. Il s'agit donc de bien distinguer les droits respectifs des Citoyens & du Souverain \*, & les devoirs qu'ont à remplir les premiers en qualité de sujets, du droit naturel dont ils doivent jouir en qua-

lité d'hommes.

On convient que tout ce que chacun aliéne par le pacte focial de sa puissance, de ses biens,

<sup>\*</sup> Leceurs attentifs, ne vous pressez pas, je vous prie, de m'accuser ici de contradiction. Je n'ai pu l'éviter dans les termes, vu la pauvreté de la langue; mais attendez.

de sa liberté, c'est seulement la partie de tout cela dont l'usage importe à la communauté, mais il faut convenir aussi que le Souverain

feul est juge de cette importance.

Tous les services qu'un Citoyen peut rendre à l'Etat, il les lui doit fitôt que le Souverain les demande; mais le Souverain de fon côté ne peut charger les sujets d'aucune chaine inutile à la communauté; il ne peut pas même le vouloir: car sous la loi de raison rien ne se fait sans cause, non plus que sous la loi de nature.

Les engagemens qui nous lient au corps focial ne font obligatoires que parce qu'ils font mutuels; & leur nature est telle qu'en les remplissant on ne peut travailler pour autrui sans travailler aussi pour soi. Pourquoi la volonté générale est elle toujours droite, & pourquoi tous veulent-ils constamment le bonheur de chacun d'eux, si ce n'est parce qu'il n'y a perfonne qui ne s'approprie ce mot chacun, & qui ne fonge à lui-même en votant pour tous? Ce qui prouve que l'égalité de droit & la notion de justice qu'elle produit dérive de la préférence que chacun se donne & par conséquent de la nature de l'homme; que la volonté générale pour être vraîment telle doit l'être dans fon objet ainsi que dans son essence, qu'elle doit partir de tous pour s'appliquer à tous, & qu'elle perd sa rectitude naturelle lorsqu'elle tend à quelque objet individuel & déterminé; parce qu'alors jugeant de ce qui nous est

étranger nous n'avons aucun vrai principe d'é-

quité qui nous guide.

En effet, firôt qu'il s'agit d'un fait ou d'un droit particulier, sur un point qui n'a pas été régle par une convention générale & anterieure, l'affaire devient contentieuse. C'est un procès où les particuliers intéressés sont une des parties & le public l'autre, mais où je ne vois ni la loi qu'il faut suivre, ni le juge qui doit prononcer. Il feroit ridicule de vouloir alors s'en rapporter à une expresse décission de la volonté générale, qui ne peut être que la conclusion de l'une des parties, & qui par conséquent n'est pour l'autre qu'une volonté étrangere, particuliere, portée en cette occasion à l'injustice & sujette à l'erreur. Ainsi de même qu'une volorté particuliere ne peut réprésenter la volonté générale, la volonté gét érale à son tour change de nature avant un objet particulier, & ne peut comme générale prononcer ni sur un homme ni fur un fait. Quand le peuple d'Athenes, par exemple, nommoit ou cassoit ses chefs, occernoit des honneurs à l'un, imposoit des peines à l'autre, & per des multitudes de décrets particuliers exe coit indistinctement tous les actes du Gouvernement, le peuple alors n'avoit plus de volunté générale proprement dite; il n'ag'ssoit plus comme Souverain mais comme mag firat. Ceci paroitra contraire aux idées communes, mais il faut me laisser le tems d'exposer les miennes.

On poir concevoir par là, que ce qui géné. ralife la volonté est moins le nombre des voix, que l'intérêt commun qui les unit: car dans cette institution chacun se soumet nécessairement aux conditions qu'il impose aux autres; accord admirable de l'intérêt & de la justice qui donne aux délibérations communes un caractere d'équité qu'on voit évanouir dans la discussion de toute affaire particuliere, faute d'un intérêt commun qui unisse & identifie la regle

du juge avec celle de la partie.

Par quelque côté qu'on remonte au principe, on arrive toujours à la même conclusion; savoir, que le pacte social établit entre les citoyens une telle égalité qu'ils s'engagent tous sous les mêmes conditions, & doivent jouir tous des mêmes droits. Ainsi par la nature du pacte, tout acte de souveraineté, c'est-àdire tout acte authentique de la volonté générale oblige ou favorife également tous les Citoyens, ensorte que le Souverain connoit feulement le corps de la nation & ne distingue aucun de ceux qui la composent. Qu'est-ce donc proprement qu'un acte de souveraineté? Ce n'est pas une convention du supérieur avec l'inférieur, mais une convention du corps avec chacun de ses membres: Convention légitime, parce qu'elle a pour base le contract social, équitable, parce qu'elle est commune à tous, utile, parce qu'elle ne peut avoir d'autre objet que le bien général, & solide, parce qu'elle a pour garant la force publique & le pouvoir suprême. Tant que les sujets ne sont soumis qu'à de telles conventions, ils n'obéissent à personne, mais seulement à leur propre volonté; & demander jusqu'où s'étendent les droits respectifs du Souverain & des Citoyens, c'est demander jusqu'à quel point ceuxci peuvent s'engageravec eux mêmes, chacun envers tous & tous envers chacun d'eux.

On voit par là que le pouvoir Souverain, tout absolu, tout sacré, inviolable qu'il est, ne passe ni ne peut passer les bornes des conventions générales, & que tout homme peut disposer pleinement de ce qui lui a été laissé de ses biens & de sa liberté par ces conventions; de sorte que le Souverain n'est jamais en droit de charger un sujet plus qu'un autre, parce qu'alors l'affaire devenant particuliere,

son pouvoir n'est plus compétent.

CES distinctions une fois admises, il est si faux que dans le contract social il y ait de la part des particuliers aucune renonciation véritable, que leur situation, par l'effet de ce contract se trouve réellement préférable à ce qu'elle étoit auparavant, & qu'au lieu d'une aliénation, ils n'ont fait qu'un échange avantageux d'une maniere d'être incertaine & précaire contre une autre meilleure & plus sûre, de l'indépendance naturelle contre la liberté, du pouvoir de nuire à autrui contre leur propre sureté, & de leur force que d'autres pouvoient surmonter contre un droit que l'union sociale rend invincible. Leur vie même qu'ils ont dévouée à l'Erat en est continuellement protégée, & lorsqu'ils l'exposent pour sa défense que sont-ils alors que lui rendre ce qu'ils

ont reçu de lui? Que font-ils qu'ils ne fissent plus fréquemment & avec plus de danger dans l'état de nature, lorsque livrant des combats inévitables, ils défendroient au péril de leur vie ce qui leur sert à la conserver? Tous ont à combattre au besoin pour la patrie, il est vrai; mais aussi nul n'a jamais à combattre pour soi. Ne gagne-t-on pas encore à courir pour ce qui fait notre sureté une partie des risques qu'il faudroit courir pour nous mêmes sitôt qu'elle nous seroit ôtée?

#### CHAPITRE V.

Du droit de vie & de mort.

On DEMANDE comment les particuliers n'ayant point droit de disposer de leur propre vie peuvent transmettre au Souverain ce
même droit qu'ils n'ont pas? Cette question
ne paroit difficile à résoudre que parce qu'elle
est mal posée. Tout homme a droit de risquer sa propre vie pour la conserver. A-t-on
jamais dit que celui qui se jette par une senétre pour échaper à un incendie, soit coupable
de suicide? A-t-on même jamais imputé
ce crime à celui qui périt dans une tempête
dont en s'embarquant il n'ignoroit pas le
danger?

LE TRAITE' social a pour fin la conservation des contractans. Qui veut la fin veut aussi les moyens, & ces moyens sont inséparables de quelques risques, même de quelques perres.

Qui veut conserver sa vie aux dépends des autres, doit la donner aussi pour eux quand il faut. Or le Citoyen n'est plus juge du péril auquel la loi veut qu'il s'expose, & quand le Prince lui a dit, il est expédient à l'Etat que tu meures, il doit mourir; puisque ce n'est qu'à cette condition qu'il a vécu en sureté jusqu'alors, & que sa vie n'est plus seulement un bienfait de la nature, mais un don conditionnel de l'Etar.

LA PEINE de mort infligée aux criminels peut être envisagée à peu près sous le même noint de vue: c'est pour n'être pas la victime d'un affassin que l'on consent à mourir si on le devient. Dans ce traité, loin de disposer de sa propre vie on ne songe qu'à la garantir. & il n'est pas à présumer qu'aucun des contractans prémédite alors de se faire pendre.

D'AILLEURS tout malfaiteur attaquant le droit focial devient par ses forfaits rebelle & traître à la patrie, il cesse d'en être membre en violant ses loix, & même il lui fait la guerre.
Alors la conservation de l'Etat est incompatible avec la sienne, il faut qu'un des deux périsse, & quand on fait mourir le coupable, c'est moins comme Citoven que comme ennemi. Les procédures, le jugement, font les preuves & la déclaration qu'il a rompu le traiié social, & par conséquent qu'il n'est plus membre de l'Etat. Or comme il s'est reconnu tel, tout au moins par son séjour, il en doit cire retranché par l'exil comme infracteur du pacte, ou par la mort comme ennemi public,

car un tel ennemi n'est pas une personne morale, c'est un homme, & c'est alors que le droit de la guerre est de tuer le vaincu.

Mais dira t-on, la condannation d'un Criminel est un acte particulier. D'accord; aussi cette condannation n'appartient-elle point au Souverain; c'est un droit qu'il peut conférer sans pouvoir l'exercer lui-même. Toutes mes idées se tiennent, mais je ne saurois les exposer routes à la fois.

Au RESTE la fréquence des supplices est toujours un signe de foiblesse ou de paresse dans'le Gouvernement. Il n'y a point de méchant qu'on ne pût rendre bon à quelque cho-fe. On n'a droit de faire mourir, même pour l'exemple, que celui qu'on ne peut con-

ferver fans danger.

A L'EGARD du droit de faire grace, ou d'exempter un coupable de la peine portée par la loi & prononcée par le juge, il n'appartient qu'à celui qui est au dessus du juge & de la loi, c'est a-dire au Souverain: Encore son droit en ceci n'est-il pas bien net, & les cas d'en user sont-ils très rares. Dans un Etatbien gouverné il y a peu de punitions, non parce qu'on fait beaucoup de graces, mais parce qu'il y a peu de criminels: la multitude des crimes en assure l'impunité lorsque l'Etat dépérit. Sous la République Romaine jamais le Sénat ni les Consuls ne tenterent de faire grace; le peuple même n'en faisoit pas, quoiqu'il révocât quelquefois son propre jugement. Les fréquences graces annoncent que bientôt

les forsaits n'en auront plus besoin, & chacun voit où cela mene. Mais je sens que mon cœur murmure & retient ma plume, laissons discuter ces questions à l'homme juste qui n'a point failli, & qui jamais n'eût lui-même besoin de grace.

#### CHAPITRE VI.

#### De la loi.

Par le pacte focial nous avons donné l'exiftence & la vie au corps politique; il s'agit maintenant de lui donner le mouvement & la volonté par la légiflation. Car l'acte primitif par lequel ce corps fe forme & s'unit ne détermine rien encore de ce qu'il doit

faire pour se conserver.

CE qui est bien & conforme à l'ordre est tel par la nature des choses & indépendamment des conventions humaines. Toute justice vient de Dieu, lui seul en est la source; mais si nous savions la recevoir de si haut nous n'aurions besoin ni gouvernement ni de loix. Sans doute il est une justice universelle émanée de la raison seule; mais cette justice pour être admise entre nous doit être réciproque. A considérer humainement les choses, faute de fanction naturelle les loix de la justice sont vaines parmi les hommes; elles ne sont que le bien du méchant & le mal du juste, quand celui-ci les observe avec tout le monde sans que

personne les observe avec lui. Il faut donc des conventious & des loix pour unir les droits aux devoirs & ramener la justice à son objet. Dans l'état de nature, où tout est commun, je ne dois rien à ceux à qui je n'ai rien promis, je ne reconnois pour être à autrui que ce qui m'est inutile. Il n'en est pas ainsi dans l'état civil où tous les droits sont fixés par la loi.

Mais qu'est-ce donc enfin qu'une loi? Tant qu'on se contentera de n'attacher à ce mot que des idées métaphysiques, on continuera de raisonner sans s'entendre, & quand on aura dit ce que c'est qu'une loi de la nature on n'en saura pas mieux ce que c'est qu'une loi

de l'Etat,

J'AI déjà dit qu'il n'y avoit point de volonté générale sur un objet particulier. En effet cet objet particulier est dans l'Etat ou hors de l'Etat. S'il est hors de l'Etat, une volonté qui lui est étrangere n'est point générale par rapport à lui; & si cet objet est dans l'Etat, il en fait partie: Alors il se forme entre le tout & sa partie une rélation qui en fait deux êtres séparés, dont la partie est l'un, & le tout moins cette même partie est l'autre. Mais le tout moins une partie n'est point le tout, & tant que ce rapport subsiste il n'y a plus de tout mais deux parties inégales; d'où il suit que la volonté de l'une n'est point non plus générale par rapport à l'autre.

MAIS quand tout le peuple statue sur tout le peuple, il ne considere que lui-même, &

s'il se forme alors un rapport, c'est de l'objet entier sous un point de vue à l'objet entier fous un autre point de vue, sans aucune. division du tout. Alors la matière sur laquel-le on statue est générale comme la volonté qui statue. C'est cet acte que j'appelle une loi.

QUAND je dis que l'objet des loix est tou-jours général, j'entends que la loi considere les sujets en corps & les actions comme abstraites, jamais un homme comme individu ni une action particulière. Ainsi la loi peut bien statuer qu'il y aura des privileges, mais elle n'en peut donner nommément à personne; la loi peut faire plusieurs Classes de Citoyens, assigner même les qualités qui donneront droit à ces classes, mais elle ne peut nommer tels & tels pour y étre admis; elle peut établir un Gouvernement royal & une succession héréditaire, mais elle ne peut élire un roi ni nommer une famille royale; en un mot toute fonction qui se rapporte à un objet individuel n'appartient point à la puissance législative.

Sur cette idée on voit à l'instant qu'il ne faut plus demander à qui il appartient de faire des loix, puisqu'elles sont des actes de la volonté générale; ni si le Prince est au-desfus des loix, puisqu'il est membre de l'Etat; ni si la loi peut étre injuste, puisque nul n'est iniuste envers lui-même; ni comment on est libre & foumis aux loix, puisqu'elles ne sont

que des régistres de nos volontés.

On voir encore que la loi réunissant l'uni

niversalité de la volonté & celle de l'objet, ce qu'un homme, quel qu'il puisse étre, ordonne de son chef n'est point une loi; ce qu'ordonne même le Souverain sur un objet particulier n'est pas non plus une loi mais un décret, ni un acte de souveraineté mais de magistrature.

J'APPELLE donc République tout Etat régi par des loix, sous quelque forme d'administration que ce puisse être: car alors seulement l'intérêt public gouverne, & la chose publique est quelque chose. Tout Gouvernement légitime est républicain\*: j'expliquerai ci-après ce que c'est que Gouvernement.

LES loix ne sont proprement que les conditions de l'affociation civile. Le Peuple soumis aux loix en doit être l'auteur; il n'appartient qu'à ceux qui s'associent de regler les conditions de la société: mais comment les régleront-ils? Sera-ce d'un commun accord, par une inspiration subtre? Le corps politique a-t-il un organe pour énoncer ses volontés, Qui lui donnera la prévoyance nécessaire pour en former les actes & les publier d'avance, ou comment prononcera-t-il au moment du besoin? Comment une multitude

<sup>(\*)</sup> Je n'entends pas seulement par ce mot une Arishocratie ou une Démocratie, mais en général tour gouvernement guidé par la volonté générale, qui est la loi. Pour être légitime il ne faut pas que le Gouvernement se confonde avec le Souverain, mais qu'il en soit le ministre: alors la monarchie elle-même est république Ceci s'éclaircira dans le livre suivant.

aveugle qui fouvent ne fait ce qu'elle veut, parce qu'elle veut, parce qu'elle fait rare-ment ce qui lui est bon, exécuteroit-elle d'elle-même une entreprise aussi grande aussi disficile qu'un sistème de législation? De luimême le peuple veut toujours le bien, mais de lui même il ne le voit pas toujours. La volonté générale est toujours droite, mais le jugement qui la guide n'est pas toujours éclairé. Il faut lui faire voir les objets tels qu'ils font, quelquefois tels qu'ils doivent lui paroitre, lui montrer le bon chemin qu'elle cherche, la garantir de la féduction des volontés particulieres, rapprocher à ses yeux les lieux & les tems, balancer l'attrait des avantages présens & sensibles, par le danger des maux éloignés & cachés. Les particuliers voyent le bien qu'ils rejettent : le public veut le bien qu'il ne voit pas. Tous ont également befoin de guides: Il faut obliger les uns à conformer leurs volontés à leur raison; il faut apprendre à l'autre à connoitre ce qu'il veut. Alors des lumieres publiques réfulte l'union de l'entendement & de la volonté dans le corps focial, de là l'exict concours des parties. & enfin la plus grande force du tout. Voilà d'où naît la nécessité d'un Législateur.

#### 0.0.00.0.00.00.00.00.00.00.00.00.00

#### CHAPITRE VII.

## Du Législateur.

Pour découvrir les meilleures regles de fociété qui conviennent aux Nations, il faudroit une intelligence fupérieure, qui vit toutes les passions des hommes & qui n'en éprouvât aucune, qui n'eut aucun rapport avec notre nature & qui la connût à fond, dont le bonheur sût indépendant de nous & qui pourtant voulut bien s'occuper du notre; ensin qui, dans le progrés des tems se ménageant une gloire éloignée, put travailler dans un siecle & jouir dans un autre \*. Il faudroit des Dieux pour donner des loix aux hommes.

LE MEME raisonnement que faisoit Caligula quant au fait, Platon le faisoit quant au droit pour définir l'homme civil ou royal qu'il cherche dans son livre du regne; mais s'il est vrai qu'un grand Prince est un homme rare, que sera-ce d'un grand L'égislateur? Le premier n'a qu'à suivre le modele que l'autre doit proposer. Celui-ci est le méchanicien qui invente la machine, celui-là n'est que l'ouvrier qui la monte & la fait marcher.

<sup>\*</sup> Un peuple ne devient célebre que quand sa légifiation commence à décliner On ignore durantcombien de siecles l'institution de Lycurgue sit le bouheur des Spartiates avant qu'il sut question d'eux dans le reste de la Grece.

Dans la naissance des sociétés, dit Montesquieu, ce sont les chess des republiques qui sont l'institution, & c'est ensuite l'institution qui sorme les chess des républiques.

Celus qui ose entreprendre d'instituer un peuple doit se sentir en état de changer, pour ainsi dire, la nature humaine; de transformer chaque individu, qui par lui-même est un tout parfait & solitaire, en partie d'un plus grand tout dont cet individu reçoive en quelque forte fa vie & fon être; d'altérer la conftitution de l'homme pour la renforcer; de fubstituer une existence partielle & morale à l'existence physique & indépendante que nous avons tous reçue de la nature. Il faut, en un mot, qu'il ôte à l'homme ses forces propres pour lui en donner qui lui soient étrangeres & dont il ne puisse faire usage sans le secours d'autrui. Plus ces forces naturelles sont mortes & anéanties, plus les acquises sont grandes & durables, plus aussi l'institution est folide & parfaite: En sorte que si chaque Citoyen n'est rien, ne peut rien, que par tous les autres, & que la force acquise par le tout soit égale ou supérieure à la somme des forces naturelles de tous les individus, on peut dire que la légisplus grand tout dont cet individu reçoive en tous les individus, on peut dire que la législation est au plus haut point de perfection qu'elle puisse atteindre.

LE LEGISLATEUR est à tous égards un homme extraordinaire dans l'Etar. S'il doit l'être par fon génie, il ne l'est pas moins par son emploi. Ce n'est point magistrature, ce n'est point fouveraineté. Cet emploi, qui conflitue la république, n'entre point dans sa
constitution: C'est une fonction particuliere
& supérieure qui n'a rien de commun avec
l'empire humain; car si celui qui commande
aux hommes ne doit pas commander aux loix,
celui qui commande aux loix ne doit pas non
plus commander aux hommes; autrement ses
loix, ministres de ses passions, ne feroient
souvent que perpétuer ses injustices, & jamais il ne pourroit éviter que des vues particulieres n'altérassent la sainteté de son ouvrage.

QUAND Lycurgue donna des loix à sa patrie, il commença par abdiquer la Royauté, C'étoit la coutume de la plupart des villes grecques de confier à des étrangers l'établissement des leurs. Les Républiques modernes d'Italie imiterent souvent cet usage; celle de Genéve en fit autant & s'en trouva bien \*. Rome dans son plus bel âge vit renaître en son sein tous les crimes de la Tirannie, & se vit prête à périr, pour avoir réuni sur les mêmes têtes l'autorité législative & le pouvoir souverain.

<sup>\*</sup> Ceux qui ne considerent Calvin que comme théologien connoissent mal l'étendue de son génie. La redaction de nos sages Edits, à laquelle il eut beaucoup de part, lui fair autant d'honneur que son institution. Quelque révolution que le tems puisse amener dans notre culte, tant que l'amour de la patrie & de la liberté ne sera pas éteint parmi nous, jamais la mémoire de ce grand homme ne cessera d'y être en bénédicion.

CEPENDANT les Décemvirs eux.memes ne s'arrogerent junais le droit de faire passer au-cune loi de leur seule autorité. Rien de ce

cune loi de leur feule autorité. Rien de ce que nous vous proposons, disoinent-ils au peuple, ne peut passer en loi sans votre consentement. Romains, soyez vous-mêmes les auteurs des loix qui doivent saire votre bonbeur.

Celui qui rédige les loix n'a donc ou ne doit avoir aucun droit législatif, & le peuple même ne peut, quand il le voudroit, se dépou ller de ce droit incommunicable; parce que selonté générale qui oblige les particuliers, & qu'on ne peut jamais s'assurer qu'une voloité particuliere est conforme à la volonté générale, qu'après l'avoir foumise aux suffrages libres du peuple, j'ai déjà dit cela, mais il n'est pas inutile de le répéter.

Ainsi l'on trouve à la fois dans l'ouvrage de la législation deux choses qui semblent incompatibles: une entreprise au dessus de la force humaine, & pour l'éxécuter, une autorité qui n'est rien.

torité qui n'est rien.

AUTRE difficulté qui mérite attention. Les fages qui veulent parler au vulgaire leur langage au lieu du fien n'en fauroient être entendus. Or il y a mille fortes d'idées qu'il est impossible de traduire dans la langue du peuple. Les vues trop générales & les objets trop éloignés sont également hors de sa portée; chaque individu ne goût ant d'autre plan de gouvernement que celui qui se rapporte à son intérêt particulier, apperçoit dissicile.

ment les avantages qu'il doit retirer des privations continuelles qu'imposent les bonnes loix. Pour qu'un peuple naissant put goûter les saines maximes de la politique & suivre les regles fondamentales de la raison d'Etat, il faudroit que l'effet put devenir la cause, que l'esprit social qui doit être l'ouvrage de l'institution présidat à l'institution même, & que les hommes suffent avant les loix ce qu'ils doivent devenir par elles. Ainsi donc le Législateur ne pouvant employer ni la force ni le raisonnement, c'est une nécessité qu'il recoure à une autorité d'un autre ordre, qui puisse entraîner sans violence & persuader sans convaincre.

Voila ce qui força de tous tems les peres des nations de recourir à l'intervention du ciel & d'honorer les Dieux de leur propre fagesse, afin que les peuples, soumis aux loix de l'Etat comme à celles de la nature, & reconnoissant le même pouvoir dans la formation de l'homme & dans celle de la cité, obéissent avec liberté & portassent docilement le joug

de la félicité publique.

CETTE raison sublime qui s'éleve au dessus de la portée des hommes vulgaires est celle dont le législateur met les décisions dans la bouche des immortels, pour entrainer par l'autorité divine ceux que ne pourroit ébranler la prudence humaine \*. Mais il n'appar-

<sup>\*</sup> E veramente, dit Machiavel, mai non fù alcuno ordinatore di leggi straordinarie in un popolo, che non ricor resse a Dio, perche altrimenti non sarebbero accet-

tient pas à tout homme de faire parler les Dieux; ni d'en être cru quand il s'annonce pour être leur interpréte. La grande ame du Législateur est le vrai miracle qui doit prouver sa mission. Tout homme peut graver des tables de pierre, ou acheter un oracle, ou feindre un fecret commerce avec quelque divinité, ou dresser un oiseau pour lui parler à l'oreille, ou trouver d'autres moyens grossiers d'en imposer au peuple. Celui qui ne saura que cela pourra même assembler par hazard un peuple. ne troupe d'insensés, mais il ne fondera jamais un empire, & fon extravagant ouvrage périra bientôt avec lui. De vains prestiges forment un lien passager, il n'y a que la sa-gesse qui le rende durable. La loi judaïque toujours subsissante, celle de l'ensant d'Ismaël qui depuis dix fiecles régit la moitié du monde, annoncent encore aujourd'hui les grands hommes qui les ont dictées; & tandis que l'orgueilleuse philosophie ou l'aveugle esprit de parti ne voit en eux que d'heureux imposteurs, le vrai politique admire dans leurs infitutions ce grand & puissant génie qui préfide aux établissemens durables.

IL NE faut pas de tout ceci conclurre avec Warburton que la politique & la religion aient parmi nous un objet commun, mais que dans l'origine des nations l'une fert d'instrument à

l'autre.

tate: perche sono molti beni conosciuti da uno prudente, i quali non hanno in se raggioni evidents da potergli persuadere ad altrui. Discorsi sopra Tito Livio. L, I. c. XI.

## のういういうのう むいうこう かいこういっこう

### CHAPITRE VIII.

### Du peuple.

COMME avant d'élever un grand édifice l'architecte observe & sonde le sol, pour voir s'il en peut soutenir le poids, le sage instituteur ne commence pas par rédiger de bonnes aux en elles-mêmes, mais il examine auparavant si le peuple auquel il les destines est propre à les supporter. C'est pour cela que Platon refusa de donner des loix aux Arcadiens & aux Cyréniens, sachant que ces deux peuples étoient riches & ne pouvoient souffrir l'égalité: c'est pour cela qu'on vit en Crete de bonnes loix & de méchans hommes, parce que Minos n'avoit discipliné qu'un peupple chargé de vices.

MILLE nations ont brillé sur la terre qui n'auroient jamais pu souffrir de bonnes loix, & celles mêmes qui l'auroient pu n'ont eu dans toute leur durée qu'un tems fort court pour cela. Les Peuples ainfi que les hommes ne font dociles que dans leur jeunesse, ils deviennent incorrigibles en vieillissant; quand une fois les coutumes sont établies & les préjugés enracinés, c'est une entreprise dangereuse & vaine de vouloir les réformer; le peuple ne peut pas même souffrir qu'on touche à ses maux pour les détruire, semblable à ces malades stupides & sans courage qui frémissent à l'aspect du médecin.

CE N'EST pas que, comme quelques mala-

dies bouleversent la tête des hommes & leur ôtent le souvenir du passé, il ne se trouve quesquesois dans la durée des Etats des époques violentes où les révolutions font sur les peuples ce que certaines crises sont sur les individus, où l'horreur du passé tient lieu d'oubli, & où l'Etat, embrasé par les guerres civiles, renait pour ainsi dire de sa cendre & reprend la vigueur de la jeunesse en sortant des bras de la mort. Telle fut Sparte au tems de Lycurgue, telle fut Rome après les Tarquins, & telles ont été parmi nous la Hollande & la Suisse après l'expulsion des Tirans.

Mais ces événemens sont rares: ce sont des

exceptions dont la raifon fe trouve toujours dans la conflitution particuliere de l'Etat excepté. Elles ne fauroient même avoir lieu deux fois pour le même peuple, car il peut fe rendre libre tant qu'il n'est que barbare, mais il ne le peut plus quand le ressort civil est usé. Alors les troubles peuvent le détruire sans que les révolutions puissent le rétablir, & sitôt que ses fers sont brisés, il tombe épars & n'existe plus: Il lui faut déformais un mai-tre & non pas un libérateur. Peuples libres, souvenez-vous de cette maxime: On peut ac-quérir la liberté; mais on ne la recouvre jamais.

IL EST pour les Nations comme pour les hommes un tems de maturité qu'il faut attendre avant de les soumettre à des loix; mais la maturité d'un peuple n'est pas toujours fa-cile à connoitre, & si on la prévient l'ouvrage

est manqué. Tel peuple ? disciplinable en naissant, tel autre ne l'est as au bout de dit fiecles. Les Russes ne seront jamais vraimenpolicés, parce qu'ils l'ont été trop tôt. Pierre avoit le génie imitatif; il n'avoit pas le vrai génie, celui qui crée & fait tout de rienx Quelques unes des choses qu'il fit étoient. bien, la plupart étoient déplicées. Il a vu que fon peuple étoit barbare, il n'a point vu qu'il n'étoit pas mur pour la police; il l'a voulu civilifer qu'ind il ne faloit que l'agguerrir. Il a d'abord voulu faire des Allemands, des Anglois, qu'ind il faloit commencer par faire des Russes; il a empéché ses fujets de jamais devenir ce qu'ils pourroient être, en leur perfuadant qu'ils écoient ce qu'ils ne sont pas. C'est ainsi qu'un Précepteur françois forme fon éleve pour briller un moment dans son enfance, & puis n'être jamais rien. L'Empire de Russie voudra subjuguer l'Europe & fera subjugué lui-même. Les Tartares ses sujets ou ses voisins deviendront ses maitres & les notres; Cette révolution me paroit infaillible. Tous les Rois de l'Euro. pe travaillent de concert à l'accélérer.



# 

#### CHAPITRE IX.

Suite.

Comme la nature a donné des termes à la stature d'un homme bien conformé, pasfé lesquels elle ne fait plus que des Géants ou des Nains, il y a de même, eu égard à la meilleure constitution d'un Etat, des bornes à l'etendue qu'il peut avoir, afin qu'il ne soit ni trop grand pour pouvoir être bien gouverné, ni trop petit pour pouvoir se maintenir par lui-même. Il y dans tout corps politique un maximum de force qu'il ne sauroit passer, & duquel souvent il s'éloigne à force de s'aggrandir, plus le lien social s'étend, plus il se relâche, & en général un petit Etat est proportionnellement plus fort qu'un grand.

MILLE raisons démontrent cette maxime. Premierement l'Administration devient plus penible dans les grandes distances, comme un poids devient plus lourd au bout d'un plus grand lévier. Elle devient aussi plus onércuse à mesure que les degrés se multiplient; car chaque ville a d'abord la sienne que le peuple paye, chaque district la sienne encore payée par le peuple, ensuite chaque province, puis les grands gouvernemens, les Satrapies, les Viceroyautés qu'il faut toujours payer plus chera mesure qu'on monte, & toujours aux dépens du malheureux peuple; ensin vient l'administration su-

prême qui écrase tout. Tant de surcharges épuisent continuellement les sujets; loin d'être mieux gouvernés par tous ces differens ordres, ils le sont moins bien que s'il n'y en avoit qu'un seul au dessus d'eux. Cependant à peine reste-t-il des ressources pour les cas extraordinaires, & quand il y faut recourir l'Etat est toujours à la veille de sa ruine.

CE N'EST pas tout; non seulement le Gouvernement à moins de vigueur & de célérité pour faire observer les loix, empecher les véxations, corriger les abus, prévenir les entreprises séditieuses qui peuvent se faire dans des lieux éloignés; mais le peuple a moins d'affection pour ses chefs qu'il ne voit iamais, pour la patrie qui est à ses yeux comme le monde, & pour ses concitoyens dont la plus-part lui sont étrangers. Les mêmes loix ne peuvent convenir à tant de provinces diverses qui ont des mœurs différentes, qui vivent sous des climats opposés, & qui ne peuvent souffrir la même forme de gouvernement. Des loix différentes n'engendrent que trouble & confusion parmi des peuples qui, vivant sous les mêmes chefs & dans une communication continuelle, pasfent ou se marient les uns chez les autres, & foumis à d'autres coutumes, ne savent jamais si leur patrimoine est bien à eux. Les talens sont enfouis, les vertus ignorées, les vices impunis, dans cette multitude d'hommes inconnus les uns aux autres, que le fiege de l'administration suprême rassemble

dans un même lieu. Les Chefs accablés d'affaires ne voyent rien par eux-mêmes, des commis gouvernent l'Etat. Enfin les mesures qu'il faut p'endre pour maintenir l'autorité générale, à laquelle tant d'Officiers éloignés veulent se toustraire ou en imposer, absorbent rous les soins publics, il n'en reste plus pour le bonheur du peuple, à peine en restet-il pour sa désence au beson, & c'est air si qu'un cops trop grand pour sa constitution s'affaisse & périt écrasé sous son pro-

pre poids.

D'un autre côté, l'Etat doit se donner une certaine base pour avoir de la solidité, pour résister aux seconsses qu'il ne manquera pas d'éprouver & aux sfferts qu'il sera contraint de faire pour se soutenir: car tous les peuples ont une espece de sorce centrisuge, par laquelle ils agissent continuellement les uns contre les autres & tendent à s'aggrandir aux dépens de leurs vossins, comme les tourbillons de Descartes. Ainsi les soibles risquent d'être bientôt engloutis, & nul ne peut gueres se conserver qu'en se mettant avec tous dans une espece d'équilibre, qui rende la compression par tout à peu près égale.

On voit par là cu'il y a des raisons de s'é-

On voir par là cu'il y a des raisons de s'étendre & des raisons de se resserrer. & ce n'est pas le moindre talent du politique de trouver, entre les unes & les autres, la proportion la plus avantageuse à la confervation de l'Etat. On peut dire en général que les premieres, n'étant qu'extérieures & rélati-

ves, doivent être subordonnées aux autres, qui sont internes & absolues; une saine & forte constitution est la premiere chose qu'il faut rechercher, & l'on doit plus compter sur la vigueur qui nait d'un bon gouvernement, que sur les ressources que fournit un grand territoire.

AU RESTE, on a vu des Etats tellement constitués, que la nécessité des conquêtes entroit dans leur constitution même, & que pour se maintenir, ils étoient forcés de s'aggrandir sans cesse. Peut-être se félicitoient-ils beaucoup de cette heureuse nécessité, qui leur montroit pourtant, avec le terme de leur grandeur, l'inévitable moment de leur chute.

#### いいいいいいいいいいいいいいいいいいいいい

#### C H A P I T R E X

#### Suite.

On PEUT mésurer un corps politique de deux manieres; savoir, par l'étendue du territoire, & par le nombre du peuple, & il y a, entre l'une & l'autre de ces mésures, un rapport convenable pour donner à l'Etat sa véritable grandeur: Ce sont les hommes qui font l'Etat, & c'est le terrain qui nourrit les hommes; ce rapport est donc que la terre suffisé à l'entretien de ses habitans, & qu'il y ait autant d'habitans que la terre en peut nourrir. C'est dans cette proportion que se trouve le maximum de force d'un

nombre donné de peuple; car s'il ya du ter-rein de trop, la garde en est onéreuse, la culture insuffisante, le produit superflu; c'est la cause prochaine des guerres dessensives; s'il n'y en a pas assés, l'Etat se trouve pour le supplement à la discretion de ses voisins; c'est la cause prochaine des guerres offensives. Tout peuple qui n'a par sa position que l'alternative entre le commerce ou la guerre, est foible en lui-même; il dépend de ses voisins, il dépend des événemens; il n'a jamais qu'une existence incertaine & courte. Il subjugue & change de fituation, ou il est subjugué & n'est rien. Il ne peut se conserver libre qu'à force de petitesse ou de grandeur.

On NE peut donner en calcul un rapport fixe entre l'étendue de terre & le nombre d'hommes qui se suffisent l'un à l'autre; tant à cause des différences qui se trouvent dans les qualités du terrein, dans ses dégrés de fertilité, dans la nature de ses productions, dans l'influence des climats, que de celles qu'on remarque dans les tempéramens des hommes qui les habitent, dont les uns confomment peu dans un pays fertile, les autres beaucoup fur un sol ingrat. Il faut encore avoir égard à la plus grande ou moindre fécondité des femmes, à ce que le pays peut avoir de plus ou moins favorable à la population, à la quantité dont le légissateur peut espérer d'y concourir par ses établissemens de sorte qu'il ne doit pas fonder son jugement fur ce qu'il voit mais fur ce qu'il prévoit, ni s'ar-

s'arrêter autant à l'état actuel de la population qu'à celui où elle doit naturellement parvenir. Enfin il y a mille occations oùles accidens particuliers du lieu exigent ou permettent qu'on embrasse plus de terrein qu'il ne paroit nécessaire. Ainsi l'on s'étendra beaucoup dans un pais de montagnes, où les productions naturelles, savoir les bois les paturages, demandent moins de travail, où l'expérience apprend que les femmes sont plus fécondes que dans les plaines, & où un grand sol incliné ne donne qu'une petite base horisontale, la seule qu'il faut compter pour la végétation. Au contraire, on peut se resserrer au bord de la mer, même dans des rochers & des sables presque stériles; parce que la pèche y peut suppléer en grande partie aux productions de la terre, que les ho.nmes doivent ètre plus rassemblés pour répousser les pyrates, & qu'on a d'ail-leurs plus de faciliré pour délivrer le pays par les colonies, des habitans dont il est furchargé.

A ces conditions pour instituer un peuple, il en faut ajouter une qui ne peut suppléer à nulle autre, mais sans laquelle elles sont toutes inutiles; c'est qu'on jouisse de l'abondance & de la paix; car le tems où s'ordonne un Etat est, comme celui où se forme un bataillon, l'instant où le corps est le moins capable de résistance & le plus facile à détruire. On résisteroit mieux dans un désor-

dre absolu que dans un moment de fermentation, où chacun s'occupe de son rang & non du péril. Qu'une guerre, une samme, une sedition survienne en ce tems de crise,

l'Etat est infailliblement renversé.

CE N'EST pas qu'il n'y ait beaucoup de Gouvernemens établis durant ces orages; mais alors ce sont ces Gouvernemens mêmes qui détruisent l'Etat. Les usurpareurs amenent où choisissent toujours ces tems de troubles pour faire passer, à la faveur de l'effroi public, des loix destructives que le peuple n'adopteroit jamais de sang froid. Le choix du moment de l'institution est un des caracteres les plus sûrs par lesquels on peut distinguer l'œuvre du Législateur d'avec celle du

Tyran.

Quel peuple est donc propre à la législation? Celui qui, se trouvant déjà lié par quelque, union d'origine, d'intérêt ou de convention, n'a point encore porté le vraijoug des Loix; celui qui n'a ni coutumes ni supersitions bien enracinées; celui qui ne craint pas d'être accablé par une invasion subite, qui, sans entrer dans les querelles de se voisins, peur résister seul à chacun d'eux, ou s'aider de l'un pour repousser l'autre; celui dont chaque membre peut être connu de tous & où l'on n'est point forcé de charger un homme d'un plus grand fardeau qu'un homme ne peut porter; celui qui peut se passer des autres peuples & dont tout autre peuple peut se passer \*; Celui qui n'est ni riche ni pauvre & peut se suffire à lui même; ensin celui qui réunit la consistance d'un ancien peuple avec la docilité d'un peuple nouveau. Ce qui rend pénible l'ouvrage de la législation, est moins ce qu'il faut établir que ce qu'il faut détruire; & ce qui rend le succes si rare, c'est l'impossibilité de trouver la simplicité de la nature jointe aux besoins de la société. Toutes ces conditions, ilest vrai, se trouvent difficilement rassemblées. Aussi voit-on peu d'Etats bien constitués.

IL EST encore en Europe un pays capable de législation; c'est l'Isle de Corse. La valeur & la constance avec laquelle ce brave peuple a su recouvrer & défendre saliberté, mériteroit bien que quelque homme sage lui apprit à la conserver. J'ai quelque pressentiment qu'un jour cette petite Isle étonnera

l'Europe.

<sup>\*</sup> Si de deux peuples voisins l'un ne pouvoit se passer de l'autre, ce seroit une situation très dure pour le premier & très dangereuse pour le second. Toute nation sage, en pareil cas, s'esforcera bien vite de délivrer l'autre de cette dépendance. La Republique de Thlascala enclavée dans l'Empire du Méxique aima mieux se passer de sel, que d'en achette des Méxicains, & même que d'en accepter gratuitement. Les sages Thlascalans virent le piege cache sous cette libéralité. Ils se conserverent libres &, ce petit Etat, enfermé dans ce grand Empire, sut ensin l'instrument de sa ruine.

### 

#### CHAPITRE XI.

Des divers sistèmes de Législation.

Si L'on recherche en quoi confiste précisément le plus grand bien de tous, qui doit être la fin de tout sistème de législation, on trouvera qu'il se réduit à ces deux objets principaux, la liberté, & l'égalité. La liberté, parce que toute dépendance particuliere est autant de force ôtée au corps de l'Etat; l'égalité, parce que la liberté ne peut subsister sans elle.

J'ar déjà dit ce que c'est que la liberté civile; à l'égard de l'égalité, il ne faut pas entendre par ce mot que les degrés de puissance & de richesse soient absolument les mémes, mais que, quant à la puissance, elle soit au dessous de toute violence & ne s'exerce jamais qu'en vertu du rang & des loix, & quant à la richesse, que nul citoyen ne soit assez opulent pour en pouvoir acheter un autre, & nul assez pauvre pour être contraint de se vendre \*: Ce qui suppose du côté des grands modération de biens & de crédit, &

<sup>\*</sup> Voulez-vous donc donner à l'Etat de la confistanee; rapprochez les degrés extrêmes autant qu'il est possible: ne sousfrez ni des gens opulens ni des gueux Ces deux états, naturellement inséparables, sont également sunesses au bien commun; de l'un soitent les sauteurs de la tirannie & de l'autre les tirans; C'est toujours entre eux que se fait le trassic de la liberté publique; l'un l'achette & l'autre la vend.

du côté des petits, modération d'avarice &

de convoitife.

CETTE égalité. disent-ils, est une chimere de spéculation qui ne peut exister dans la pra-tique: Mais si l'abus est inévitable, s'ensuitil qu'il ne faille pas au moins le regler? C'est précisément parce que la force des choses tend toujours à détruire l'égalité, que la force de la législation doit toujours tendre à la mainrenir.

Mais ces objets généraux de toute bonne institution doivent être modifiés en chaque pays par les rapports qui naissent, tant de la situation locale, que du caractere des habitans, & c'est sur ces rapports qu'il faut assigner à chaque peuple un sistème particulier d'institution, qui soit le meilleur, non peut-être en lui même, mais pour l'Etat auquel il est desiné. tiné. Par exemple le fol est-il ingrat & sté-rile, ou le pays trop serré pour les habitans? Tournez-vous du côté de l'industrie & des arts, dont vous échangerez les productions contre les denrées qui vous manquent. Au contraire, occupez-vous de riches plaines & des côteaux fertiles? Dans un bon terrain: manquez-vous d'habitans? Donnez tous vos foins à l'agriculture qui multiplie les hom-mes, & chassez les arts qui ne feroient qu'achever de dépeupler le pays, en attroupant fur quelques points du territoire le peu d' habitans qu'il a \*. Occupez- vous des rivages

<sup>\*</sup> Quelque branche de commerce extérieur, dit le M. d'A, ne répand gueres qu'une fausse utilité pouz E 3

étendus & comodes? Couvrez la mer de vaisfeaux, cultivez le commerce & la navigation; vous aurez une existence brillante &
courte. La mer ne baigne-t-elle sur vos côtes que des rochers presqu' inaccessibles? Restez barbares & Ichtyophages; vous en vivrez plus tranquilles, meilleurs peut être, &
sûrement plus heureux. En un mot, outre
les maximes communes à tous, chaque Peuple renserme en lui quelque cause qui les
ordonne d'une maniere particuliere & rend sa
légilation propre à lui seul. C'est ainsi qu'autresois les Hébreux & recemment les Arabes ont eu pour principal objet la Religion,
les Athéniens les lettres, Carthage & Tyr le
commerce, Rhodes la marine, Sparte la guerre, & Rome la vertu. L'Auteur de l'esprit des loix a montré dans des soules d'exemples par quel art le législatenr dirige l'inssitution vers chacun de ces objets.

CE QUI rend la constitution d'un Etat véritablement solide & durable, c'est quand les convenances sont tellement observées que les rapports naturels & les loix tombent toujours de concert sur les mêmes points, & que celles-ci ne sont, pour ainsi dire, qu'assurer, accompagner, rectifier les autres. Mais sile Législateur, se trompant dans son objet, prend un principe différent de celui qui nait de la

un royaume en général; elle peut enrichit quelques particuliers, même quelques villes, mais la nation entiere n'y gagne rien, & le peuple n'en est pas mieux. nature des choses, que l'un tende à la fervitude & l'autre à la liberté, l'un aux richesses l'autre à la population, l'un à la paix l'autre aux conquêtes, on verra les loix s'affoiblir insensiblement, la constitution s'altérer, & l'Etat ne cesser d'étre agité jusqu'à ce qu'il soit détruit ou changé, & que l'invincible nature ait repris son empire.

\$

#### CHAPITRE XII.

#### Division des Loix.

Pour ordonner le tout, ou donner la meilleure forme possible à la chose publique, il y a diverses rélations à considérer. Premierement l'action du corps entier agissant sur luimême, c'est-à-dire le rapport du tout au tout, ou du Souverain à l'Etat, & ce rapport est composé de celui des termes intermédiaires,

comme nous le verrons ci-après.

Les loix qui reglent ce rapport portent le nom de loix politiques, & s'appellent aussi loix fondamentales, non sans quelque raison si ces loix sont sages. Car s'il n'y a dans chaque Etat qu une bonne maniere de l'ordonner, le peuple qui l'a trouvée doit s'y tenir mais, si l'ordre établi est mauvais, pourquoi prendroit-on pour sondamentales des lo x qui l'empêchent d'étre bon? D'ailleurs, en tout état de cause, un peuple est toujours le maitre de changer ses loix, mêmes les meilleu-

E 4

res; car s'il lui plait de se faire mal à lui-

même, qui est-ce qui a droit de l'en empêcher?

La seconde rélation est celle des membres entre eux ou avec le corps entier, & ce rapport doit être au premier égard aussi petit & au second aussi grand qu'il est possible: en forte que chaque Citoyen foit dans une parfaite indépendance de tous les autres, & dans une excessive dépendance de la Cité; ce qui fe fait toujours par les mêmes moyens; car il n'y à que la force de l'Etat qui fasse la liberté de ses membres. C'est de ce deuxieme rapport que naissent les loix civiles.

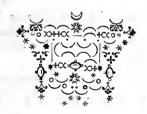
On PEUT confidérer une troisseme sorte de rélation entre l'homme & la loi, favoir celle de la désobéissance à la peine, & celle-ci donne lieu à l'établissement des loix criminelles, qui dans le fond font moins une espece particuliere de loix, que la fanction de tou-

res les autres.

A ces trois fortes de loix, il s'en joint une quatrieme, la plus importante de toutes; qui ne se grave ni sur le marbre ni sur l'airain, mais dans les cœurs des Citoyens; qui tait la véritable constitution de l'Etat; qui prend tous les jours de nouvelles forces; qui, lorsque les autres loix vieillissent ou s'éteignent, les ranime ou les supplée, conserve un peuple dans l'esprit de son institution, & substitue insensiblement la force de l'habitude à celle de l'autorité. Je parle des mœurs, de coutumes, & sur-tout de l'opinion; partie inconnue à nos politiques, mais de laquelle dépend le succès de toutes les autres: partie dont le grand Législateur s'occupe en secret, tandis qu'il paroit se borner à des réglemens particuliers qui ne sont que le ceintre de la voûte, dont les mœurs, plus lentes à naitre, forment ensin l'inébranlable Cles.

Entre ces diverses Classes, les loix politiques, qui constituent la forme du Gouvernement, sont les seules rélatives à mon sujet.

Fin du Livre Deuxieme.



# CONTRACT SOCIAL;

OU

### PRINCIPES

DU

## DROIT POLITIQUE.

:秦秦秦秦秦秦秦秦秦秦秦秦秦秦秦秦秦 L I V R E 111.

:秦莽秦莽秦莽秦秦帝恭恭秦秦秦秦秦帝。

AVANT de parler des diverses formes de Gouvernement, tâchons de fixer le sens précis de ce mot, qui n'a pas encore été fort bien expliqué.

CHAPITRE I.

Du Gouvernement en général.

T'AVERTIS le lecteur que ce chapitre doit letre lù posément, & que je ne sais pas l'art d'être clair pour qui ne veut pas être attentif.

Toute action libre a deux causes qui concourent à la produire, l'une morale, savoir la volonté qui détermine l'acte, l'autre physique, savoir la puissance qui l'exécute. Quand je marche vers un objet, il faut premierement que j'y veuille aller; en second lieu, que mes pieds m'y portent. Qu'un paralytique veuille courir, qu'un homme agile ne le veuille pas, tous deux resteront en place. Le corps politique a les mêmes mobiles; on y distingue de même la force & la volonté; Celle-ci sous le nom de puissance législative, l'autre sous le nom de puissance excécutive. Rien ne s'y fait ou ne s'y doit faire sans leur concours.

Nous avons vu que la puissance législative appartient au peuple, & ne peut appartenir qu'à lui. Il est aisé de voir au contraire, par les principes ci-devant établis, que la puissance exécutive ne peut appartenir à la généralité comme Législatrice ou Souveraine; parce que cette puissance ne consiste qu'en des actes particuliers qui ne sont point du ressort de la loi, ni par conséquent de celui du Souverain, dont tous les actes ne peuvent être que des loix.

IL FAUT donc à la force publique un agent propre qui la réunisse & la mette en œuvre selon les directions de la volonté générale, qui serve à la communication de l'Etat & du Souverain, qui fasse en quelque sorte dans la personne publique ce que fait dans l'homme l'union de l'ame & du corps. Voilà quelle est dans l'Etat la raison du Gouvernement, confondu mal à propos avec le Souverain, dont

il n'est que le ministre.

Qu'est-ce donc que le Gouvernement? Un

corps intermédiaire établi entre les fujets & le Souverain pour leur mutuelle correspondance, chargé de l'exécution des loix, & du maintien de la liberté, tant civile que poli-

tique.

Les membres de ce corps s'appellent Magifirats ou Rois, c'est-à-dire, Gouverneurs, & le corps entier porte le nom de Prince\*. Ainfi ceux qui prétendent que l'acte par lequel un peuple se souveraid et des chess n'est point un contract, ont grande raison. Ce n'est absolument qu'une commission, un emploi dans lequel, simples Officiers du Souverain, ils exercent en son nom le pouvoir dont il les a faits dépositaires, & qu'il peut limiter, modisser & reprendre quand il lui plait, l'aliénation d'un tel droit étant incompatible avec la nature du corps social, & contraire au but de l'association.

J'APPFLLE donc Gouvernement ou suprême administration l'exercice légitime de la puissance exécutive, & Prince ou magistrat l'homme ou le corps chargé de cette administration.

C'es'r dans le Gouvernement que se trou-

C'est dans le Gouvernement que se trouvent les forces intermédiaires, dont les rapports composent celui de tout au tout ou du Souverain à l'Etat. On peut réprésenter ce dernier rapport par celui des extrêmes d'une proportion continue, dont la moyenne pro-

<sup>\*</sup> C'est ainsi qu'à Venise on donne au collège le nom de séiénessime Prince, même quand le Doge n'y affiste pas.

portionnelle est le Gouvernement. Le Gouvernement reçoit du Souverain les ordres qu'il donne au peuple, & pour que l'Etar soit dans un bon équilibre il faut, tout compensé, qu'il y ait égalité entre le produit ou la puissance du Gouvernement pris en lui-même & le produit ou la puissance des citoyens, qui sont souverains d'un côté & sujets de l'autre.

De plus, on ne fauroit altérer aucun des trois termes fans rompre à l'instant la proportion. Si le Souverain veut gouverner, ou si le magistrat veut donner des loix, ou si les sujets refusent d'obéir, le désordre succede à la regle, la force & la volonté n'agissent plus de concert, & l'Etat dissout tombe ainsi dans le despotisme ou dans l'anarchie. Ensin comme il n'y a qu'une moyenne proportionnelle entre chaque rapport; il n'y a non plus qu'un bon gouvernement possible dans un Etat: Mais comme mille événemens peuvent changer les rapports d'un peuple, non seulement différens Gouvernemens peuvent être bons à divers peuples, mais au même peuple en disférens items.

Pour tâcher de donner une idée des divers rapports qui peuvent regner entre ces deux extrêmes, je prendrai pour exemple le nombre du peuple, comme un rapport plus facile

à exprimer.

SUPPOSONS que l'Etat soit composé de dixmille Citoyens. Le Souverain ne peut étre considéré que collectivement & en corps: Mais chaque particulier en qualité de sujet est considéré comme individu: Ainsi le Souverain est au sujet comme dix-mille est à un: C'est-à-dire que chaque membre de l'Etat n'a pour sa part que la dix-millieme partie de l'autorité souveraine, quoi qu'il lui soit soumis tout entier. Que le peuple soit composé de cent mille hommes, l'état des sujets ne change pas, & chacun porte également tout l'empire des loix, tandis que son suffrage, réduit à un cent-millieme, a dix sois moins d'influence dans leurrédaction. Alors le sujet restant toujours un, le rapport du Souverain augmente en raison du nombre des Citoyens, D'où il suit que plus l'Etat s'aggrandit, plus la liberté diminue,

Quand je dis que le rapport augmente, j'entends qu'il s'éloigne de l'égalité. Ainsi plus le rapport est grand dans l'acception des Géometres, moins il y a de rapport dans l'acception commune; dans la premiere le rapport considéré selon la quantité se mésure par l'exposant, & dans l'autre, considéré selon l'identité, il s'estime par la similitude.

OR Moins les volontés particulières se rapportent à la volonté générale, c'est-à-dire les mœurs aux loix, plus la force réprimante doit augmenter. Donc le Gouvernement, pour être bon, doit être rélativement plus fort à mesure que le peuple est plus nombreux.

D'un autre côté; l'aggrandissement de l'Etat donnant aux dépositaires de l'autotité publique plus de tentations & de moyens da'- buser de leur pouvoir, plus le Gouvernement doit avoir de force pour contenir le peuple, plus le Souverain doit en avoir à son tour pour contenir le Gouvernement. Je ne parle pas ici d'une force absolue, mais de la force rélative des diverses parties de l'Erat.

IL suit de ce double rapport que la proportion continue entre le Souverain le Prince & le Peuple n'est point une idée arbitraire, mais une conséquence nécessaire de la nature du corps politique. Il suit encore que l'un des extrêmes, savoir le peuple comme sujet, étant fixe & représenté par l'unité, toutes les sois que la raison doublée augmente ou diminue, la raison simple augmente ou diminue semblablement, & que par conséquent le moyen terme est changé. Ce qui fait voir qu'il n'y a pas une constitution de Gouvernement unique & absolue, mais qu'il peut y avoir autant de Gouvernemens différens en nature que d'Etats différens en grandeur.

SI, TOURNANT ce sistème en ridicule, on disoit que pour trouver cette moyenne proportionnelle & former le corps du Gouvernement il ne faut, selon moi, que tirer la racine quarrée du nombre du peuple; je répondrois que je ne prends ici ce nombre que pour un exemple; que les rapports dont je parle ne se mésurent pas seulement par le nombre des hommes, mais en général par la quantité d'action, laquelle se combine par

des multitudes de causes, qu'au reste, si pour m'exprimer en moins de paroles, j'emprunte un moment des termes de géométrie, je n'ignore pas, cependant, que la précision géométrique n'a point lieu dans les quantités morales.

LE GOUVERNEMENT est en petit ce que le corps politique qui le renserme est en grand. C'est une personne morale douée de certaines facultés, active comme le Souverain, passive comme l'Etat, & qu'on peut décomposer en d'autres rapports semblables, d'où nait par conséquent une nouvelle proportion, une autre encore dans celle-ci selon l'ordre des tribunaux, jusqu'à ce qu'on arrive à un moyen terme indivisible, c'està dire à un seul chef ou magistrat suprême, qu'on peut se représenter au milieu de cette progression, comme l'unité entre la série des fractions & celle des nombres.

SANS nous embarrasser dans cette multiplication de termes, contentons nous de considérer le Gouvernement comme un nouveau corps dans l'Etat, distinct du Peuple & du Souverain, & intermèdaire entre l'un

& l'autre.

IL Y A cette différence essentielle entre ces deux corps, que l'Etat existe par lui-mème, & que le Gouvernement n'existe que par le Souverain. Ainsi la volonté dominante du Prince n'est ou ne doit être que la volonté générale ou la loi, sa force n'est que la force publique concentrée en lui, sitôt qu'il veut ti-

rer de lui même quelque acte absolu & indépendant, la liaison du tout commence à se relacher. S'il arrivoit enfinque le Prince eut une volonté particuliere plus active que celle du Souverain, & qu'il usat pour obéir à cette volonté particuliere de la sorce publique qui est dans ses mains, ensorte qu'on eut, pour ainsi dire, deux Souverains, l'un de droit & l'autre de fait; à l'instant l'union sociale s'évanouiroit, & le corps poli-

tique seroit dissout.

CEPENDANT pour que le corps du Gouvernement ait une existence, une vie réelle qui le distingue du corps de l'Etat, pour que tous ses membres puissent agir de concert & répondre à la fin pour laquelle il est institué, il lui faut un moi particulier, une sensibilité commune à ses membres, une force une volonté propre qui tende à sa conservation. Cette existence particuliere suppose des assemblées, des conseils, un pouvoir de délibérer de résoudre, des droits, des titres, des privileges qui appartiennent au Prince exclusivement, & qui rendent la condition du magistrat plus honorable à proportion qu'elle est plus pénible. Les difficultés sont dans la maniere d'ordonner dans le tout ce tout subalterne, de sorte qu'il n'altere point la constitution générale en affermissant la sienne, qu'il distingue toujours sa force particuliere destinée à sa propre conservation de la force publique destinée à la conservation de l'Etat, & qu'en un

mot il soit toujours prêt à sacrifier le Gouvernement au peuple & non le peuple au Gouvernement.

D'AILLEURS, bien que le corps artificiel du Gouvernement soit l'ouvrage d'un autre corps artificiel, & qu'il n'ait en quelque forte qu'une vie empruntée & subordonnée, cela n'empêche pas qu'il ne puisse agir avec plus ou moins de vigueur ou de célérité, jouir, pour ainsi dire d'une santé plus ou moins robuste. Enfin, sans s'éloigner directement du but de son institution, il peut s'en écarter plus ou moins, selon la maniere dont il est constitué.

C'est de toutes ces differences que naissent les rapports divers que le Gouvernement doit avoir avec le corps de l'Etat, selon les rapports accidentels & particuliers par lesquels ce même Etat est modifié. Car souvent le Gouvernement le meilleur en foi deviendra le plus vicieux, si ses rapports ne sont altérés selon les défauts du corps politique auquel il appartient.



#### 

#### CHAPITRE II.

Du principe qui constitue les diverses formes de Gouvernemens.

Pour exposer la cause générale de ces différences, il faut distinguer ici le Prince & le Gouvernement, comme j'ai distingué ci-de-vant l'Etat & le Souverain.

Le corrs du magistrat peut être composé d'un plus grand ou moindre nombre de membres. Nous avons dit que le rapport du Souverain aux sujets étoit d'autant plus grand que le peuple étoit plus nombreux, & par une évidente analogie nous en pouvons dire autant du Gouvernement à l'égard des Magistrats. Or LA force totale du Gouvernement étant

toujours celle de l'Etat, ne varie point: d'où il suit que plus il use de cette force sur ses propres membres, moins il lui en reste pour

agir fur tout le peuple.

Donc plus les Magistrats sont nombreux, plus le Gouvernement est foible. Comme cette maxime est fondamentale, appliquons-nous

à la mieux éclaircir.

Nous pouvons distinguer dans la personne du magistrat trois volontés essenciellement différentes. Premierement la volonté propre de l'individu, qui ne tend qu'à fon avantage par-ticulier; secondement la volonté commune des magistrats, qui se rapporte uniquement à l'avantage du Prince, & qu'on peut appeller vo-

lonté de corps, laquelle est générale par rapport au Gouvernement, & particuliere par rapport à l'Etat, dont le Gouvernement fait partie; en troisieme lieu la volonté du peuple ou la volonté souveraine, laquelle est générale, tant par rapport à l'Etat considéré comme le tout, que par rapport au Gouvernement considéré comme partie du tout. Dans une législation parfaite, la volonté

Dans une législation parfaite, la volonté particuliere ou individuelle doit être nulle, la volonté de corps propre au Gouvernement très subordonnée, & par conséquent la volonté générale ou souveraine toujours dominante &

la regle unique de toutes les autres.

SELON l'ordre naturel, au contraire, ces différentes volontés deviennent plus actives à mefure qu'elles se concentrent. Ainsi la volonté genérale est toujours la plus foible, la volonté de corps a le second rang, & la volonté particuliere le premier de tous: de sorte que dans le Gouvernement chaque membre est premierement soi-même, & puis Magistrat, & puis Citoyen. Gradation directement opposée à celle qu'exige l'ordre social.

Cela posé: que tout le Gouvernement soit entre les mains d'un seul homme. Voilà la volonté particuliere & la volonté de corps parfaitement réunies, & par conséquent celle-ci au plus haut dêgré d'intensité qu'elle puisse avoir. Or comme c'est du dégré de la volonté que dépend l'usage de la force, & que la force absolue du Gouvernement ne varie point, il s'ensuit que le plus actif des Gouvernemens est celui d'un

feul.

Au contraire, unissons le Gouvernement à l'autorité législative; faisons le Prince du Souverain, & de tous les Citoyens autant de magistrats: Alors la volonté de corps, confondue avec la volonté générale, n'aura pas plus d'activité qu'elle, & laissera la volonté particuliere dans toute sa force. Ainsi le Gouvernement, toujours avec la même force absolue, sera dans son minimum de force rélative ou d'activité.

CES rapports sont incontestables, & d'au. tres confidérations fervent encore à les confirmer. On voit, par exemple, que chaque magistrat est plus actif dans son corps que chaque Citoyen dans le sien, & que par conféquent la volonté particuliere a beaucoup plus d'influence dans les actes du Gouvernement que dans ceux du Souverain; car chaque magistrat est presque toujours chargé de quelque fonction du Gouvernement, au lieu que chaque citoyen pris à part n'a aucune fonction de la fouveraineté. D'ailleurs, plus l'Etat s'étend, plus sa force réelle augmente, quoiqu' elle n'augmente pas en raison de son étendue : mais l'Etat restant le même, les magistrats ont beau se multiplier, le Gouvernement n'en acquiert pas une plus grande force réelle, par-ce que cette force est celle de l'Etat, dont la mesure est toujours égale. Ainsi la force rélative ou l'activité du Gouvernement diminue, fans que sa force absolue ou réelle puisse augmenter.

IL EST für encore que l'expedition des af-

faires devient plus lente à mésure que plus de gens en sont chargés, qu'en donnant trop à la prudence on ne donne pas assez à la fortune, qu'on laisse échapper l'occasion, & qu'à force de délibérer on perd souvent le fruit de la délibération.

Je viens de prouver que le Gouvernement fe relâche à mésure que les magistrats se multiplient, & j'ai prouvé ci-devant que plus le peuple est nombreux, plus la force réprimante doit augmenter. D'où il suit que le rapport des magistrats au Gouvernement doit être inverse du rapport des sujets au Souverain: C'est-à-dire que, plus l'Etat s'aggrandit, plus le Gouvernement doit se ressert, tellement que le nombre des chess diminue en raison

de l'augmentation du peuple.

Au RRSTE je ne parle ici que de la force rélative du Gouvernement, & non de fa rectitude: Car, au contraire, plus le magistrat est nombreux, plus la volonté de corps se rapproche de la volonté générale; au lieu que sous un magistrat unique cette même volonté de corps n'est, comme je l'ai dit, qu'une volonté particuliere. Ainsi l'on perd d'un côté ce qu'on peut gagner de l'autre, & l'art du Législateur est de savoir fixer le point où la force & la volonté du Gouvernement, toujours en proportion réciproque, se combinent dans le rapport le plus avantageux à l'Etat.

#### 

#### III. CHAPITRE

#### Division des Gouvernemens.

On a vu dans le chapitre précédent pour-quoi l'on distingue les diverses especes ou formes de Gouvernemens par le nombre des membres qui les composent; il reste à voir dans celui-ci comment se fait cette division.

LE Souverain peut, en premier lieu, commettre le dépôt du Gouvernement à tout le peuple ou à la plus grande partie du peuple, en forte qu'il y ait plus de citoyens magistrats que de citoyens simples particuliers. On don-ne à cette forme de Gouvernement le nom de Démocratie.

Ou bien il peut resserrer le Gouvernement entre les mains d'un petit nombre, en forte qu'il y ait plus de simples Citoyens que de magistrats, & cette forme porte le nom d'Aristocratie.

Enfin il peut concentrer tout le Gouvernement dans les mains d'un magistrat unique dont tous les autres tiennent leur pouvoir. Cette troisieme forme est la plus commune, & s'appelle Monarchie ou Gouvernement royal.

ON DOIT remarquer que toutes ces formes ou du moins les deux premieres sont susceptibles de plus ou de moins, & ont même une assez grande latitude; car la Democratie peut embrasser tout le peuple ou se resserrer jusqu'a la moitié. L'Aristocratie à son tour peut

de la moitié du peuple se resserrer jusqu'au plus petit nombre indéterminément. La Royauté même est susceptible de quelque partage. Sparte eut constamment deux Rois par fa conflicution, & l'on a vu dans l'empire romain jutqu'à huit Empereurs à la fois, suns qu'on pùt dire que l'Empire fut divifé. Ainfi il v un point où chaque forme de Gouvernement se confond avec la suivante, voit, que sous trois seules dénominations, le Gouvernement ettréellement susceptible d'autant de formes diverses que l'Etat à de Citoyens.

IL Y A plus: Ce même Gouvernement pouvant à certains égards se subdiviser en d'autresparties, l'une administrée d'une maniere & l'autre d'une autre, il peut résulter de ces trois formes combinées une multitude de formes mixtes, dont chacune est multipliable par toutes

les formes simples.

ON A de tous tems beaucoup disputé sur la meilleure forme de Gouvernement, sans considérer que chacune d'elles est la meilleure en

certains cas, & la pire en d'autres.

SI DANS les differens Etats le nombre des magistrats suprêmes doit être en raison inverse de celui des Citoyens, il s'ensuit qu'en général le Gouvernement Démocratique convient aux petits Etats, l'Aristocratique aux médiocres, & le Monarchique aux grands. Cette regle se tire immédiatement du principe; mais comment compter la multitude de circonstances qui peuvent fournir des exceptions?

#### 0,00,00,000,000,000,000,000,000

#### CHAPITRE IV.

#### De la Démocratie.

CELUI qui fait la loi fait mieux que personne comment elle doit être éxecutée & interprêtée. Il semble donc qu'on ne sauroit avoir une meilleure constitution que celle où le pouvoir exécutif est joint au législatif: Mais c'est cela même qui rend ce Gouvernement insuffisant à certains égards, parce que les choses qui doivent être distinguées ne le sont pas, & que le Prince & le Souverain n'étant que la même personne, ne forment, pour ainsi dire, qu'un Gouvernement sans Gouvernement.

IL N'EST pas bon que celui qui fait les loix les exécute, ni que le corps du peuple détourne fon attention des vues générales, pour les donner aux objets particuliers. Rien n'est plus dangereux que l'influence des intérêts privés dans les affaires publiques, & l'abus des loix par le Gouvernement est un mal moindre que la corruption du Législateur, suite infaillible des vues particulieres. Alors l'Etat étant altéré dans sa substance, toute réforme devient impossible. Un peuple qui n'abuseroit jamais du Gouvernement n'abuseroit pas non plus de l'indépendance, un peuple qui gouverneroit toujours bien n'auroit pas besoin d'être gouverné.

A PRENDRE le terme dans la rigeur de l'ac-

ception, il n'a jamais existé de véritable Démocratie, & il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne & que le petit soit gouverné. On ne peut imaginer que le peuple reste incessamment assemblé pour vaquer aux affaires publiques, & l'on voit aisement qu'il ne sauroit établir pour cela des commissions sans que la forme de l'administration change.

EN EFFET, je crois pouvoir poser en principes que quand les sonctions du Gouvernement sont partagées entre plusieurs tribunaux, les moins nombreux acquierent tôt ou tard la plus grande autorité; ne sur ce qu'a cause dela facilité d'expédier les affaires, qui les y amene

naturellement.

D'ALLEURS que de choses difficiles à réunir ne suppose pas ce Gouvernement? Premierement un Etat très petit où le peuple soit facile à rassembler & où chaque citoyen puisse aisément connoitre tous les autres: secondement une grande simplicité de mœurs qui prévienne la multitude d'affaires & les discussions épineuses: Ensuite beaucoup d'égalité dans les rangs & dans les fortunes, sans quoi l'égalité ne sauroit subsister longtems dans les droits & l'autorité: Ensin peu ou point de luxe; car, ou le luxe est l'effet des richesses, ou il les rend nécessaires; il corrompt à la fois le riche & le pauvre, l'un par la possission l'autre par la convoitise; il vend la patrie à la molesse, à la vanité, il ôte à l'Etattous ses Citoyens pour les asservir les uns aux autres, & tous à l'opinion.

Voila pourquoi un Auteur célebre a donné la vertu pour principe à la République; car toutes ces conditions ne fauroient fublister sans la vertu: mais, faute d'avoir fait les distinctions nécessaires, ce beau génie a manqué souvent de justesse, quelquesois de clarté, & n'a pas vu que l'autorité Souveraine étant par tout la même, le même principe doit avoir lieu dans tout Erat bien constitué, plus ou moins, il est vrai, selon la forme du Gouvernement.

Ajoutons qu'il n'y a pas de Gouvernement si sujet aux guerres civiles & aux agitations intestines que le Démocratique ou populaire, parce qu'il n'y en a aucun qui tende si fortement & si continuellement à changer de forme, ni qui demande plus de vigilance & de courage pour être maintenu dans la sienne. C'est surtout dans cette constitution que le Citoyen doit s'armer de force & de constance, & dire chaque jour de sa vie au sond de son cœur ce que disoit un vertueux Palatin \* dans la Diete de Pologne: Malo periculo sam libertatem quam quietum servitium.

S'ıL y avoit un peuple de Dieux, il se gouverneroit Démocratiquement Un Gouvernement si parsait ne convient pas à des hommes,

<sup>\*</sup> Le palatin de Posnanie pere du Roi de Pologne Duc de Lorraine.

# CHAPITRE V.

#### De l'Aristocratie.

Nous avons ici deux personnes morales très distinctes, savoir le Gouvernement & le Souverain, & par conséquent deux volontés générales, l'une par rapport à tous le citoyens l'autre seulement pour les membres de l'administration. Ainsi, bien que le Gouvernement puisse régler sa police intérieure comme il lui plait, il ne peut jamais parler au peuple qu'au nom du Souverain, c'est-à-dire au nom du peuple même; ce qu'il ne saut jamais oublier.

Les permieres sociétés se gouvernerent aristocratiquement. Les chess des familles délibéroient entre eux des affaires publiques; Les jeunes gens cédoient sans peine à l'autorité de l'expérience. Delà les noms de Prètres, d'Anciens, de Sénat, de Gérontes. Les sauvages de l'Amérique septentrionale se gouvernent encore ainsi de nos jours, & sont très bien gouvernés.

MAIS à mesure que l'inégalité d'institution l'emporta sur l'inégalité naturelle, la richesse ou la puissance fut présérée à l'âge, & l'Aristocratie devint élective. Ensin la puissance transsinse avec les biens du pere aux ensans rendant les familles patriciennes; rendit le

<sup>\*</sup> Il est clair que le mot Optimates chez les anciens ne veut pas dire les meilleurs, mais, les plus puissans.

Gouvernement héréditaire, & l'on vit des Sé-

nateurs de vingt ans.

IL y A donc trois fortes d'Aristocratie; naturelle, élective, héréditaire. La premiere ne convient qu'à des peuples simples; la troisseme est le pire de tous les Gouvernemens. La deuxieme est le meilleur: c'est l'Aristocra-

tie proprement dite.

Outre l'avantage de la distinction des deux pouvoits, elle a celui du choix de ses membres; car dans le Gouvernement populaire tous les Citoyens naissent magistrats, mais celui-ci les borne à un petit nombre, & ils ne le deviennent que par élection \*; moyen par lequel la probité, les lumieres, l'experience, & toutes les autres raisons de présérence & d'estime publique, sont autant de nouveaux garants qu'on sera sagement gouverné.

DE PLUS, les affemblées se font plus comodément, les affaires se discutent mieux s'expédient avec plus d'ordre & de diligence, le crédit de l'Etat est mieux soutenu chez l'étranger par de vénérables Sénateurs que par une

multitude inconnue ou méprisée.

En un mot, c'est l'ordre le meilleur & le plus naturel que les plus sages gouvernent la

<sup>\*</sup> Il importe beaucoup de reger par des loix la forme de l'élection des magistrats: caren l'abandonant à la volonté du Prince on ne peut éviter de tomber cans l'Aristocratic héréditaire, comme il est arivé aux Republiques de Venise & de Berne. Aussi la première estelle depuis longtems un Etat dissour, mais la seconde se maintient par l'extrême sagesse de son sénat; c'est une exception bien honorable & bien dangereuse.

multitude, quand on est sûr qu'ils la gouverneront pour son profit & non pour le leur; il ne saut point multiplier en vain les ressorts, ni faire avec vingt mille hommes ce que cent hommes choisis peuvent saire encore mieux. Mais il saut remarquer que l'intérêt de corps commence à moins diriger ici la sorce publique sur la regle de la volonté générale, & qu'une autre pente inévitable enlève aux loix une partie de la puissance exécutive.

A L'EGARD des convenances particulieres; il ne faut ni un Etat si petit ni un peuple si simple & si droit que l'exécution des loix suive immédiatement de la volonté publique, comme dans une bonne Démocratie. Il ne faut pas non plus une si grande nation que les chessépars pour la gouverner puissent trancher du Souverain chacun dans son département, & commencer par se rendre indépendans pour

devenir er sin les maitres.

Mais si l'Aristocratie exige quelques vertus de moins que le Gouvernement populaire, elle en exige aussi d'autres qui lui sont propres; comme la modération dans les riches & le contentement dans les pauvres; car il semble qu'une égalité rigoureuse y seroit déplacée; elle ne sur pas même observée à Sparte.

AURESTE, si cette forme comporte une certaine inégalité de fortune, c'est bien pour qu' en général l'administration des affaires publiques soit consiée à ceux qui peuvent le mieux y donner tout leur tems, mais non pas, comme prétend Aristote, pour que les riches soient toujours préférés. Au contraire, il importe qu'un choix opposé apprenne quelquesois au peuple qu'il y a dans le mérite des hommes des raisons de préférence plus importantes que la richesse.

#### CHAPITRE VI.

#### De la Monarchie.

Jusqu' ici nous avons considéré le Prince comme une personne morale & collective, unie par la force des loix, & dépositaire dans l'Etat de la puissance exécutive. Nous avons maintenant à considérer cette puissance réunie entre les mains d'une personne naturelle, d'un homme réel, qui seul ait droit d'en disposer selon les loix C'est ce qu'on appelle un Monarque ou un Roi.

Tour au contraire des autres administrations, où un être collectif représente un individu, dans celle ci un individu représente un être collectif; en sorte que l'unité morale qui constitue le Prince est en même tems une unité physique, dans laquelles toutes les facultés que la loi réunit dans l'autre avec tant d'esfort se trouvent naturellement réunies.

Ainsi la volonté du peuple, & la volonté du Prince, & la force publique de l'Etat, & la force particuliere du Gouvernement, tout répond au même mobile, tous les ressorts de la machine sont dans la même main, tout marche au même but, il n'y a point de mouve-

mens opposés qui s'entredétruisent, & l'on ne peut imaginer aucune forte de constitution dans laquelle un moindre effort produise une action plus considérable. Archimede assis tranquilement sur le rivage & tirant sans peine à flot un grand Vaisseau, me représente un monarque habile gouvernant de son cabinet ses vastes Etats. & faisant tout mouvoir en paroissant immobile.

Mais s,il n'y a point de Gouvernement qui ait plus de vigueur, il n'y en a point où la volonté particuliere ait plus d'empire & domine plus aifément les autres; tout marche au même but, il est vrai; mais ce but n'est point celui de la félicité publique, & la force même de l'Administration tourne sans cesse au préjudice de l'Etat.

Les Rois veulent être absolus, & de loin on leur crie que le meilleur moyen de l'être est de se faire aimer de leurs peuples. Cette maxime est très belle, & même très vraye à certains égards. Malheureusement on s'en moquera toujours dans les Cours. La puissance qui vient de l'amour des peuples est fans doute la plus grande; mais elle est précaire & conditionelle, jamais les Princes ne s'en contenteront. Les meilleurs Rois veulent pouvoir être méchans s'il leur plait, sans cesser d'être les maitres; Un sermoneur politique aura beau leur dire que la force du peuple étant la leur, leur plus grand intérêt est que le peuple foit florissant, nombreux, redoutable: ils favent très bien que cela n'est pas vrai. Leur intérêt personnel est premierement que le peuple

ple foit foible, misérable, & qu'il ne puisse jamais leur résister. J'avoue que, supposant les sujets toujours parfaitement soums, l'intérêt du Prince seroit alors que le peuple sut puissant, afin que cette puissance étant la sienne le rendit rédoutable à ses voisins; mais comme cet intérêt n'est que secondaire & subordonné, & que les deux suppositions sont incompatibles, il est naturel que les Princes donnent toujours la présérence à la maxime qui leur est le plus immédiatement utile. C'est ce que Samuël représentoit fortement aux Hébreux; c'est ce que Machiavel a fait voir avec évidence. En feignant de donner des leçons aux Rois il en a donné de grandes aux peuples. Le Prince de Machiavel est le livre des républicains.

Nous avons trouvé par les rapports généraux que la monarchie n'est convenable qu'aux grands Etats, & nous le trouvons encore en l'examinant en elle même. Plus l'administration publique est nombreuse, plus le rapport du Prince aux sujets diminue & s'approche de l'égalité, même dans la Démocratie. Ce même rapport augmente à mésure que le Gouvernement se resserre, & il est dans son maximum quand le Gouvernement est dans les mains d'un feul. Alors il se trouve une trop grande distance entre le Prince & le Peuple, & l'Etat manque de liaison. Pour la former il faut donc des ordres intermédiares: Il faut des Princes, des Grands, de la noblesse pour les remplir. Or rien de tout cela ne convient

à un petit Etat, que ruinent tous ces degrés.

Mais s'il est difficile qu'un grand Etat soit bien gouverné, il l'est beaucoup plus qu'il soit bien gouverné par un seul homme, & chacun sait ce qu'il arrive quand le Roi se donne des fubstituts.

UN DEFAUT effenciel & inévitable, qui mettra toujours le gouvernement monarchique au dessous du républicain, est que dans celui-ci la voix publique n'éléve presque jamais aux premiers places que des hommes éclairés & capables, qui les remplissent avec honneur: au lieu que ceux qui parviennent dans les monarchies ne font le plus fouvent que de petits brouillons, de petits fripons, de petits intrigans, à qui les petits talens qui font dans les Cours parvenir aux grandes places, ne fervent qu'à montrer au public leur ineptie auffi-tôt qu'ils y font parvenus. Le peuple se trompe bien moins sur ce choix que le Prince, & un homme d'un vrai mérite est presque aussi rare dans le ministere, qu'un sot à la tête d'un gouvernement républicain. Aussi, quand par quelque heureux hazard un de ces hommes nés pour gouverner prend le timon des affaires dans une Monarchie presque abimée par ces tas de jolis regisseurs, on est tout surpris des ressources

qu'il trouve, & cela fait époque dans un pays.
Pour qu'un Etat monarchique put être bien
gouverné, il faudroit que sa grandeur ou son
étendue fut mésurée aux facultés de celui qui
gouverne. Il est plus aisé de conquérir que
de rêgir. Avec un levier suffisant, d'un doigt

on peut ébranler le monde, mais pour le soutenir il faut les épaules d'Hercule. Pour peut qu'un Etat soit grand, le Prince est presque toujours trop petit. Quand au contraire il arrive que l'Etat est trop petit pour son chef, ce qui est très rare, il est encore mal gouverné, parce que le chef, suivant toujours la grandeur de ses vues, oublie les intérêts des peuples, & ne les rend pas moins malheureux par l'abus des talens qu'il a de trop, qu'un chef borné par le désaut de ceux qui lui manquent. Il faudroit, pour ainsi dire, qu'un royaume s'étendit ou se resserrat à chaque regne selon la portée du Prince; au lieu que les talens d'un Sénat ayant des mésures plus sixes, l'Etat peut avoir des bornes constantes & l'administration n'aller pas moins bien.

LE PLUS fenfible inconvénient du Gouvernement d'un feul est le défaut de cette succession continuelle qui forme dans les deux
autres une liaison non interrompue. Un Roi
mort, il en faut un autre: les élections laisseus des intervalles dangereux, elles sont orageuses, & à moins que les Citoyens ne soient
d'un désinteressement, d'une intégrité que ce
Gouvernement ne comporte gueres, la brigue
& la corruption s'en mélent. Il est difficile
que celui à qui l'Etat s'est vendu ne le vende
pas à son tour, & ne se dédommage pas sur
les foibles de l'argent que les pussans lui ont
extorqué. Tôt ou tard tout devient venal
sous une pareille administration, & la paix

dont on jouit alors fous les rois est pire que

le défordre des interregnes.

Qu' a Ton fait pour prévenir ces maux? On a rendu les Couronnes héréditaires dans certaines familles, & l'on a établi un ordre de Succession qui prévient toute dispute à la mort des Rois: C'est-à-dire que, substituant l'inconvénient des régences à celui des élections, on a preféré une apparente tranquillité à une administration sage, & qu'on a mieux aimé risquer d'avoir pour chess des ensans, des monstres, des imbécilles, que d'avoir à disputer fur le choix des bons Rois; on n'a pas considéré qu'en s'exposant ainsi aux risques de l'alternative on met presque toutes les chances contre soi. C'étoit un mot très sensé que celui du jeune Denis, à qui son pere en lui reprochant une action honteuse disoit, t'en aije donné l'exemple? Ah, repondit le fils, votre pere n'étoit pas roi!

reprochant une action honteule diloit, t'en alje donné l'exemple? Ah, repondit le fils, votre pere n'étoit pas roi!

Tour concourt à priver de justice & de raifon un homme élevé pour commander aux autres. On prend beaucoup de peine, à ce qu'on dit, pour enseigner aux jeunes Princes l'art de regner; il ne paroit pas que cette éducation leur profite. On feroit mieux de commencer par leur enseigner l'art d'obeir. Les plus grand rois qu'ait célébrés l'histoire n'ont point été élevés pour regner; c'est une science qu'on ne possed jamais moins qu'après l'avoir trop apprise, & qu'on acquiert mieux en obéissant qu'en commandant. Nam utilissimus idem as

brevissimus bonarum malarumque rerum delectus, cogitare quid aut nolueris sub alio Principe aut volueris \*.

Une suite de ce défaut de cohérence est l'inconstance du gouvernement royal qui, se réglant tantôt sur un plan & tantôt sur un autre felon le caractere du Prince qui regne ou des gens qui regnent pour lui, ne peut avoir longtems un objet fixe ni une conduite conféquente; variation qui rend toujours l'Etat flotant de maxime en maxime, de projet en projet, & qui n'a pas lieu dans les autres Gouvernemens où le Prince est toujours le même. Auffi voit-on qu'en général, s'il y a plus de ruses dans une Cour, il y a plus de fagesse dans un Sénat, & que les Republiques vont à leurs fins par des vues plus constantes & mieux suivies, au lieu que chaque révolution dans le Ministere en produit une dans l'Etat; la maxime commune à tous les Ministres, & presque à tous les Rois, étant de prendre en toute chose le contrepied de leur prédécesseur.

De cette même incohérence se tire encore

la folution d'un fophisme très familier aux politiques royaux; c'est, non seulement de comparer le Gouvernement domessique & le prince au pere de famille, erreur déjà réfutée, mais encore de donner libéralement à ce magistrat toutes les vertus dont il auroit besoin, & de supposer toujours que le Prince est ce qu'il devroit être; supposition à l'aide de

<sup>\*</sup> Tacit: hift. L. 1.

laquelle le Gouvernement royal est evidemment préférable à tout autre, parce qu'il est incontestablement le plus fort, & que pour être aussi le meilleur il ne lui manque qu'une volonté de corps plus conforme à la volon-

té générale.

Mais si selon Platon \* le roi par nature est un personnage si rare, combien de sois la nature & la fortune concourront-elles à le couronner, & si l'éducation royale corrompt nécessairement ceux qui la reçoivent, que doit-on espérer d'une suite d'hommes élevés pour regner? C'est donc bien vouloir s'abuser que de confondre le Gouvernement royal avec celui d'un bon Roi. Pour voir ce qu'est ce Gouvernement en lui-même, il faut le considérer sous des Princes bornés ou méchans; car ils arriveront tels au Trône, ou le Trône les rendra tels.

Ces difficultés n'ont pas échappé à nos Auteurs, mais ils n'en font point embarrassés. Le remede est, disent-ils, d'obéir sans murmure. Dieu donne les mauvais Rois dans sa colere, & il les faut supporter comme des châtimens du Ciel. Ce discours est édisiant, sans doute; mais je ne sais s'il ne conviendroit pas micux en chaire que dans un livre de politique. Que dire d'un Medecin qui promet des miracles, & dont tout l'art est d'exhorter son malade à la patience? On sait bien qu'il faut souffrir un mauvais Gouverne-

<sup>\*</sup> In Civili.

ment quand on l'a; la question feroit d'en trouver un bon.

QQQQQQQQQQQQQQQQQQQQQQQQQQQQQ

### CHAPITRE VII.

#### Des Gouvernements mixtes.

A PROPREMENT parler il n'ya point de Gouvernement simple. Il faut qu'un Chef unique ait des magistrats subalternes; il faut qu'un Gouvernement populaire ait un Chef. Ainsi dans le partage de la puissance exécutive il y a toujours gradation du grand nombre au moindre, avec cette différence que tantôt le grand nombre dépend du petit, & tantôt le petit du grand.

QUELQUEFOIS il y a partage égal; foit quand les parties conftitutives font dans une dépendance mutuelle, comme dans le Gouvernement d'Angleterre; foit quand l'autorité de chaque partie est indépendante mais imparfaite, comme en Pologne. Cette dernière forme est mauvaise, parce qu'il n'y a

point d'unité dans le Gouvernement, & que l'Etat manque de liaison.

Lequel vaut le mieux, d'un Gouvernement simple ou d'un Gouvernement mixte? Question fort agitée chez les politiques, & à laquelle il faut faire la même réponse que j'ai faite ci devant sur toute forme de Gouvernement.

Le Gouvernement simple est le meilleur en soi, par cela seul qu'il est simple. Mais

quand la Puissince exécutive ne dépend pas assez de la législative, c'est-à-dire, quandil y a plus de rapport du Prince au Souverain que du peuple au Prince, il faut remédier à c · défaut de proportion en divisant le Gouvernement; car alors toutes fes parties n'ont pas moins d'autorité fur les sujets, & leur devision les rend toutes ensemble moins fortes contre le Souverain.

On PREVIENT encore le même inconvénient en établissant des magistrats intermédiaires. qui, laissant le Gouvernement en son entier, fervent seulement à balancer les deux Puisfances & à maintenir leurs droits respectifs. Alors le Gouvernement n'est pas mixte, il

est tempéré.

ON PEUT remédier par des moyens semblables à l'inconvénient opposé, & quand le Gouvernement est trop lâche, ériger des Tribunaux pour le concentrer. Cela se pratique dans toutes les Démocraties. Dans le premier cas on divise le Gouvernement pour l'affoiblir, & dans le second pour le renforcer: car les maximum de force & de foiblesse se trouvent également dans les Gouvernemens fimples, au lieu que les formes mixtes donnent une force moyenne.

#### 

### CHAPITRE VIII.

Que toute forme de Gouvernement n'est pas propre à tout pays.

La LIBERTE' n'étant pas un fruit de tous les Climats n'est pas à la portée de tous les peuples. Plus on médite ce principe établi par Montesquieu, plus on en sent la vérité. Plus on le conteste, plus on donne occasion de l'établir par de nouvelles preuves.

Dans tous les Gouvernemens du monde la personne publique consomme & ne produit rien. D'où lui vient donc la substance consommée? Du travail de ses membres. C'est le superslui des particuliers qui produit le nécessaire du public. D'où il suit que l'état civil ne peut subsister qu'autant que le travail des hommes rend au delà de leurs besoins.

OR CET excédent n'est pas le même dans tous les pays du monde. Dans plusieurs il est considérable, dans d'autres médiocres, dans d'autres nul, dans d'autres négatif. Ce rapport dépend de la fertilité du climat, de la sorte de travail que la terre exige, de la nature de ses productions, de la force de ses habitans, de la plus ou moins grande confommation qui leur est nécessaire, & de plusieurs autres rapports semblables desquels il est composé.

D'autre part, tous les Gouvernemens ne

font pas de même nature; il y en a de plus ou moins dévorans, & les différences font fondées fur cet autre principe que, plus les contributions publiques s'éloignent de leur fource, & plus elles font onéreufes. Ce n'est pas sur la quantité des impositions qu'il faut mésurer cette charge, mais sur le chemin qu'elles ont à faire pour retourner dans les mains dont elles sont sorties; quand cette circulation est prompte & bien établie, qu'on paye peu ou beaucoup, il n'importe; le peuple est toujours riche & les sinances vont toujours bien: Au contraire, quelque peu que le Peuple donne, quand ce peu ne lui revient point, en donnant toujours bientôt il s'epuise; l'Etat n'est jamais riche, & le peuple est toujours gueux.

IL SUIT de-là que plus la distance du peuple au Gouvernement augmente, & plus les tributs deviennent onéreux; ainsi dans la Démocratie le peuple est le moins chargé, dans l'Aristocratie il l'est davantage, dans la Monarchie il porte le plus grand poids. La Monarchie ne convient donc qu'aux Nations opulentes, l'Aristocratie aux Etats médiocres en richesse ainsi qu'en grandeur, la Démo-

cratie aux Etats petits & pauvres.

En effet, plus on y réfléchit, plus on trouve en ceci de différence entre les Etats libres & les monarchiques; dans les premiers tout s'employe à l'utilité commune; dans les autres les forces publiques & particulieres font réciproques, & l'une s'augmente parl'affoiblis-

sement de l'autre. Enfin au lieu de gouverner, les sujets pour les rendre heureux, le despotisme les rend misérables pour les gouverner.

Voila donc dans chaque climat des causes naturelles fur lesquelles on peut affigner la forme de Gouvernement à laquelle la force du climat l'entraine, & dire même quelle espece d'habitans il doit avoir. Les lieux ingrats & stériles où le produit ne vaut pas le travail doivent reiter incultes & deserts, ou seulement peuplés de Sauvages: Les lieux où le travail des hommes ne rend exactement que le nécessaire doivent être habités par des peuples barbares, toute politie y seroit impossible: les lieux où l'excès du produit sur le travail est médiocre conviennent aux peuples libres: ceux où le terroir abondant & fertile donne beaucoup de produit pour peu de travail veulent être gouvernés monarchiquement, pour consumer par le luxe du Prince l'excès du superflu des sujets; car il vaut mieux que cet excès soit absorbé par le gouvernement que dissipé par les particuliers. Il y a des exceptions, je le sais; mais ces exceptions-mêmes confirment la regle, en ce qu'elles produisent tôt ou tard des révolutions qui ramenent les choses dans l'ordre de la nature.

Distingons toujours les loix générales des causes particulieres qui peuvent en modifier l'effet. Quand tout le midisseroit couvert de Républiques & tout le nord d'Etats despotiques il n'en seroit pas moins yrai que.

par l'effet du climat le despotisme convient aux pays chauds, la barbarie aux pays froids, & la bonne politie aux régions intermédiaires. Je vois encore qu'en accordant le principe on pourra disputer sur l'application: on pourra dire qu'il y a des pays froids trèsfertiles & des méridionaux trés-ingrats. Mais cette difficulté n'en est une que pour ceux qui n'examinent pas la chose dans tous ses rapports. Il faut, comme je l'ai déjà dit, compter ceux des travaux, des forces, de la consommation &c.

Supposons que de deux terreins égaux l'un rapporte cinq & l'autre dix. Si les habitans du premier confomment quatre & ceux du dernier neuf, l'excès du premier produit sera ¿ & celui du second ¿ . Le rapport de ces deux excès étant donc inverse de celui des produits, le terrein qui ne produira que cinq donnera un superssu double de celui du ter-

rein qui produira dix.

Mais il n'est pas question d'un produit double, & je ne crois pas que personne ose mettre en général la fertilité des pays froids en égalité même avec celle des pays chauds. Toutesois supposons cette égalité; laissons, si l'on veut, en balance l'Angleterre avec la Sicile, & la Pologne avec l'Egypte. Plus au midi nous aurons l'Affrique & les Indes, plus au nord nous n'aurons plus rien. Pour cette égalité de produit, quelle différence dans la culture? En Sicile il ne faut que grater la terre; en Angleterre que de soins

pour la labourer! Or là où il faut plus de bras pour donner le même produit, le superflu doit être nécessairement moindre.

Considerez, outre cela, que la même quantité d'homines consomme beaucoup moins dans les pays chauds. Le climat demande qu'on y soit sobre pour se porter bien: les Européens qui veulent y vivre comme chez eux périssent tous de dissenterie & d'indigestions. Nous sommes, dit Chardin, des bêtes carnacieres, des loups, en comparaison des Asiatiques. Quelques-uns attribuent la sobrièté des Persans à ce que leur pays est moins cultive, & moi je crois au contraire que leur pays abonde moins en denrées parce qu'il en faut moins aux babitans. Si leur frugalité, continue-t-il; étoit un effet de la disette du pays, il n'y auroit que les pauvres qui mangeroient peu, au lieu que c'est généralement tout le monde, & on mangeroit plus ou moins en chaque province selon la fertilité du pays, au lieu que la même sobriété se trouve par tout le royaume. Ils se louent fort de leur maniere de vivre, disant qu'il ne saut que regarder leur teint pour reconnoitre combien elle est plus exellente que celle des chrétiens. En effet le teint des Persans est uni; ils ont la peau belle, fine & polie, au lieu que le teint des Arméniens leurs sujets qui vivent à l'Européenne est rude, couperose, & que leurs corps sont gros & pe-Sants.

Plus on approche de la ligne, plus les peuples vivent de peu. Ils ne mangent presque pas de viande; le ris, le mays, le cuz-

cuz, le mil, la cassave, sont leurs alimens ordinaires. Il y a aux Indes des millions d'hommes dont la nourriture ne coute pas un fol par jour. Nous voyons en Europe même des différences sensibles pour l'appetit entre les peuples du nord & ceux du midi. Un Espagnol vivra huit jours du diner d'un Allemand: Dans les pays où les hommes font plus voraces le luxe se tourne aussi vers les choses de consommation. En Angleterre, il se montre sur une table chargée de viandes; en Italie on vous règale de sucre & de

LE LUXE des vêtemens offre encore de semblables différences. Dans les climats où les changemens des faisons son promts & violens, on a des habits meilleurs & plus simples, dans ceux où l'on ne s'habille que pour la parure on y cherche plus d'éclat que d'utilité, les habits eux-mêmes y font un luxe. A Naples vous verrez tous les jours se promener au Pau-fylippe des hommes en veste dorée & point de bas. C'est la même chose pour les batimens; on donne tout à la magnificence quand on n'a rien à craindre des iniures de l'air. A Paris à Londres on veut être logé chaudement & commodément. A Madrid on a des falons superbes, mais point de fénêtres qui ferment, & l'on couche dans des nids-à-rats.

Les alimens font beaucoup plus substanciels & succulens dans les pays chauds; c'est une troisieme différence qui ne peut manquer d'influer sur la seconde. Pourquoi mange-ton tant de légumes en Italie? parce qu'ils y font bons, nourrissans, d'excellent goût: En France où ils ne font nourris que d'eau ils ne nourrissent point, & sont presque comptés pour rien sur les tables. Ils n'occupent pourtant pas moins de terrein & coûtent du moins autant de peine à cultiver. C'est une expérience faite que les bleds de Barbarie, d'ailleurs inférieurs à ceux de France, rendent beaucoup plus en farine, & que ceux de France à leur tour rendent plus que les bleds du Nord. D'où l'on peut inférer qu'une gradation semblable s'observe généralement dans la même direction de la ligne au pole. Or n'est ce pas un desavantage visible d'avoir dans un produit égal

une moindre quantité d'aliment?

A TOUTES ces différentes considérations j'en puis ajoûter une qui en découle & qui les fortisie; c'est que les pays chauds ont moins besoins d'habitans que les pays froids, & pourroient en nourrir davantage; ce qui produit un double superflu toujours à l'avantage du despotisme. Plus le même nombre d'habitans occupe une grande surface, plus les révoltes deviennent difficiles; parce qu'on ne peut se concerter ni promptement ni secretement, & qu'il est toujours facile au Gouvernement d'éventer les projets & de couper les communications; mais plus un peuple nombreux se rapproche, moins le Gouvernement peut usurper sur le Souverain; les ches déliberent aussi sûrement dans leurs chambres que le Prince dans son conseil, & la foule s'assemble

aussi-tôt dans les places que les troupes dans leurs quartiers. L'avantage d'un Gouvernement tirannique est donc en ceci d'agir à grandes distances. A l'aide des points d'appui qu'il fe donne sa force augmenté au loin comme celle des léviers \*. Celle du peuple au contraire n'agit que concentrée, elle s'évapore & se perd en s'étendant, comme l'effet de la poudre éparse à terre & qui ne prend seu que grain à grain. Les pays les moins peuplés sont ainsi les plus propres à la Tirannie: les bêtes séroces ne regnent que dans les déserts.

00000000000000000000000000

#### CHAPITRE IX.

Des signes d'un bon Gouvernement.

QUAND donc on demande absolument quel est le meilleur Gouvernement, on fait une question insoluble comme indéterminée; ou si l'on veut, elle a autant de bonnes solutions qu'il y a de combinaisons possibles dans les positions absolues & rélatives des peuples.

Mais si l'on demandoit à quel signe on peut

con-

<sup>\*</sup> Ceci ne contredit pas ce que j'ai dit ci-devant L. II. Chap. IX. Sur les inconveniens des grands Etats: car il s'agissoit-là de l'autorité du Gouvernement sur ses membres, & il s'agit ici de sa sorce contre les sujets. Ses membres épars sui servent de points d'appui pour agir auloin sur le peuple, mais il n'a nul point d'appui pour agir directement sur ces membres-mêmes. Ainsi dans l'un des cas la songueur du levier en fait la soible de, & la sorce dans l'autre cas.

connoitre qu'un peuple donné est bien ou mal gouverné; ce seroit autre chose, & la ques-

tion de fait pourroit se résoudre.

CEPENDANT on ne la réfout point, parce que chacun veut la réfoudre à fa maniere. Les sujets vantent la tranquilité publique, les Citoyens la liberté des possessions, & l'autre celle des personnes, l'un veut que le meilleur Gouvernement soit le plus sévère, l'autre soutient que c'est le plus doux; celui-ci veut qu'on punisse les crimes, & celui-là qu'on les prévienne; l'un trouve beau qu'on soit craint des voisins, l'autre aime mieux qu'on en soit ignoré; l'un est content quand l'argent circule, l'autre exige que le peuple ait du pain. Quand même on conviendroit sur ces points & d'autres semblables, en seroit-on plus avancé? Les quantités morales manquant de mesure précise, sut-on d'accord sur le signe, comment l'être sur l'estimation?

Pour moi, je in étonne toujours qu'on méconnoisse un signe aussi simple, ou qu'on ait
la mauvaise soi de n'en pas convenir. Quelle
est la fin de l'association politique? C'est la
conservation & la prospérité de ses membres.
Et quel est le signe le plus sûr qu'ils se conservent & prospérent? C'est leur nombre &
leur population. N'allez donc pas chercher
ailleurs ce signe si disputé. Toute chose d'ailleurs égale, le Gouvernement sous leques,
sans moyens étrangers sans naturalisations sans
colonies les Citoyens peuplent & multipliène

H

davantage, est infailliblement le meilleur: celui fous lequel un peuple diminue & dépérit est le pire. Calculateurs, c'est maintenant votre affaire; comptez, mesurez, comparez \*.

\* On doit juger sur le même principe des siécles qui meritent la preserence pour la prosperite du gen-re humain. On a trop admiré ceux ou l'on a vu seurir les lettres & les arts, sans pénerrer l'objet fecret de leur culture, sans en considérer le funeite effet, idque abud imperitos humanitas vocabatur, cum pars servetutisesset. Ne vertons-nous jamais dans les maximes des livres l'intérêt groffier qui fait parler les Auteurs? Non, quoiqu'ils en puissent dire, quand malgre fon éclat un pays se dépeuble, il n'est pas vrai que tout aille bien, & il ne suffit pas qu'un poëte air cent mille livres de rente pour que son fiecle soit le meilleur de tous. Il faut moins regarder au repos apparent, & à la tranquillité des chefs, ou'au bien être des nations entieres & fur tout des é. tats les plus nombreux. La grêle désole quelques cantons, mais elle fait rarement disette. Les émeutes, les gueres civiles effarouchent beaucouples chefs, mais elles ne font pas les vrais malheurs des peuples, qui peuvent même avoir du rélache tandis qu'on dispute à qui les tirannisera. C'est de leur état permanent que naissent leurs prospérités ou leurs calamités réelles; quand tout reste écrasé sous le jong, c'est alors que tout dépérit; c'est alors que les chefs les détruisant à leur aile, ubi solitudinem faciunt, pacem appellant. Quand les tracasseries des Grands agitoient le royaume de France, & que le Coadjuteur de Paris portoit au parlement un poignard dans sa poche. cela n'empéchoit pas que le peuple François ne vécur heureux & nombreux dans une honnête & libre aifance. Autrefois la Grece fleurissoit au sein des plus cruelles guerres; le fang y conloit à flots. & tout le pays étoit couvert d'hommes. Il sembloit, dit Machiavel, qu'au milieu des meurtres, des proscriptions, des guerres civiles, notre République en devint plus puissante; la vertu de ses citoyens, leurs mœurs, leur indépendance avoient plus d'effet pour la tenforcer, que toutes ses dissensions n'en avoient pour

### CHAPITRE X.

De l'abus du Gouvernement, & de sa pente à dégénérer.

COMME la volonté particuliere agit sans cesse contre la volonté générale, ainsi le Gouvernement fait un effort continuel contre la Souveraineté. Plus cet effort augmente, plus la constitution s'altere, & comme il n'y a point ici d'autre volonté de corps qui résistant à celle du Prince fasse équilibre avec elle, il doit arriver tôt ou tard que le Prince opprime enfin le Souverain & rompe le traité Social. C'estlà le vice inhérent & inévitable qui dés la naiffance du corps politique tend fans relâche à le détruire, de même que la vieillesse & la mort détruisent enfin le corps de l'homme.

It y a deux voyes générales par lesquelles un Gouvernement dégénére, savoir, quand il se resserre, ou quand l'Etat se dissout.

LE GOUVERNEMENT se resserre quandil passe du grand nombre au petit, c'est-à dire de la Démocratie à l'Aristocratie, & de l'Aristocratie à la Royauté. C'est-là son inclinaison naturelle \*. S'il rétrogradoit du petit nombre

l'affoiblir. Un peu d'agitation donne du ressort aux ames, & ce qui fait vraiment prospéter l'espèce est moins la paix que la liberté.

. + La formation lente & le progrès de la Republique de Venise dans ses lagunes offre un exemple notable de cette succession; & il est bien etonnant que depuis plus de douze cens ans les Venitiens semblent au grand, on pourroit dire qu'il se relâche, mais ce progrès inverse est impossible.

n'en être encore qu'au second terme, lequel commença au Serrar di Consiglio en 1198. Quant aux anciens Ducs qu'on leur reproche, quoi qu'en puisse dire le Squitinio della liberta veneta, il est prouve qu'ils n'ont point été leurs Sonverains.

On ne manquera pas de m'objecter la République Romaine qui fuivit, dira-t-on, un progrès tout contraire, passant de la monarchie à l'Aristocratie, & de l'Aristocratie à la Démocratie. Je suis bien ésoi-

gné d'en penser ainsi.

Le premier etablissement de Romulus fut un Gouvernement mixte qui dégénéra prompteut en Despo-risme. Par des causes particulières l'Etat périt avant le tems, comme on voit mourir un nouveau-né avant d'avoit atteint l'age d'homme. L'expulsion des Tarquins fut la véritable époque de la naissance de la République. Mais elle ne prit pas d'abord une forme constante, parce qu'on ne fit que la moitié de l'ouvrage en n'abolissant pas le patriciat. Car de cette maniere l'Aristocratie hereditaire, qui est la pire des administrations légitimes, restant en conflit avec la Democratie, la forme du Gouvernement toujours incertaine & flotante ne fut fixe, comme l'a prouve Machiavel, qu'à l'établissement des Tribuns; alors seulement il y eut un vrai Gouvernement & une véritable Democratie. En effet le peuple alors n'était pas seulement Souverain mais aussi magistrat & juge , le Senat n'étoit qu'un tribunal en sous-ordre pour tempérer ou concentrer le Gouvernement, & les Cousuls eux-mêmes, bien que patriciens, bien que premiers Magistrats, bien que Généraux absolus à la guerre, n'étoient à Rome que les présidens du peuple.

Dès lots on vit aussi le Gouvernement prendre sa pente naturelle & tendre fortement à l'Aristocratie. Le patriciat s'abolissant comme de lui-même, l'Aissincatie n'etoit plus dans le corps des patriciens comme elle est à Venise & à Genes, mais dans le corps du Sénat composé de Patriciens & de Plebeyens, même dans le corps des Tribuns quand ils commencerent d'usurper une puissance active: car les mots ne sont rien aux choses, & quand le peuple a

EN EFFET, jamais le Gouvernement ne change de forme que quand son ressort usé le laisse trop affoibli pour pouvoir conserver la sienne. Or s'il se relachoit encore en s'étendant, sa force deviendroit tout à fait nulle, & il subfifteroit encore moins. Il faut donc remonter & ferrer le ressort à mésure qu'il cede, autrement l'Etat qu'il foutient tomberoit en ruine. Le cas de la dissolution de l'Etat peut ar-

river de deux manieres.

PREMIEREMENT quand le Prince n'administre plus l'Etat felon les loix & qu'il usurpe le pouvoir souverain. Alors il se fait un changement remarquable; c'est que, non pas le Gouvernement, mais l'Etat se ressere; je veux dire que le grand Etat se dissout & qu'il s'en forme un autre dans celui-là, composé seulement des membres du Gouvernement, & qui n'est plus rien au reste du Peuple que son maitre & son tyran. De sorte qu'à l'instant que le Gouvernement usurpe la souveraineté, le pacte focial est rompu, & tous les simples Citovens, rentrés de droit dans leur liberté naturelle, font forcés mais non pas obligés d'obéir.

LE MEME cas arrive a uffi quand les mem-

des chefs qui gouvernent pour lui, quelque nom que portent ces chefs , c'est toujours une Aristocratie.

De l'abus de l'Aristocratie nacquirent les guerres civiles & le Triumvitat. Sylla, Jules-Cefar, Auguste devintent dans le fait de veritables Monarques, & enfin fous le Despotisme de Tibere l'Erat fut disfout L'histoire Romaine ne dement donc pas mon principe, elle le confirme.

bres du Gouvernement usurpent séparément le pouvoir qu'ils ne doivent exercer qu'encorps; ce qui n'est pas une moindre infraction des loix, & produit encore un plus grand désordre. Alors on a, pour ainsi dire, autant de Princes que de Magistrats, & l'Etat, non moins divisé que le Gouvernement, périt ou change de forme

Quand l'Etat se dissout, l'abus du Gouvernement quel qu'il soit prend le nom commun d'Anarchie. En distingant, la Démocratie dégénére en Ochlocratie, l'Aristocratie en Olygarchie, j'ajoûterois que la Royauté dégénére en Tyrannie, mais ce dernier mot est équivoque

& demande explication.

Dans le fens vulgaire un Tyran est un Roi qui gouverne avec violence & sans égard à la justice & aux lois. Dans le sens précis un Tyran est un particulier qui s'arroge l'autorité royale sans y avoir droit. C'est ainsi que les Grecs entendoient ce mot de Tyran: Ils le donnoient indifféremment aux bons & aux mauvais Princes dont l'autorité n'étoit pas légitime \*. Ainsi Tyran & Ulurpateur sont deux mots parsaitement synonimes.

<sup>\*</sup> Onnes enim & habentur & dieuntur Tyranni qui potestate utuntur perpetua, in ca Civitate qua libertate usa est. Corn. Nep. in Miltiad: Il est vrai qu'Aristote Mor: Ruom. L. VIII. c. 10. distingue le Tyran du Roi, en ce que le premier gouverne pour sa propre utilité & le second seulement pour l'utilité de ses sujers; mais outre que genéralement tous les auteurs grees ont pris le mot Tyran dans un autre sens, comme il patoit sur tout par le dieron de Xenophon, il s'ensui-

Pour donner différens noms à différentes choses, j'appelle Tyran l'usurpateur de l'autorité royale; & Despote l'usurpateur du pouvoir Souverain. Le Tyran est celui qui s'ingere contre les loix à gouverner selon les loix; le Despote est celui qui se met au dessus des loix-mêmes. Ainsi le Tyran peut n'être pas Despote, mais le Despote est toujours Tyran.

### CHAPITRE XI.

De la mort du corps politique.

Telle est la pente naturelle & inévitable des Gouvernemens les mieux constitués. Si Sparte & Rome ont péri, quel Etat peut esperer de durer toujours? Si nous voulons former un établissement durable, ne songeons donc point à le rendre éternel. Pour réussir il ne faut pas tenter l'impossible, ni se flatter de donner à l'ouvrage des hommes une solidité que les choses humaines ne comportent pas.

LE CORPS politique, auffi bien que le corps de l'homme, commence à mourir dés fa naiffance & porte en lui-même les caufes de fa déstruction. Mais l'un & l'autre peut avoir une constitution plus ou moins robuste & propre à le conserver plus ou moins longtems.

vroit de la distinction d'Aristote que depuis le commencement du monde il n'auroit pas encore existé un seul roi. La constitution de l'homme est l'ouvrage de la nature, celle de l'Etat est l'ouvrage de l'art. Il ne dépend pas des hommes de prolonger leur vie, il dépend d'eux de prolonger celle de l'Etat ausii loin qu'il est possible, en lui donnant la meilleure constitution qu'il puisse avoir. Le mieux constitué finira, mais plus tard qu'un autre, si nul accident imprévu n'amene sa perte avant le tems.

imprévu n'amene sa perte avant le tems.

LE PRINCIPE de la vie politique est dans l'autorité Souveraine. La puissance législative est le cœur de l'Etat. la puissance exécutive en est le cerveau, qui donne le mouvement à toutes les parties. Le cerveau peut tomber en paralysse & l'individu vivre encore. Un homme reste imbécille & vit: mais sitôt que le cœur a cessé ses fonctions, l'ani-

mal cft mort.

Ce n'est point par les loix que l'Etat subsiste, c'est par le pouvoir législatif. La loi d'hier n'oblige pas adjourd'hui, mais le contentement tacite est présumé du silence, & le Souverain est censé confirmer incessamment les loix qu'il n'abroge pas, pouvant le faire. Tout ce qu'il à déclaré vouloir une sois il le veut toujours, à moins qu'il ne le révoque.

Pourquoi donc porte-t-on tant de respect aux anciennes loix? C'est pour cela même. On doit croire qu'il n'y a que l'excellence des velontés antiques qui les ait pu consércer si longrems; si le Souverain ne les eut reconnu consiamment falutaires il les eut mille fois révoquées. Voilà pourquoi loin de s'affoiblir les loix acquierent sans cesse une force nouvelle dans tout Etat bien coustirué; le préjugé de l'antiquité les rend chaque jour plus vénérables; au lieu que partout où les loix s'affoiblissent en vieillissant, cela prouve qu'il n'y a plus de pouvoir législatif, & que l'Etat ne vit plus.

### CHAPITRE XII.

Comment se maintient l'autorité Souveraine.

Le Souverain n'ayant d'autre force que la puissance législative n'agit que par des loix, & les loix n'étant que des actes authentiques de la volonté générale, le Souverain ne sauroit agir que quand le peuple est asfemblé. Le peuple assemblé, dira t-on! Quelle chimere! C'est une chimere aujourd'hui, mais ce n'en étoit pas une il y a deux mille ans: Les hommes ont-ils changé de nature?

Les bornes du possible dans les choses morales sont moins étroites que nous nepensons: Ce sont nos foiblesses, nos vices, nos préjugés qui les rétrécissent. Les ames basses ne croyent point aux grands hommes: de vils esclaves sourient d'un air moqueur à

ce mot de liberté.

PAR ce qui s'est fait considérons ce qui se peut faire; je ne parlerai pas des anciennes républiques de la Grece, mais la Républi-

que romaine étoit, ce me semble, un grand Etat, & la ville de Rome une grande ville. Le dernier Cens donna dans Rome quatre cent mille Citoyens portans armes, & le der-nier dénombrement de l'Empire plus de quatre millions de Citoyens sans compter les sujets, les étrangers, les femmes, les en-

fans, les esclaves.

Quelle difficulté n'imagineroit-on pas d'assembler fréquemment le peuple immense de cette capitale & de ses environs? Cependant il se passoit peu de semaines que le peuple romain ne fut assemblé, & même plusieurs fois. Non seulement il exerceoit les droits de la souveraineté, maisune partie de ceux du Gouvernement. Il traittoit certaines affaires, il jugeoit certaines caufes, & tout ce peuple étoit sur la place publique presque aussi souvent magistrat que Citoyen.

EN REMONTANT aux premiers tems des Nations on trouveroit que la plupart des anciens gouvernemens, même monarchiques tels que ceux des Macédoniens & des Francs, avoient de semblables Conseils. Quoi qu'il en soit, ce seul fait incontestable répond à toutes les difficultés: De l'existant au possi-

ble la conséquence me paroit bonne.

#### \$

### CHAPITRE XIII.

#### Suite.

IL ne suffit pas que le peuple assemblé ait une fois fixé la constitution de l'Etat en donnant la sanction à un corps de loix: il ne suffit pas qu'il ait établi un Gouvernement perpétuel ou qu'il ait pourvu une fois pour toutes à l'élection des magistrats. Outre les assemblées extraordinaires que des cas imprévus peuvent exiger, il faut qu'il y en ait de fixes & de périodiques que rien ne puisse abolir ni proroger, tellement qu'au jour marqué le peuple soit légitimement convoqué par la loi, sans qu'il soit besoin pour cela d'aucune autre convocation formelle.

Mais hors de ces affemblées juridiques par leur feule date, toute affemblée du Peuple qui n'aura pas été convoquée par les magistrats prépofés à cet effet & felon les formes prescrites doit être tenue pour illégitime & tout ce qui s'y fait pour nul; parce que l'ordre même de s'assemblees doit émaner de la

loi.

Quant aux retours plus ou moins fréquens des affemblées légitimes, ils dépendent de tant de considérations qu'on ne sauroit donner là dessus de regles précises. Seulement on peut dire en général que plus le Gouvernement a de force, plus le Souverain doit se montrer fréquemment.

Ceci me dira-t-on, peut-être bon pour une seule ville; mais que faire quand l'Etat en comprend plusieurs? Partagera-t-on l'au-torité Souveraine, ou bien doit on la concentrer dans une seule ville & assujetir tout le reste.

le reponds qu'on ne doit faire ni l'un ni l'autre. Premierement l'autorité fouveraine est simple & une, & l'on ne peut la diviser sans la détruire. En second lieu, une ville non plus qu'une Nation ne peut être légitimement sujette d'une autre, parce que l'essence du corps politique est dans l'accord de l'obé ssance & de la liberté, & que ces mots de sujet & de souverain sont des corrélations identiques dont l'idée se réunit sous le seul

mot de Citoyen.

JE REPONDS encore que c'est toujours un mal d'unir plusieurs villes en une seule cité, & que, voulant faire cette union, l'on ne doit pas se flater d'en éviter les inconveniens naturels. Il ne faut point objecter l'abus des grands Etats à celui qui n'en veut que de petits: mais comment donner aux petits Etats affez de force pour resister aux grands? Comme jadis les villes grecques résisterent au grand Roi, & comme plus récemment la Hollande & la Suisse ont resisté à la maifor d' Autriche.

Touterois si l'on ne peut réduire l'Etat à de justes bornes, il reste encore une resfource; c'est de n'y point souffrir de capita-le, de faire sièger le Gouvernement alternativement dans chaque ville, & d'y rassembler

aussi tour à-tour les Etats du pays.

PEUPLEZ également le territoire, étendez-y par tout les mêmes droits, portez-y par-tout l'abondance & la vie, c'est ainsi que l'Etat deviendra tout à la fois le plus fort & le mieux gouverné qu'il foit possible. Souvenez vous que les murs des villes ne se forment que du debris des maisons des champs. A chaque Palais que je vois élever dans la capitale, je crois voir mettre en mazures tout un pays.

#### CHAPITRE XIV.

#### Suite.

AL'INSTANT que le Peuple est légitimement assemblé en corps Souverain, toute jurisdiction du Gouvernement cesse, la puissance exécutive est suspendue, & la personne du dernier Citoyen est aussi facrée & inviolable que celle du premier Magistrat, parce qu'où se trouve le Réprésenté, il n'y a plus de Réprésentant. La plupart des tumultes qui s'éleverent à Rome dans les comices vinrent d'avoir ignoré ou négligé cette regle. Les Consuls alors n'étoient que les Présidens du Peuple, les Tribuns de simples Orateurs \*, le Sénat n'étoit rien du tout.

<sup>\*</sup> A-peu-près selon le sens qu'on donne à ce nom dans le parlement d'Angleterie. La ressemblance de ces emplois ent mis en conflit les Consuls & les

Ces intervalles de suspension où le Prince reconnoit ou doit reconnoitre un supérieur actuel, lui ont toujours été redoutables, & ces assemblées du peuple, qui sont l'égide du corps politique & le frein du Gouvernement, ont été de tous tems l'horreur des chefs: aussi n'èpargnent-ils jamais ni soins, ni objections, ni difficultés, ni promesses, pour en rebuter les Citoyens. Quand ceux-ci sont avares, lâches, pussillanimes, plus amoureux du repos que de la liberté, ils ne tiennent pas longtems contre les efforts redoublés du Gouvernement; c'est ainsi que la force résistante augmentant sans cesse, l'autorité Souveraine s'évanouit à la fin, & que la plupart des cités tombent & périssent avant le tems.

Mais entre l'autorité Souveraine & le Gouvernement arbitraire, il s'introduit quelquefois un pouvoir moyen dont il faut parler.

### 

### CHAPITRE XV.

## Des Députés ou Réprésentans.

Sitôr que le fervice public cesse d'être la principale affaire des Citoyens, & qu'ils aiment micux servir de leur bourse que de leur personne, l'Etat est déjà prés de sa ruine. Faut-il marcher au combat? ils payent des troupes & restent chez eux; faut.il aller au

Tribuns, quand même toute jurisdi**ation eut** été fuspendue. Confeil? ils nomment des Députes & restent chez eux. A force de paresse & d'argent ils ont enfin des soldats pour asservir la patrie &

des réprésentans pour la vendre.

C'est le tracas du commerce & des arts, c'est l'avide intérêt du gain, c'est la molesse & l'amour des comodités, qui changent les fervices personnels en argent. On cede une partie de son profit pour l'augmenter à son aise. Donnez de l'argent, & bientôt vous aurez des fers. Ce mot de finance est un mot d'esclave; il est inconnu dans la Cité Dans un Etat vraiment libre les citoyens font tout avec leurs bras & rien avec de l'argent: Loin de payer pour s'exempter de leurs devoirs, ils payeroient pour les remplir eux-mêmes, Je suis bien loin des idées communes; je crois les corvées moins contraires à la liberté que les taxes.

Mieux l'Etat est constitué, plus les affaires publiques l'emportent sur les privées dans l'esprit des Citoyens. Il y a même beaucoup moins d'affaires privées; parce que la somme du bonheur commun fournissant une portion plus considérable à celui de chaque individu, il lui en reste moins à chercher dans les soins particuliers. Dans une cité bien conduite chacun vole aux assemblées; sous un mauvais Gouvernement nul n'aime à faire un pas, pour s'y rendre; parce que nul ne prend intérêt à ce qui s'y fait, qu'on prévoit que la volonté générale n'y dominera pas, & qu'ensin les soins domestiques absorbent tout. Les

bonnes loix en font faire de meilleures, les mauvaises en amenent de pres. Sitôt que quelqu'un dit des affaires de l'Etat, que m'importe? on doit compter que l'Etat est perdu.

porte? on doit compter que l'Etat est perdu.
L'ATTIEDISSEMENT de l'amour de la patrie,
l'activité de l'intérêt privé, l'immensité des
Etats, les conquêtes. l'abus du Gouvernement
ont sait imaginer la voye des Députés ou Réprésentans du peuple dans les assemblées de
la Nation. C'est ce qu'en certains pays on
ose appeller le Tiers-Etat. Ainsi l'intérêt particulier de deux ordres est mis au premier &
au second rang, l'intérêt public n'est qu'au
troisieme.

La Souverainere ne peut être réprésentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée; elle consiste essenciellement dans la volonté générale, & la volonté ne se réprésente point: elle est la même, ou elle est autre; il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses réprésentans, ils ne sont que ses commissaires; ils ne peuvent rien conclurre définitivement. Toute loi que le Peuple en personne n'a pas ratisée est nulle; ce n'est point une loi. Le peuple Anglois pense être libre; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement, sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts momens de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde.

L'IDE'E des Réprésentants est moderne : elle nous vient du Gouvernement séodal, de cet inique & absurde Gouvernement dans les quel d'espece humaine est dégradée, & où le nom d'homme est en deshonneur. Dans les anciennes Républiques & même dans les monarchies, jamais le Peuple n'eut de Réprésentans; on ne connoissoit pas ce mot-là, Il est très singulier qu'à Rome où les Tribuns étoient si facrés on n'ait pas même imaginé qu'ils pussent usurper les fonctions du peuple, & qu'au milieu d'une si grande multitude, ils n'aient jamais tenté de passer de leur chef un seul Plebiscite. Qu'on juge cependant de l'embarras que causoit quelquesois la soule, par ce qui arriva du tems des Gracques, où une partie des Citoyens donnoit son suffrage de dessus les toits.

Où LE droit & la liberté sont toutes chofes, les inconvéniens ne sont rien. Chez ce sage peuple tout étoit mis à sa juste mésure: il laissoit saire à ses Licteurs ce que ses Tribuns n'eussent osé faire: il ne craignoit pas que ses Licteurs voulussent le réprésenter.

Pour expliquer cependant comment les Tribuns le réprésentoient quelquesois, il suffit de concevoir comment le Gouvernement réprésente le Souverain. La Loi n'étant que la déclaration de la volonté générale, il est clair que dans la puissance législative le Perple ne peut être réprésenté; mais il peut & doit l'être dans la puissance exécutive, qui n'est que la force appliquée à la Loi. Ceci fait voir qu'en examinant bien les choses on trouveroit que très peu de Nations ont des

loix. Quoi qu'il en foit, il est sûr que les Tribuns, n'ayant aucune partie du pouvoir exécutif, ne purent jamais réprésenter le Peuple romain par les droits de leurs charges, mais seulement en usurpant sur ceux du Sépat.

CHEZ les Grecs tout ce que le Peuple avoit à faire il le faisoit par lui-même; il étoit sans cesse assemblé sur la place. Il habitoit un climat doux, il n'étoit point avide, des esclaves faisoient ses travaux, sa grande affaire étoit sa liberté. N'ayant plus les mêmes avantages, comment conserver les mêmes droits? Vos climats plus durs vous donnent plus de besoins \*, six mois de l'année la place publique n'est pas tenable, vos langues sourdes ne peuvent se faire entendre en plein air, vous donnez plus à votre gain qu'à votre liberté, & vous craignez bien moins l'esclavage que la misere.

Quot! la liberté ne se maintient qu'à l'appui de la servitude? Peut-être. Les deux excès se touchent. Tout ce qui n'est point dans la nature a ses inconvéniens, & la société civile plus que tout le reste. Il y a telles positions malheureuses où l'on ne peut conserver sa liberté qu'aux dépends de celle d'autrui, & où le Citoyen ne peut être parfaitement libre que l'esclave ne soit extrêment esclave. Telle étoit la position de Spar-

<sup>\*</sup> Adopter dans les pays froids le luxe & la molesse des orientaux, c'est vouloir se donner leurs chaines; c'est s'y soumettre encore plus nécessairement qu'eux.

te. Pour vous, peuples modernes, vous n'avez point d'esclaves, mais vous l'êtes; vous payez leur liberté de la votre. Vous avez beau vanter cette préférence; j'y trouve plus

de lâcheté que d'humanité.

JE N'ENTENS point par tout cela qu'il faille avoir des esclaves ni que le droit d'esclavage soit légitime, puisque j'ai prouvé le contraire. Je dis seulement les raisons pourquoi les peuples modernes qui se croyent libres ont des Réprésentans, & pourquoi les peuples anciens n'en avoient pas. Quoi qu'il en soit, à l'instant qu'un Peuple se donné des Réprésentans, il n'est plus libre; il n'est plus.

Tour bien examiné, je ne vois pas qu'il foit désormais possible au Souverain de conferver parmi nous l'exercice de ses droits si la Cité n'est trés petite. Mais si elle est très petite elle sera subjuguée? Non. Je ferai voir ci-après comment on peut réunir la puissance extérieure d'un grand Peuple avec la police aisée & le bon ordre d'un petit

F.tat.

<sup>\*</sup> C'est ce que je m'étois proposé de faire dans la suite de cet ouvrage, lorsqu'en traitant des rélations externes j'en serois venu aux confédérations. Matiere toute neuve & où les principes sont encore à établir.

# \$

#### CHAPITRE XVI.

Que l'institution du Gouvernement n'est point un Contract.

L e pouvoir législatif une fois bien établi, il s'agit d'établir de même le pouvoir exécutif; car ce dernier, qui n'opere que par des actes particuliers, n'étant pas de l'essence de l'autre, en est naturellement séparé. S'il étoit possible que le Souverain, considéré comme tel, eut la puissance exécutive, le droit & le fait seroient tellement confondus qu'on ne fauroit plus ce qui est loi & ce qui ne l'est pas, & le corps politique ainsi dénaturé se-roit bien-tôt en proye à la violence contre laquelle il fut institué.

Les Citoyens étant tous égaux par le contract social, ce que tous doivent faire tous peuvent le prescrire, au lieu que nul n'a droit d'exiger qu'un autre fasse ce qu'il ne fait pas lui-même. Or c'est proprement ce droit, in-dispensable pour faire vivre & mouvoir le corps politique, que le Souverain donne au Prince en instituans le Gouvernement.

Prusteurs ont prétendu que l'acte de cet établissement étoit un contract entre le Peuple & les chefs qu'il se donne; contract par lequel on stipuloit entre les deux parties les conditions sous lesquelles l'une s'obligeoit à commander & l'autre à obéir. On conviendra, je m'assure, que voilà une étrange maniere de contracter! Mais voyons si cette o-

pinion est soutenable.

PREMIEREMENT, l'autorité suprême ne peut pas plus se modifier que s'aliéner, la limiter c'est la détruire. Il est absurde & contradictoire que le Souverain se donne un supérieur; s'obliger d'obéir à un maitre c'est se remettre en pleine liberté.

DE PLUS, il est évident que ce contract du peuple avec telles ou telles personnes seroit un acte particulier, D'où il suit que ce contract ne sauroit être une loi ni un acte de souveraineté, & que par conséquent il seroit il-

légitime.

On voit encore que les parties contractantes feroient entre elles fous la feule loi de nature & fans aucun garant de leurs engagemens réciproques, ce qui répugne de toutes manieres à l'état civil: Celui qui a la force en main étant toujours le maitre de l'exécution, autant vaudroit donner le nom de contract à l'acte d'un homme qui diroit à un autre; ,, je , vous donne tout mon bien , à condition que , vous m'en rendrez ce qu'il vous plaira'.

IL N'Y A qu'un contract dans l'Etat, c'est celui de l'association; & celui-là seul en exclud tout autre. On ne sauroit imaginer aucun Contract public, qui ne sut une violation

du premier.

# Снаритке XVII.

### De l'institution du Gouvernement.

ous quelle idée faut il donc concevoir l'acte par lequel le Gouvernement est institué? Je remarquerai d'abord que cet acte est complexe ou composé de deux autres, savoir l'établissement de la loi, & l'exécution de la loi.

Par le premier, le Souverain statue qu'il y aura un corps de Gouvernement établi sous telle ou telle forme; & il est clair que cet ac-

te est une loi.

Par le second, le Peuple nomme les chess qui seront chargés du Gouvernement établi, Or cette nomination étant un acte particulier n'est pas une seconde loi, mais seulement une suite de la premiere & une sonction du Gouvernement.

LA DIFFICULTE est d'entendre comment on peut avoir un acte de Gouvernement avant que le Gouvernement existe, & comment le Peuple; qui n'est que Souverain ou sujet, peut devenir Prince ou Magistrat dans certaines circonstances.

C'est encore ici que se découvre une de ces étonnantes propriétés du corps politique, par lesquelles il concilie des opérations contradictoires en apparence Car cellect se fait par une conversion subte de la Souverainetéen Démocratie; en sorte que, sans aucun changement sensible, & seulement par une nouvel-

le rélation de tous à tous, les Citoyens devenus Magistrats passent des actes généraux aux actes particuliers, & de la loi à l'exécution.

CE CHANGEMENT de rélation n'est point une subtilité de spéculation sans exemple dans la pratique: Il a lieu cous les jours dans le Parlement d'Angleterre, où la Chambre-basse en certaines occasions se tourne en grand Commité pour mieux discuter les affaires, & devient ainsi simple commission, de Cour Souveraine qu'elle étoit l'instant précedent; en telle sorte qu'elle se fait ensuite rapport à elle même comme chambre des Communes de ce qu'elle vient de regler en grand Commité, & délibere de nouveau sous un titre de ce quelle a déjà résolu sous un autre.

TEL est l'avantage propre au Gouvernement Démocratique de pouvoir être établi dans le fait par un simple acte de la volonté générale. Après quoi, ce Gouvernement provisionnel reste en possession si telle est la forme adoptée, ou établit au nom du Souverain le Gouvernement prescrit par la loi, & tout se trouve ainsi dans la regle. Il n'est pas possible d'instituer le Gouvernement d'aucune autre maniere légitime, & sans renoncer aux principes ci-de-

vant établis.

# CHAPITRE XVIII.

Moyen de prévenir les usurpations du Gouvernement.

DE CES éclaircissemens il résulte en confirmation du chapitre XVI, que l'acte qui institue le Gouvernement n'est point un contract mais une Loi, que les dépositaires de la puissance exécutive ne sont point les maitres du peuple mais ses officiers, qu'il peut les établir & les destituer quand il lui plait, qu'il n'est point question pour eux de contracter mais d'obéir, & qu'en se chargeant des sonctions que l'Etat leur impose ils ne sont que remplir leur devoir de Citoyens, sans avoir en aucune sorte le droit de disputer sur les conditions.

Quand donc il arrive que le Peuple institue un Gouvernement héréditaire, soit monarchique dans une famille, soit aristocratique dans un ordre de Citoyens, ce n'est point un engagement qu'il prend; c'est une forme provisionnelle qu'il donn à l'administration, jusqu'à ce qu'il lui plaise d'en ordonner autrement.

IL EST vrai que ces changemens sont toujours dangereux, & qu'il ne faut jamais toucher au Gouvernement établi que lors qu'il devient incompatible avec le bien public; mais cette circonspection est une maxime de politique & non pas une regle de droit, & l'Etat n'est pas plus tenu de laisser l'autorité civile à ses chefs, que l'autorité militaire à ses Généraux.

IL EST vrai encore qu'on ne sauroiten pareil cas observer avec trop de soin toutes les formalités requifes pour distinguer un acte régulier & légitime d'un tumulte séditieux, & la volonté de tout un peuple des clameurs d'une faction. C'est ici sur tout qu'il ne faut donner au cas odieux que ce qu'on ne peut lui refuser dans toute la rigueur du droit, & c'est aussi de cette obligation que le Prince tire un grand avantage pour conferver sa puissance malgré le peuple, sans qu'on puisse dire qu'il l'ait usurpée: Car en paroissant n'user que de ces droits il lui est fort aisé de les étendre, & d'empêcher fous le prétexte du repos public les affemblées destinées à rétablir le bon ordre; de forte qu'il se prévaut d'un silence qu'il empêche de rompre, ou des irrégularités qu'il fait commettre, pour supposer en sa faveur l'aveu de ceux que la crainte fait taire, & pour punir ceux qui osent parler. C'est ainsi que les Décemvirs ayant été d'abord élus pour un an, puis continués pour une autre année, tenterent de retenir à perpétuité leur pouvoir, en ne permettant plus aux comices d'assembler; & c'est par ce facile moyen que tous les gou-vernemens du monde, une sois revétus de la force publique, usurpent tôt ou tard l'autorité Souveraine.

Les affemblées périodiques dont j'ai parlé ci devant sont propres à prévenir ou différer ce malheur, sur tout quand elles n'ont pas besoin de convocation formelle: car alors le Prince ne sauroit les empêcher sans se déclarer ouvertement infracteur des loix & enne-

mi de l'Etat.

L'ouverture de ces assemblées qui n'ont pour objet que le maintien du traité focial, doit toujours fe faire par deux propositions qu'on ne puisse jamais supprimer, & qui passent separément par les suffrages.

LA PREMIERE; s'il plait au Souverain de con-

server la présente forme de Gouvernement.

LA SECONDE; s'il plait au Peuple d'en laisser l'administration à ceux qui en sont actuelle-

ment chargés.

JE SUPPOSE ici ce que je crois avoir démontré, favoir qu'il n'y a dans l'Etat aucune loi fondamentale qui ne fe puisse révoquer, non pas même le pacte focial; car si tous les Citoyens s'assembloient pour rompre ce pacte d'un commun accord, on ne peut douter qu'il pas sur l'actionne par rompre de l'actionne par l'actionne par rompre de l'actionne par il ne fut très-légitimement rompu. Grotius pense même que chacun peut renoncer à l'E-tat dont il est membre, & reprendre sa liberté naturelle & ses biens en sortant du pays \*. Or il seroit absurde que tous les Citoyens réunis ne pussent pas ce que peut séparément chacun d'eux.

Fin du Livre Troisieme.

<sup>\*</sup> Bien entendu qu'on ne quite pas pour éluder son devoir & se dispenser de servir la patrie au moment qu'elle a besoin de nous. La fuite alors setoit criminelle & punissable, ce ne seroit plus retraite. mais detertion.

# CONTRACT SOCIAL;

O U

## PRINCIPES

D U

## DROIT POLITIQUE.

### CHAPITRE I.

Que la volonté générale est indestructible.

Tant que plusieurs hommes réunis se considerent comme un seul corps, ils n'ont
qu'une seule volonté, qui se rapporte à la commune conservation, & au bien-être général.
Alors tous les ressorts de l'Etat sont vigoureux & simples, ses maximes sont claires &
lumineuses, il n'a point d'intérêts embrouillés, contradictoires, le bien commun se montre par tout avec évidence, & ne demande
que du bon sens pour être apperçu. La paix
l'union l'égalité sont ennemies des subtilités
politiques. Les hommes droits & simples sont
difficiles à tromper à cause de leur simplicité,

les leurres les prétextes rafinès ne leur en imposent point; ils ne sont pas même assez fins pour être dupes. Quand on voit chez le plus heureux peuple du monde des troupes de paysans regler les affaires de l'Etat sous un chêne & se conduire toujours sagement, peut-on s'empécher de mépriser les rafinemens des autres nations, qui se rendent illustres & misérables avec tant d'art & de misteres?

UN ETAT ainsi gouverné a besoin de très peu de Loix, & à mésure qu'il devient nécessaire d'en promulguer de nouvelles, cette nécessité se voit universellement. Le premier qui les propose ne fait que dire ce que tous ont déjà senti, & il n'est question ni de brigues ni d'éloquence pour faire passer en loi ce que chacun a déja résolu de faire, sitôt qu'il fera sur que les autres le feront comme lui.

CE qui trompe les raisonneurs c'est que ne voyant que des Etats mal constitués dès leur origine, ils sont frappés de l'impossibilité d'y maintenir une semblable police. Ils rient d'imaginer toutes les sotises qu'un sourbe adroit, un parleur insinuant pourroit persuader au peuple de Paris ou de Londres. Ils ne savent pas que Cromwel eut été mis aux sonnêtes par le peuple de Berne, & le Duc de Beaufort à la discipline par les Génevois.

Mais quand le nœud focial commence à fe relâcher & l'Etat à s'affoiblir; quand les intérêts particuliers commencent à fe faire fentir & les petites fociétés à influer fur la grande, l'intérêt commun s'altere & trouve des

opposans, l'unanimité ne regne plus dans les voix, la volonté générale n'est plus la volonté de tous, il s'éléve des contradictions des débats, & le meilleur avis ne passe point sans

disputes.

Enfin quand l'Etat près de sa ruine ne subfiste plus que par une forme illusoire & vaine, que le lien social est rompu dans tous les cœurs, que le plus vil intérêt se pare effrontément du nom sacré du bien public; alors la volonté générale devient muette, tous guidés par des morifs secrets n'opinent pas plus comme Citoyens que si l'Etat n'eut jamais existé, & l'on fait passer faussement sous le nom de Loix des décrets iniques qui n'ont pour but

que l'intérêt particulier.

S'ENSUIT-IL de-là que la volonté générale foit anéantie ou corrompue? Non, elle est toujours constante, inaltérable & pure; mais elle est subordonnée à d'autres qui l'emportent fur elle. Chacun, détachant son intérêt de l'intérêt commun, voit bien qu'il ne peut l'en séparer tout-à-fait, mais sa part du mal public ne lui paroit rien, auprès du bien exclusif qu'il prétend s'approprier. Ce bien particulier excepté, il veut le bien général pour son propre intérêt tout aussi fortement qu'aucun autre. Meme en vendant son suffrage à prix d'argent il n'éteint pas en lui la volonté générale, il l'élude. La faute qu'il commet est de changer l'état de la question & de répondre autre chose que ce qu'on lui demande: En sorte qu'au lieu de dire par son suffrage,

Il est avantageux à l'Etat, il dit, il est avantageux à tel homme ou à tel parti que tel ou tel avis passe. Ainsi la loi de l'ordre public dans les assemblées n'est pas tant d'y maintenir la volonté générale, que de faire qu'elle soit toujours interrogée & quelle réponde tou-

jours.

J'Aurois ici bien des réflexions à faire sur le simple droit de voter dans tout acte de souveraineté; droit que rien ne peut ôter aux Citoyens; & sur celui d'opiner, de proposer, de diviser, de discuter, que le Gouvernement à toujours grand soin de ne laisser qu'à

demanderoit un traite à part, & je ne puis tout dire dans celui ci.

### 

ses membres; mais cette importante matiere

### CHAPITRE II.

## Des Suffrages.

maniere dont se traittent les affaires générales peut donner un indice assez sûr de l'état actuel des mœurs, & de la santé du corps politique. Plus le concert regne dans les assemblées, c'est-à-dire plus les avis approchent de l'unanimité, plus aussi la volonté générale est dominante; mais les longs débats, les disfentions, le tumulte, annoncent l'ascendant des interêts particuliers & le déclin de l'Etat.

CECI paroit moins evident quand deux ou

plusieurs ordres entrent dans sa constitution, comme à Rome les Patriciens & les Plèbeyens, dont les querelles troublerent fouvent les comices, même dans les plus beaux tems de la République; mais cette exception est plus apparente que réelle; car alors par le vice inhérent au corps politique on a, pour ainsi dire, deux Etats en un; ce qui n'est pas vrai des deux ensemble est vrai de chacun séparément. Et en effet dans les tems mêmes les plus orageux les plébiscites du peuple, quand le Sénat ne s'en mêloit pas, passoier t toujours tranquillement & à la grande pluralité des suffrages: Les Citoyens n'ayant qu'un intérêt, le peuple n'avoit qu'une volonté. A L'AUTRE extrémité du cercle l'unanimité

revient. C'est quand les citoyens tombés dans la servitude n'ont plus ni liberté ni volonté. Alors la crainte & la flatterie changent en acclamations les suffrages; on ne délibere plus, on adore ou l'on maudit. Telle étoit la vile manière d'opiner du Sénat sous les Empereurs. Quelquefois cela se faisoit avec des précautions ridicules: Tacite observe que sous Othon les Sénateurs accablant Vitellius d'exécrations, affectoient de faire en même tems un bruit épouvantable, afin que, si par hazard il devenoit le maitre, il ne put savoir ce que chacun d'eux avoit dit.

De ces diverses considérations naissent les maximes fur lesquelles on doit regler la maniere de compter les voix & de comparer les avis, selon que la volonté générale est plus ou moins facile à connoitre, & l'Etat plus ou moins déclinant.

IL N'Y A qu'une feule loi qui par fa nature exige un confentement unanime. C'est le pacte focial: car l'association civile est l'acte du monde le plus volontaire; tout homme étant né libre & maitre de lui-même, nul ne peut, sous quelque prétexte que ce puisse être, l'assujetter sans son aveu. Décider que le fils d'une esclave nait esclave, c'est décider qu'il ne nait pas homme.

Si donc lors du pacte focial il s'y trouve des opposans, leur opposition n'invalide pas le contract, elle empêche seulement qu'ils n'y foient compris; ce sont des étrangers parmi les Citoyens. Quand l'Etat est institué le consentement est dans la résidence; habiter le territoire c'est se soumettre à la souverai-

neté \*.

Hors ce contract primitif, la voix du plus grand nombre oblige teujours tous les autres; c'est une suite du contract même. Mais on demande comment un homme peut être libre, & forcé de se conformer à des volontés qui ne sont pas les siennes. Comment les opposans sont-ils libres & soumis à des loix auxquelles ils n'ont pas consenti?

<sup>\*</sup> Ceci doit toujours s'entendre d'un Etat libre; car d'ailleurs la famille, les biens, le défaut d'azile, la néceffité, la violence, peuvent retenir un habitant dans le pays malgré lui, & alors son séjour seul ne suppose plus son consentement au contra ou à la violation du contra c.

LE REPONDS que la question est mal posée. Le Citoyen consent à toutes les loix, même à celles qu'on passe malgré lui, & même à celles qui le punissent quand il ose en violer quelqu'une. La volonté constante de tous les membres de l'Etat est la volonté générale; c'est par elle qu'ils sont citoyens & libres . Quand on propose une loi dans l'assemblée du Peuple, ce qu'on leur demande n'est pas précifément s'ils approuvent la proposition ou s'ils la rejettent, mais si elle est conforme ou non à la volonté générale qui est la leur; chacun en donnant son suffrage dit son avis làdeslus, & du calcul des voix se tire la déclaration de la volonté générale. Quand donc l'avis contraire au mien l'emporte, cela ne prouve autre chose sinon que je m'étois trompé, & que ce que j'estimois être la volonté générale ne l'étoit pas. Si mon avis particulier l'eut emporté, j'aurois fait autre chose que ce que j'avois voulu, c'est alors que je n'aurois pas été libre.

CECI supposé, il est vrai, que tous les caracteres de la volonté générale sont encore dans la pluralité: quand ils cessent d'y être, quelque parti qu'on prenne il n'y a plus de

liberté.

<sup>\*</sup> A Genes on lit au devant des prisons & sur les fers des galériens ce mot Libertas. Cette application de la devise est belle & juste. En effet il n'y a que les malfaireurs de tous états qui empêchent le Citoyen d'être libre. Dans un pays où tous ces gens-là seroient aux Galeres, on jouitoit de la plus pare faite liberté.

EN MONTRANT ci-devant comment on fubstituoit des volontés particulieres à la volonté générale dans les délibérations publiques. j'ai suffisamment indiqué les moyens praticables de prévénir cet abus; j'en parlerar encore ci-après. A l'égard du nombre proportionnel des suffrages pour déclarer cette volonté, j'ai aussi donné les princepes sur lesquels on peut le déterminer. La difference d'une feule voix rompt l'égalité, un feul opposant rompt l'unanimité; mais entre l'unanimité & l'égalité il y a plusieurs partages iné-gaux, à chacun desquels on peut fixer ce nombre selon l'état & les besoins du corps

politique.

DEUX maximes générales peuvent servir à regler ces rapports: l'une, que plus les déli-bérations sont importantes & graves, plus l'avis qui l'emporte doit approcher de l'unanimité: l'autre, que plus l'affaire agitée exige de célérité, plus on doit resserrer la différence prescrite dans le partage des avis; dans les délibérations qu'il faut terminer sur le champ l'excédent d'une seule voix doit suffire. La premiere de ces maximes paroit plus convenable aux loix, & la feconde aux affaires. Quoiqu'il en foit, c'est sur leur combinaison que s'établissent les meilleurs rapports qu'on peut donner à la pluralité pour prononcer.

### 6:00:0:00:00:00:00:00:00:0:0:0:0

### CHAPITRE III.

### Des Elections.

A L'EGARD des élections du Prince & des Magistrats, qui sont, comme je l'ai dir, des actes complexes, il y a deux voyes pour y proceder; savoir, le choix & le sort. L'une & l'autre ont été employées en diverses Republiques, & l'on voit encore actuellement un melange très compliqué des deux dans l'élection du Doge de Venise.

Le fuffrage par le sort, dit Montesquieu, est de la nature de la Démocratie. J'en conviens, mais comment cela? Le sort, continue-t-il, est une façon d'élire qui n'afflige personne; il laisse à chaque Citoyen une espérance raisonnable de servir la patrie. Ce ne sont

pas-là des raisons.

SI L'ON fait attention que l'élection des chefs est une fonction du Gouvernement & non de la Souveraineté, on verra pourquoi la voye du sort est plus dans la nature de la Démocratie, où l'administration est d'autant meilleure que les actes en sont moins multipliés.

Dans toute véritable Démocratie la magistrature n'est pas un avantage mais une charge onéreuse, qu'on ne peut justement imposer à un particulier plutôt qu'à un autre. La loi seule peut imposer cette charge à celui sur qui le sort tombera. Car alors la condi-

K 2

tion étant égale pour tous, & le choix ne dépendant d'aucune volonté humaine, il n'y a point d'application particuliere qui altere l'univerfalité de la loi.

Dans l'Aristocratie le Prince choisit le Prince, le Gouvernement se conserve par luimême, & c'est là que les suffrages sont bien

placés.

L'exemple de l'élection du Doge de Venise confirme cette distinction loin de la détruire; Cette forme mêlée convient dans un Gouvernement mixte. Car c'est une erreur de prendre le Gouvernement de Venise pour une véritable Aristocratie. Si le Peuple n'y a nulle part au Gouvernement, la noblesse v est peuple elle-même. Une multitude de pauvres Barnabotes n'approcha jamais d'aucune magistrature. & n'a de sa noblesse que le vain titre d'Excellence & le droit d'affister au grand Conseil. Ce grand Conseil étant aussi nombreux que notre Conseil général à Genéve, ses illustres membres n'ont pas plus de privileges que nos fimples Citovens. Il est certain qu'ôtant l'extrême disparité des deux Républiques, la bourgeoisse de Genève représente exactement le Patriciat Vénitien, nos natifs & habitans représentent les Citadins & le peuple de Venise, nos paysans représentent les sujets de terre-ferme: enfin de quelque maniere que l'on considere cette République, abstraction faite de sa grandeur. fon Gouvernement n'est pas plus aristocratique que le notre. Toute la différence est que n'ayant aucun chefà vie, nous n'avons

pas le même besoin du fort.

Les élections par fort auroient peu d'inconvénient dans une véritable Démocratie où tout étant égal, aussi bien par les mœurs & par les talens que par les maximes & par la fortune, le choix deviendroit presque indifférent. Mais j'ai déjà dit qu'il n'y avoit point de véritable Démocratie.

Ouand le choix & le fort se trouvent mêlés, le premier doit remplir les places qui demandent des talens propres, telles que les emplois militaires, l'autre convient à celles où suffisent le bon-sens, la justice, l'intégrité, telles que les charges de judicature; parce que dans un état bien constitué ces qualités sont communes à tous les Citoyens,

LE SORT ni les suffrages n'ont aucun lieu dans le Gouvernement monarchique. Le Monarque étant de droit seul Prince & Ma-gistrat unique, le choix de ses lieutenans n'appartient qu'à lui. Quand l'Abbe de St. Pierre proposoit de multiplier les Conseils du Roi de France & d'en élire les membres par Scrutin, il ne voyoit pas qu'il proposoit de

changer la forme du Gouvernement.

L ME resteroit à parler de la maniere de donner & de recueillir les voix dans l'assemblée du peuple; mais peut être l'historique de la police Romaine à cet égard explique. ra-t-il plus sensiblement toutes les maximes que je pourrois établir. Il n'est pas indigne d'un lecteur judicieux de voir un peu en détail comment se traittoient les affaires publiques & particulieres dans un Conseil de deuxcent mille hommes.

### CHAPITRE IV.

### Des Comices romains.

Nous n'avons nuls monumens bien affurès des premiers tems de Rome; il y a même grande apparence que la plupart des chofes qu'on en débite sont des fables \*; & en général la partie la plus instructive des annales des peuples, qui est l'histoire de leur établissement, est celle qui nous manque le plus. L'expérience nous apprend tous les jours de quelles causes naissent les révolutions des empires; mais comme il ne se forme plus de peuples, nous n'avons gueres que des conjectures pour expliquer comment ils se sont formés.

Les usages qu'on trouve établis attestent au moins qu'il y cut une origine à ces usages. Des traditions qui remontent à ces origines, celles qu'appuyent les plus grandes autorités & que de plus fortes raisons confirment doivent passer pour les plus certaines. Voilà les maximes que j'ai tâché de suivre

<sup>\*</sup> Le nom de Rome qu'on prétend venir de Romulus est Grec, & signifie Force; le nom de Numa est grec aussi, & signifie Loi. Quelle apparence que les deux premiers Rois de cette ville aient porté d'avance des noms si bien relatifs à ce qu'ils ont fait?

en recherchant comment le plus libre & le plus puissant peuple de la terre exerceoit son

pouvoir suprême.

Apre's la fondation de Rome la République naissante, c'est-à dire, l'armée du fondateur, composée d'Albains, de Sabins, & d'étrangers, su divisée en trois classes, qui de cette division prirent le nom de Tribus. Chacune de ces Tribus su su subdivisée en dix Curies, & chaque Curie en Décuries, à la tête desquelles on mit des chess appellés Curions & Décurions.

OUTRE cela on tira de chaque Tribu un corps de cent Cavaliers ou Chevaliers, appellé Centurie: par où l'on voit que ces divisions, peu nécessaires dans un bourg, n'étoient d'abord que militaires. Mais il semble qu'un instinct de grandeur portoit la petite ville de Rome à se donner d'avance une police convenable à la capitale du monde.

De ce premier partage resulta bientôt un inconvénient. C'est que la Tribu des Albains (a) & celle des Sabins (b) restant toujours au même état, tandis qué celle des étrangers (c) croissoit sans cesse par le concours perpétuel de ceux-ci, cette derniere ne tarda pas à surpasser les deux autres. Le remede que Servius trouva à ce dangereux abus sur de changer la division, & à celle des races, qu'il abolit, d'en substituer une

150,000

<sup>(</sup>a) Ramnenses.

<sup>(</sup>c) Luceres.

autre tirée des lieux de la ville occupés par chaque Tribu. Au lieu de trois Tribus il en fit quatre; chacune desquelles occupoit une des collines de Rome & emportoit le nom. Ainsi remédians à l'inégalité présente il la prévint encore pour l'avenir, & afin que cette division ne sut pas seulement de lieux mais d'hommes, il défendit aux habitans d'un quartier de passer dans un autre, ce qui empêcha les races de se confondre.

IL DOUBLA aussi les trois anciennes centuries de Cavalerie & y en ajouta douze autres, mais toujours sous les anciens noms; moyen simple & judicieux par lequel il acheva de distinguer le corps des Chevaliers de celui du Peuple, sans faire murmurer ce

dernier.

A ces quatre Tribus urbaines Servius en ajouta quinze autres appellées Tribus rustiques, parce qu'elles étoient formées des habitans de la compagne, portagés en autant de cantons. Dans la suite on en sit autant de nouvelles, & le Peuple romain se trouva enfin divisé en trente cinq Tribus; nombre auquel elles resterent sixées jusqu'à la fin de la République.

De cette distinction des Tribus de la Ville & des Tribus de la campagne resulta un effet digne d'être observé, parce qu'il n'y en a point d'autre exemple, & que Rome lui dût à la fois la conservation de ses mœurs & l'accroissement de son empire. On croiroit que les Tribus urbaines s'arrogerent bientôt la puissance & les honneurs, & ne tarderent pas d'avilir les Tribus rustiques; ce sut tout le contraire. On connoit le goût des premiers Romains pour la vie champêtre. Ce goût leur venoit du sage instituteur qui unit à la liberté les travaux rustiques & militaires, & reléga pour ainsi dire à la ville les arts, les métiers, l'intrigue, la fortune &

l'esclavage.

Ainsi tout ce que Rome avoit d'illustre vivant aux champs & cultivant les terres on s'accoutuma à ne chercher que là les soutiens de la République. Cet état étant celui des plus dignes Patriciens fut honoré de tout le monde : la vie simple & laborieuse des Villageois fut préférée à la vie oisive, & lâche des Bourgeois de Rome, & tel n'eût été qu'un malheureux prolétaire à la ville, qui, laboureur aux champs, devint un Citoyen respecté. Ce n'est pas sans raison. disoit Varron, que nos magnanimes ancêtres, établirent au Village la pépiniere de ces robustes & vaillans hommes qui les défendoient en tems de guerre & les nourrissoient en tems de paix. Pline dit positivement que les Tribus des champs étoient honorées à cause des hommes qui les composoient; au lieu qu'on transferoit par ignominie dans celles de la Ville les lâches qu'on vouloit avilir. Le Sabin Appius Claudius étant venu s'établir à Rome y fut comblé d'honneurs & inscrit dans une Tribu rustique qui prit dans la suite le nom de sa famille. Enfin les affran-

chis entroient tous dans les Tribus urbaines. jamais dans les rurales; & il n'y apas durant toute la République un seul exemple d'aucun de ces affranchis parvenu à aucune magistrature, quoique devenu Citoyen.

CETTE maxime étoit excellente; mais elle fut poussée ti loin, qu'il en resulta enfin un changement & certainement un abus dans

la police.

PREMIEREMENT, les Censeurs, après s'être arrogés longtems le droit de transférer arbitrairement les citoyens d'une Tribu à l'autre, permirent à la plupart de se faire inscrire dans celle qu'il leur plaisoit; permission qui sûrement n'étoit bonne a rien, & ôtoit un des grands ressorts de la censure. De plus, les Grands & les puissans se faisant tous inscrire dans les Tribus de la campagne & les affranchis devenus Citoyens restant avec la populace dans celles de la ville, les Tribus en général n'eurent plus de lieu ni de territoire; mais toutes se trouverent tellement mêlées qu'on ne pouvoit plus discerner les membres de chacune que par les registres, en sorte que l'idée du mot Tribu passa ainsi du réel au personnel, ou plutôt, devint presque une chimere.

IL ARRIVA encore que les Tribus de la ville, étant plus à portée, se trouverent souvent les plus sortes dans les comices, & vendirent l'Etat à ceux qui daignoient acheter les suffrages de la capaille qui les compo-

foir.

A L'ÉGARD des Curies, l'instituteur en ayant fait dix en chaque Tribu, tout le peuple romain alors renfermé dans les murs de la ville se trouva composé de trente Curies, dont chacune avoit ses Temples, ses Dieux, ses Officiers, ses Prêtres, & ses Fêtes appellées compitalia, semblables aux Paganalia qu'eurent dans la suite les Tribus rustiques.

AU NOUVEAU partage de Servius ce nombre de trente ne pouvant se répartir également dans ses quatre Tribus, il n'y voulut point toucher, & les Curies indépendantes des Tribus devinrent une autre division des habitans de Rome: Mais il ne sut point question de Curies ni dans les Tribus rustiques ni dans le peuple qui les composoit, parce que les Tribus étant devenues un établissement purement civil, & une autre police ayant été introduite pour la levée des troupes, les divisions militaires de Romulus se trouverent superflues. Ainsi, quoique tout Citoyen sut inscrit dans une Tribu, il s'en falloit beaucoup que chacun ne le sut dans une Curie.

Servius fit encore une troisieme divifion qui n'avoit aucun rapport aux deux précédentes, & devint par ses effets la plus importante de toutes. Il distribua tout le peuple romain en six classes, qu'il ne distinga ni par le lieu ni par les hommes, mais par les biens: En sorte que les premieres classes étoient remplies par les riches, les dernieres par les pauvres, & les moyennes par ceux qui jouissoient d'une fortune médiocre. Ces six classes étoient subdivisées en 193 autres corps appellés centuries, & ces corps étoient tellement distribués que la premiere Classe en comprenoit seule plus de la moitié; & la derniere n'en formoit qu'un scul. Il se trouva ainsi que la Classe la moins nombreuse en hommes l'étoit le plus en centuries, & que la derniere classe entiere n'étoit comptée que pour une subdivission, bien qu'elle contint seule plus de la moitié des habitans de Rome.

AFIN que le peuple penétrât moins les conféquences de cette derniere forme, Servius affecta de lui donner un air militaire: il infera dans la feconde classe deux centuries d'armuriers, & deux d'instrumens de guerre dans la quatrieme: Dans chaque Classe, excepté la derniere, il distinga les jeunes & les vieux, c'est à-dire ceux qui étoient obligés de porter les armes, & ceux que leur âge en exemptoit par les loix; distinction qui plus que celle des biens produisit la nécessité de recommercer souvent le cens ou denombrement: Ensin il voulut que l'assemblée se tint au champ de Mars, & que tous ceux qui étoient en âge de servir y vinssent avec leurs armes.

LA RAISON pour laquelle il ne fuivit pas dars la derniere classe cette même division des jeunes & des vieux, c'est qu'on n'accordoit point à la populace dont elle étoit composée l'honneur de porter les armes pour la patrie; il falloit avoir des soyers pour obtenir le droit de les désendre, & de ces innombrables trou-

pes de gueux dont brillent aujourd'hui les armées des Rois, il n'y en a pas un, peutêtre, qui n'eut été chasse avec dédain d'une cohorte romaine, quand les soldats étoient les désenseurs de la liberté.

On distinga pourtant encore dans la derniere classe les prolétaires de ceux qu'on appelloit capite censi. Les premiers, non tout à fait réduits à rien, donnoient au moins des Citoyens à l'Etat, quelquesois même des soldats dans les besoins pressans. Pour ceux qui n'avoient rien du tout & qu'on ne pouvoit dénombrer que par leurs têtes, ils étoient tout à fait regardés comme nuls, & Marius

fut le premier qui daigna les enroller.

Sans décider ici si ce troisseme denombrement étoit bon ou mauvais en lui-même, je crois pouvoir affirmer qu'il n'y avoit que les mœurs simples des premiers Romains, leur désintéressement, leur goût pour l'agriculture, leur mépris pour le commerce & pour l'ardeur du gain, qui pussent le rendre praticable. Où est le peuple moderne chez lequel la dévorante avidité, l'esprit inquiet, l'intrigue, les déplacemens continuels, les perpétuelles révolutions des fortunes pussent laisser durer vingt ans un pareil établissement sans bouleverser tout l'Etat? Il faut même bien remarquer que les mœurs & la censure plus sortes que cette institution en corrigerent le vice à Rome, & que tel riche se vit rélegué dans la classe des pauvres, pour avoir trop étalé sa richesse.

DE rour ceci l'on peut comprendre aisément pourquoi il n'est presque jamais fait mention que de cinq classes, quoiqu'il y en eut réellement six. La fixieme, ne sournissant ni soldats à l'armée ni votans au champ de Mars \* & n'étant presque d'aucun usage dans la République, étoit rarement comptée pour

quelque chose.

Telles furent les différentes divisions du peuple Romain. Voyons à présent l'effet qu'elles produssoient dans les assemblées. Ces asfemblées légitimement convoquées s'appelloient Comices; elles se tenoient ordinairement dans la place de Rome ou au champ de Mars, & fe distinguoient en comices par Curies, Comices par Centuries, & Comices par Tribus, felon celle de ces trois formes sur laquelle elles étoient ordonnées: les comices par Curies étoient de l'institution de Romulus, ceux par Centuries de Servius, ceux par Tribus des Tribuns du peuple. Aucune loi ne recevoit la fanction, aucun magistrat n'étoit élu que dans les Comices, & comme il n'y avoit aucun Ciroven qui ne fut inscrit dans une Curie, dans une Centurie, ou dans une Tribu, il s'ensuit qu'aucun Citoyen n'étoit exclud du droit de suffrage, & que le Peuple Romain

<sup>&</sup>quot;Je dis, au champ de Mars, parce que c'étoit là que s'assembloient les Comices par centresies; dans les deux autres formes le peuple s'assembloit au somm ou ailleurs, & alors les Capre consavoient autant d'influence & d'autorité que les premiers Citoyens.

étoit véritablement Souverain de droit & de fait.

Pour que les Comices fussent légitimement assemblés & que ce qui s'y faisoit eut force de loi il fatloit trois conditions: la premiere que le corps ou le Magistrat qui les convoquoit fut revêtu pour cela de l'autorité nécessaire; la seconde que l'assemblée se fit un des jours permis par la loi; la troisseme que les augures sussent favorables.

La raison du premier reglement n'a pas besoin d'être expliquée. Le second est une affaire de police; ainsi il n'étoit pas permis de tenir les Comices les jours de férie & de marché, où les gens de la campagne venant à Rome pour leurs affaires n'avoient pas le tems de passer la journée dans la place publique. Par le troisieme le Sénat tenoit en bride un peuple sier & remuant, & tempéroit à propos l'ardeur des Tribuns séditieux; mais ceux-ci trouverent plus d'un moyen de se délivrer de cette gêne.

Les Lotx & l'électien des chefs n'étoient pas les feuls points foumis au jugement des Comices: Le peuple romain ayant usurpé les plus importantes fonctions du Gouvernement, on peut dire que le fort de l'Europe étoit réglé dans ses assemblées. Cette variété d'objets donnoit lieu aux diverses formes que prenoient ces assemblées selon les matieres sur lesquelles il avoit à prononcer.

Pour juger de ces diverses formes il suffit de les comparer. Romulus en instituant les

Curies avoit en vue de contenir le Sénat par le peuple & le Peuple par le Sénat, en dominant également sur tous. Il donna doné au peuple par cette forme toute l'aurorité du nombre pour balancer celle de la puissance & des richesses qu'il laissoit aux Patriciens. Mais felon l'esprit de la Monarchie, il laissa cependant plus d'avantage aux Patriciens par l'influence de leurs Cliens fur la pluralité des fuffrages. Cette admirable inflitution des Patrons & des Cliens fut un chef-d'œuvre de politique & d'humanité, fans lequel le Patriciat, si contraire à l'esprit de la République, n'eut pu fubfister. Rome seule a eu l'honneur de donner au monde ce bel exemple, duquel il ne réfulta jamais d'abus, & qui pourtant n'a jamais été suivi.

Cette même forme des Curies ayant subfisté sous les Rois jusqu'à Servius, & le regne du dernier Tarquin n'étant point compté pour légitime, cela fit distinguer généralement les loix royales par le nom de leges cu-

riate.

Sous la République les Curies, toujours bornées aux quatre Tribus urbaines, & ne contenant plus que la populace de Rome, ne pouvoient convenir ni au Sénat qui étoit à la tête des Patriciens, ni aux Tribuns qui, quoique Plébeyens, étoient à la tête des Citoyens aisés. Elles tomberent donc dans le discrédit, & leur avilissement fut tel, que leurs trente Licteurs assemblés faisoient ce que les comices par Curies auroient dû faire.

La division par Centuries étoit si favorable à l'Aristocratie; qu'on ne voit pas d'abord comment le Sénat ne l'emportoit pas toujours dans les Comices qui portoient ce nom, & par lesquels étoient élus les Consuls, les Cenfeurs, & les autres Magistrats curules. En effet des cent quatre vingt treize centuries qui formoient les six Classes de tout le Peuple romain, la premiere Classe en comprenant quatre vingt dix huit, & les voix ne se comptant que par Centuries, cette seule premiere Classe l'emportoit en nombre de voix sur fur toutes les autres. Quand toutes ces Centuries étoient d'accord on ne continuoit pas même à recueillir les suffrages; ce qu'avoit décidé le plus petit nombre passoit pour une décision de la multitude, & l'on peut dire que dans les Comices par Centuries les affaires se regloient à la pluralité des écus bien plus qu'à celle des voix.

Mais cette extrême autorité se tempéroit par deux moyens. Premierement les Tribuns pour l'ordinaire, & toujours un grand nombre de Plébeyens, étant dans la Classe des riches balançoient le crédit des Patriciens dans

cette première classe.

Le second moyen consistoit en ceci, qu'au lieu de faire d'abord voter les Centuries selon leur ordre, ce qui auroit toujours fait commencer par la premiere, on en tiroit une au sort, & celle-là \* procédoit seule à l'élection;

Cette centutie ainsi tirée au fort s'appelloit prarégativa, à cause qu'elle étoit la première à qui l'on

après quoi toutes les Centuries appellées un autre jour felon leur rang répétoient la même élection & la confirmoit ordinairement. On ótoit ainfi l'autorité de l'exemple au rang pour la donner au fort felon le principe de la Démocratie.

IL RESULTOIT de cet usage un autre avantage encore; c'est que les Citoyens de la campagne avoient le tems entre les deux élections de s'informer du mérite du Candidat provisionellement nommé, afin de ne donner leur voix qu'avec connoissance de cause. Mais sous prétexte de célérité l'on vint à bout d'abolir cet usage, & les deux élections se firent

le même jour.

Les Comices par Tribus étoient proprement le Confeil du peuple romain. Ils ne se convoquoient que par les Tribuns; les Tribuns y étoient élus & y passoient leurs plébiscites. Non seulement le Sénat n'y avoit point de rang, il n'avoit pas même le droit d'y assister, & forcés d'obéir à des loix sur lesquelles ils n'avoient pû voter, les Sénateurs à cet égard étoient moins libres que les derniers Citoyens. Cette injustice étoit toutà-fait mal entendue, & suffisoit seule pour invalider les décrets d'un corps où tous ses membres n'étoient pas admis. Quand tous les Patriciens eussent assisté à ces Comices selon le droit qu'ils en avoient comme Citoyens, devenus alors simples particuliers ils n'eussent

demandoit son suffrage, & c'est delà qu'est venu le mot de piérogative,

guere influé fur une forme de fuffrages qui se recueilloient par tête, & où le moindre prolétaire pouvoit autant que le Prince du Sénat. On voir donc qu'outre l'ordre qui résultoit

On voir donc qu'outre l'ordre qui réfultoit de ces diverses distributions pour le recueillement des suffrages d'un si grand Peuple, ces distributions ne se réduissoient pas à des formes indisférentes en elles mêmes, mais que chacune avoit des effets rélatifs aux vues

qui la faisoient préférer.

Sans entrer la dessus en de plus longs détails, il résulte des éclaircissemens précédens que les Comices par Tribus étoient les plus favorables au Gouvernement populaire, & les Comices par Centuries à l'Aristocratie. A l'égard des Comices par Curies où la seule populace de Rome formoit la pluralité, comme ils n'étoient bons qu'à favoriser la tyrannie & les mauvais desseins, ils durent tomber dans le décri, les séditieux eux-mêmes s'abstenant d'un moyen qui mettoit trop à découvert leurs projets. Il est certain que toute la majesté du Peuple Romain ne se trouvoit que dans les Comices par Centuries, qui seuls étoient complets; attendu que dans les Comices par Curies manquoient les Tribus rustiques, & dans les Comices par Tribus le Sénat & les Patriciens.

Quant à la maniere de recueillir les suffrages, elle étoit chez les premiers Romains aussi fimple que leurs mœurs, quoique moins simple encore qu'à Sparte. Chacun donnoit son suffrage à haute voix, un Greffier les é-

crivoit à mésure; pluralité de voix dans chaque Tribu déterminoit le suffrage de la Tribu, pluralité de voix entre les Tribus déterminoit le suffrage du peuple, & ainsi des Curies & des Centuries. Cet usage étoit bon tant que l'honnêteté régnoit entre les Citoyens & que chacun avoit honte de donner publiquement son suffrage à un avis injuste ou à un sujet indigne; mais quand le peuple se corrompit & qu'on achetta les voix, il convint qu'elles se donnassent en secret pour contenir les acheteurs par la désiance, & sour-nir aux fripons le moyen de n'être pas des traitres.

JE SAIS que Ciceron blâme ce changement & lui attribue en partie la ruine de la République. Mais quoi que je sente le poids que doit avoir ici l'autorité de Ciceron, je ne puis être de son avis. Je pense, au contraire, que pour n'avoir pas fait assez de changemens semblables on accéléra la perte de l'Etat. Comme le régime des gens sains n'est pas propre aux malades, il ne faut pas vouloir gouverner un peuple corrompu par les mêmes loix qui conviennent à un bon peuple. Rien ne prouve mieux cette maxime que la durée de la République de Venise. dont le simulacre existe encore, uniquement parce que ses loix ne conviennent qu'à de méchans hommes.

On DISTRIBUA donc aux Citoyens des tabletes par lesquelles chacun pouvoit voter sans qu'on sut quel étoit son avis. On établit aussi de nouvelles formalités pour le recueillement des tablettes, le compte des voix, la comparaison des nombres &c. Ce qui n'empêcha pas que la fidélité des Officiers chargés de ces fonctions \* ne fut souvent suspectée. On fit ensin, pour empecher la brigue & le trasic des suffrages, des Edits dont la multitude montre l'inutilité.

Vers les derniers tems, on étoit fouvent contraint de recourir à des expédiens extraordinaires pour suppléer à l'insuffisance des loix. Tantôt on supposoit des prodiges; mais ce moyen qui pouvoit en imposer au peuple n'en imposoit pas à ceux qui le gouvernoient; tantôt on convoquoit brusquement une assemblée avant que les Candidats eussent eu le tems de faire leurs brigues; tantôt on consumoit toute une séance à parler quand on voyoit le peuple gagné prêt à prendre un mauvais parti: Mais ensin l'ambition éluda tout; & ce qu'il y a d'incroyable, c'est qu'au milieu de tant d'abus, ce peuple immense, à la faveur de ses anciens réglemens, ne laissoit pas d'élire les Magistrats, de passer les loix, de juger les causes, d'expédier les affaires particulieres & publiques, presque avec autant de facilité qu'eut pu faire le Sénat lui-même.

<sup>\*</sup> Custodes, Diribitores, Rogatores suffragiorum.

### 60.000.00.000.000.0000000000

#### CHAPITRE V.

#### Du Tribunat.

QUAND on ne peut établir une exacte proportion entre les parties conflitutives de l'Etat, ou que des causes indestructibles en alterent sans cesse les rapports, alors on institue une magistrature particuliere qui ne fait point corps avec les autres, qui replace chaque terme dans son vrai rapport, & qui fait une liaison ou un moyen terme soit entre le Prince & le Peuple, soit entre le Prince & le Souverain, soit à la fois des deux côtés, s'il est nécessaire.

CE CORPS, que j'appellerai Tribunat, est le conservateur des loix & du pouvoir législatif. Il sert quelquesois à protéger le Souverain contre le Gouvernement, comme s'aisoient à Rome les Tribuns du peuple, quelquesois à soutenir le Gouvernement contre le Peuple, comme sait maintenant à Venise le conseil des Dix, & quelquesois à maintenir l'équilibre de part & d'autre, comme saisoient les Ephores à Sparte.

LE TRIBUNAT n'est point une partie confitutive de la Cité, & ne doit avoir aucune portion de la puissance légissative ni de l'exécutive, mais c'est en cela même que la sienne est plus grande: car ne pouvant rien faire il peut tout empêcher. Il est plus sacré & plus révéré comme désenseur des loix, que le Prince qui les exécute & que le Souverain qui les donne. C'est ce qu'on vit bien clairement à Rome quand ces fiérs Patriciens, qui mépriserent toujours le peuple entier, furent forcés de siéchir devant un simple officier du peuple, qui n'avoit ni auspices ni jurisdiction.

LE TRIBUNAT sagement tempéré est le plus ferme appui d'une bonne constitution; mais pour peu de force qu'il ait de trop il renverse tout: A l'égard de la foiblesse, elle n'est pas dans sa nature, & pourvu qu'il soit quelque chose, il n'est jamais moins qu'il ne faut.

IL DEGENERE en tyrannie quand il usurpe la puissance exécutive dont il n'est que le modérateur, & qu'il veut dispenser les loix qu'il ne doit que protéger. L'énorme pouvoir des Ephores qui sut sans danger tant que Sparte conserva ses mœurs, en accéléra la corruption commencée. Le fang d'Agis égorgé par ces tyrans fut vengé par son suc-cesseur: le crime & le châtiment des Ephores hâterent également la perte de la République, & après Cléomene Sparte ne fut plus rien. Rome périt encore par la même vove, & le pouvoir excessif des Tribuns usurpé par degrés servit enfin, à l'aide des loix faites pour la liberté, de sauvegarde aux Empereurs qui la détruissrent. Quant au Confeil des Dix à Venise; c'est un Tribunal de fang, horrible également aux Patriciens & au Peuple, & qui, loin de protéger haute-ment les loix, ne sert plus, après leur avi-L 4

lissement, qu'à porter dans les ténebres des

coups qu'on n'ose appercevoir.

LE TRIBUNAT s'affoiblit comme le Gouvernement par la multiplication de ses membres. Quand les Tribuns du peuple romain, d'abord au nombre de deux, puis de cinq, voulurent doubler ce nombre, le Sénat les laissa faire, bien sûr de contenir les uns par les autres; ce qui ne manqua pas d'arriver.

LE MEILLEUR moven de prevenir les usurpations d'un firedoutable corps, moyen dont nul Gouvernement ne s'est avisé jusqu'ici, seroit de ne pas rendre ce corps permanent, mais de regler des intervalles durant lesquels il resteroit supprimé. Ces intervalles qui ne doivent pas être assez grands pour laisser aux abus le tems de s'affermir, peuvent être fixés par la loi, de maniere qu'il soit aisé de les abréger au besoin par des commissions extraordinaires.

CE MOYEN me paroit sans inconvénient, parce que, comme je l'ai dit, le Tribunat ne faisant point partie de la constitution peut être ôté sans qu'elle en souffre; & il me paroit efficace, parce qu'un magistrat nouvellement rétabli ne part point du pouvoir qu'avoit son prédecesseur, mais de celui que la

loi lui donne.

### 

#### CHAPITRE VI.

#### De la Dictature.

L'INFLEXIBILITE des loix, qui les empêche de se plier aux événemens, peut encertains cas les rendre pernicieuses, & causer par elles la perte de l'Etat dans sa crise. L'ordre & la lenteur des formes demandent un espace de tems que les circonstances refusent quelquesois. Il peut se présenter mille cas auxquels le Législateur n'a point pourvu, & c'est une prévoyance très nécessaire de sentir qu'on ne peut tout prévoir.

IL NE faut donc pas vouloir affermir les institutions politiques jusqu'à s'ôter le pouvoir d'en suspendre l'effet. Sparte elle-même a

laissé dormir ses loix.

Mais il n'y a que les plus grands dangers qui puissent balancer celui d'altérer l'ordre public, & l'on ne doit jamais arrêter le pouvoir facré des loix que quand il s'agit du falut de la patrie. Dans ces cas rares & manifestes on pourvoit à la sûreté publique par un acte particulier qui en remet la charge au plus digne. Cette commission peut se donner de deux manieres selon l'espece du danger.

St Pour y remédier il suffit d'augmenter l'activité du Gouvernement, on le concentre dans un ou deux de ses membres; Ainsi ce n'est pas l'autorité des loix qu'on altere mais

feulement la forme de leur administration. Que si le péril est tel que l'appareil des loix soit un obstacle à s'en garantir, alors on nomme un chef suprème qui fasse taire toutes les loix & suspende un moment l'autorité Souverain; en pareil cas la volonté générale n'est pas douteuse, & il est évident que la premiere intention du peuple est que l'Etat ne périsse pas. De cette maniere la suspension de l'autorité législative ne l'abolit point; le magistrat qui la fait taire ne peut la faire parler, il la domine sans pouvoir la représenter; il peut tout saire, excepté des loix.

LE PREMIER moyen s'employoit par le Sénat Romain quand il chargeoit les Consuls par une formule consacrée de pourvoir au falut de la République; le second avoit lieu quand un des deux Consuls nommoit un Dictateur \*; usage dont Albe avoit donné l'e-

xemple à Rome.

Dans les commencemens de la République on eut très fouvent recours à la Dictature, parce que l'Etat n'avoit pas encore une afficte affez fixe pour pouvoir se fourenir par la seule force de sa constitution. Les mœurs rendant alors superflues bien des précautions qui eussent été nécessaires dans un autre tems, on ne craignoit ni qu'un Dictateur abusât de son autorité, ni qu'il tentât de la garder au delà du terme. Il sembloit, au contraire,

<sup>\*</sup> Cette nomination se faisoit de nuir & en secret, comme si l'on avoit eu honte de mettre un komme au dessus des loix.

qu'un si grand pouvoir fut à charge à celui qui en étoit revêtu, tant il se hâtoit de s'en défaire, comme si c'eut été un poste trop pénible & trop périsseux detenir la place des loix!

Aussi n'est-ce pas le danger de l'abus mais celui de l'avilissement qui me fait blâmer l'usage indiscret de cette suprême magistrature dans les premiers tems. Cartandis qu'on la prodigoit à des Elections, à des Dédicaces, à des choses de pure formalité, il étoit à craindre qu'elle ne devint moins redoutable au besoin, & qu'on ne s'accoutumat à regarder comme un vain titre celui qu'on n'employoit qu'à de vaines cérémonies.

VERS la fin de la République, les Romains devenus plus circonipects, ménagerent la Dictature avec aussi peu de raison qu'ils l'avoient prodiguée autrefois. Il étoit aifé de voir que leur crainte étoit mal fondée, que la foiblesse de la capitale faisoit alors sa sûreté contre les Magistrats qu'elle avoit dans son sein, qu'un Dictateur pouvoit en certains cas défendre la liberté publique sans jamais y pouvoir attenter, & que les fers de Rome ne seroient point forgés dans Rome même, mais dans ses armées: le peu de résistance que sirent Marius à Sylla, & Pompée à César, montra bien ce qu'on pouvoit attendre de l'autorité du dedans contre la force du dehors

CETTE erreur leur fit faire de grandes fautes. Telle, par exemple, fut celle de n'a-

voir pas nommé un Dictateur dans l'affaire de Catilina; car comme il n'étoit question que du dedans de la ville, & tout au plus, de quelque province d'Italie, avec l'autorité sans bornes que les loix donnoient au Dictateur il eut facilement dissipé la conjuration, qui ne su étouffée que par un concours d'heureux hazards que jamais la prudence humai-

ne devoit attendre.

Au lieu de cela, le Sénat se contenta de remettre tout son pouvoir aux Consuls; d'où il arriva que Ciceron, pour agir efficacement, sur contraint de passer ce pouvoir dans un point capital, & que, si les premiers transports de joye firent approuver sa conduite, ce sur avec justice que dans la suite on lui demanda compte du sang des Citoyens versé contre les loix; reproche qu'on n'eut pu faire à un Dictateur. Mais l'éloquence du Consul entraîna tout; & lui-même, quoique Romain, aimant mieux sa gloire que sa patrie, ne cherchoit pas tant le moyen le plus légitime & le plus sûr de sauver l'Etat, que celui d'avoir tout l'honneur de cette affaire \*. Aussi fut-il honoré justement comme libérateur de Rome, & justement puni comme infracteur des loix. Quelque brillant qu'ait été son rappel, il est certain que ce sur une grace.

AU RESTE, de quelque maniere que cette

<sup>\*</sup> C'est ce dont il ne pouvoit se répondre en proposant un Dictateur, n'osant se nommer lui - même & ne pouvant s'assurer que son collegue le nommetoit.

importante commission soit conférée, il importe d'en fixer la durée à un terme très court qui jamais ne puisse être prolongé; dans les crises qui la font établir, l'Etat est bientôt détruit ou sauvé, &, passé le besoin pressant, la Dictature devient tyrannique ou vaine. A Rome les Dictateurs ne l'étant que pour six mois, la plupart abdiquerent avant ce terme. Si le terme eut été plus long, peut-être eussent-ils été tentés de le prolonger encore, comme firent les Décemvirs celui d'une année. Le Dictateur n'avoit que le tems de pourvoir au besoin qui l'avoit fait élire, il n'avoit pas celui de songer à d'autres projets.

## CHAPITRE VII.

# De la Censure.

DE MEME que la déclaration de la volonté générale se fait par la loi, la déclaration du jugement public se fait par la censure; l'opinion publique est l'espece de loi dont le Censeur est le Ministre, & qu'il ne fait qu'appliquer aux cas particuliers, à l'exemple du Prince.

Loin donc que le tribunal censorial soit l'arbitre de l'opinion du peuple, il n'en est que le déclarateur, & sitôt qu'il s'en écarte,

ses décisions sont vaines & sans effet.

IL EST inutile de distinguer les mœurs d'une nation des objets de son estime; car tout cela tient au même principe & se consond nécessairement. Chez tous les peuples du monde, ce n'est point la nature mais l'opinion qui décide du choix de leurs plaisirs. Redressez les opions des hommes & leurs mœurs s'épureront d'elles mêmes. On aime toujours ce qui est beau ou ce qu'on trouve tel, mais c'est sur ce jugement qu'on se trompe; c'est donc ce jugement qu'il s'agit de regler. Qui juge des mœurs juge de l'honneur, & qui juge de l'honneur prend sa loi de l'opinion.

Les opinions d'un peuple naissent de sa constitution; quoique la loi ne regle pas les mœurs, c'est la législation qui les fait naitre; quand la législation s'affoiblit les mœurs dégénérent, mais alors le jugement des Cenfeurs ne fera pas ce que la force des loix

n'aura pas fait.

IL surr de là que la Ceufure peut être utile pour conserver les mœurs, jamais pour les rétablir. Etablissez des Censeurs durant la vigueur des loix; sitôt qu'elles l'ont perdue, tout est désespéré; rien de légitime n'a plus de force lorsque les loix n'en ont plus.

LA CENSURE maintient les mœurs en empêchant les opinions de se corrompre; en conservant leur droiture par de sages applications, quelquesois même en les fixant lorsqu'elles sont encore incertaines. L'usage des seconds dans les duels, porté jusqu'à la fureur dans le Royaume de France, y su aboli par ces seuls mots d'un Edit du Roi; quant à ceux qui ont la lâcheté d'appeller des Seconds. Ce jugement prevenant celui du

public le détermina tout d'un coup. Mais quand les mêmes Edits voulurent prononcer que c'étoit aussi une lâcheté de se battre en duel; ce qui est très vrai, mais contraire à l'opinion commune; le public se moqua de de cette décision sur laquelle son jugement étoit déjà porté.

J'At dit ailleurs \* que l'opinion publique n'étant point foumise à la contrainte, il n'en falloit aucun vestige dans le tribunal établi pour la représenter. On ne peut trop admirer avec quel art ce ressort, entierement perdu chez les modernes, étoit mis en œuvre chez les Romains & mieux chez les Lacédémoniens.

Un HOMME de mauvaises macurs ayant ouvert un bon avis dans le conseil de Sparte, les Ephores sans en tenir compte firent proposer le même avis par un Citoyen vertueux. Quel honneur pour l'un, quelle note pour l'autre, sans avoir donné ni louange ni blame à aucun des deux! Certains ivrognes de Samos souillerent le Tribunal des Ephores: le lendemain par Edit public il sut permis aux Samiens d'ètre des vilains. Un vrai châtiment eut été moins severe qu'une pareille impunité? Quand Sparte a prononcé sur ce qui est ou n'est pas honnête, la Grèce n'appelle pas de ses jugemens.

<sup>\*</sup> Je ne fais qu'indiquer dans ce chapitre ce que j'ai traité plus au long dans la Lettre à M. d'Alembert.

# CHAPITRE VIII.

## De la Religion Civile;

Les hommes n'eurent point d'abord d'autres Rois que les Dieux, ni d'autre Gouvernement que le Théocratique. Ils firent le raisonnement de Caligula, & alors ils raisonnoient iuste. Il faut une longue altération de sentimens & d'idées pour qu'on puisse se résoudre à prendre son semblable pour maitre, & se flat-

ter qu'on s'en trouvera bien

De cela seul qu'on mettoit Dieu à la tête de chaque societé politique, il s'ensuivit qu'il y eut autant de Dieux que de peuples. Deux peuples étrangers l'un à l'autre, & presque toujours ennemis, ne purent longtems reconnoitre un même maitre: Deux armées se livrant bataille ne sauroient obéir au même chef. Ainsi des divisions nationales resulta le polythéisime, & delà l'intolérance théologique & civile qui naturellement est la même, comme il fera dit ci-après.

LA FANTAISIE qu'eurent les Grecs de retrouver leurs Dieux chez les peuples barbares, vint de celle qu'ils avoient aussi de se regarder comme les Souverains naturels de cespeu-Mais c'est de nos jours une érudition bien ridicule que celle qui roule sur l'identité des Dieux de diverses nations; comme si Moloch, Saturne, & Chronos pouvoient êrre le même Dieu; comme si le Baal des Phéniciens, le Zeus des Grecs & le Jupiter des Latins pouvoient être le même; comme s'il pouvoit rester quelque chose commune à des Etres chimériques portans des noms differens!

Que si l'on demande comment dans le paganisme où chaque Etat avoit son culte & ses Dieux il n'y avoit point de guerres de Religion? Je réponds que c'étoit par cela-même que chaque Erat ayant son culte pro-pre aussi bien que son Gouvernement, ne distingoit point ses Dieux de ses loix. La guerre politique étoit aussi Théologique: les départemens des Dieux étoient, pour ainsi dire, fixès par les bornes des Nations. Les Dieu d'un peuple n'avoit aucun droit sur les autres peuples. Les Dieux des Payens n'étoient point des Dieux jaloux; ils partageoient entre eux l'empire du monde : Moyse même & le Peuple Hébreu se prétoient quelquefois à cette idée en parlant du Dieu d'Is-raël Ils regardoient, il est vrai, commenuls les Dieux des Cananéens, peuples proscrits, voués à la destruction, & dont ils devoient occuper la place; mais voyez comment ils parloient des divinités des peuples voifins qu'il eur étoit défendu d'attaquer! La possession de e qui appartient à Chamos votre Dieu, disoit ephté aux Ammonites, ne vous est-elle pas léitimement due? Nous possédons au même titre 's terres que notre Dieu vainqueur s'est acquises \*.

<sup>\*</sup> Nonne ca que possidet Chamos deus tuus tibijure debentur?
el est le texte de la vulgate. Le P. de Carrieres a
taduit. Ne croyez-vous pas avoir droit de posséder ce qui
partient à Chamos voire Dieu? J'ignore la force du tex-

C'étoit là, ce me semble, une parité bien reconnue entre les droits de Chamos & ceux du

Dieu d'Ifraël.

Mais quand les Juis, foumis aux Rois de Babilone & dans la fuite aux Rois de Sirie, voulurent s'obstiner à ne reconnoitre aucun autre Dieu que le leur, ce refus, regardé comme une rebellion contre le vainqueur, leur attira les perfécutions qu'on lit dans leur histoire, & dont on ne voit aucun autre exem-

ple avant le Christianisme \*.

CHAQUE Religion étant donc uniquement attachée aux loix de l'Etat qui la prescrivoit, il n'y avoir point d'autre maniere de convertir un peuple que de l'asservir, ni d'autres missionnaires que les conquérans, & l'obligation de changer de culte étant la loi des vaincus, il falloit commencer par vaincre avant d'en parler. Loin que les hommes combatissent pour les Dieux, c'étoient, comme dans Homere, les Dieux qui combattoient pour les hommes; chacun demandoit au sien la victoire, & la payoit par de nouveaux autels. Les Romains avant de prendre une place, sommoient ses Dieux de l'abandonner, & quand ils laissoient aux Tarentins leurs Dieux irrités,

te hébreu; mais je vois que dans la vulgate Jephté reconnoit positivement le droit du Dieu Chamos, & que le Traducteur françois affoiblit cette reconnoisance par un selon vous qui n'est pas dans le Latin. \* Il ést de la dernière évidence que la guerre des Phociens appellee guerre sacrée n'étoit point une guerre de Religion. Elle avoit pour objet de punir des facrileges & non de soumettre des mécréans.

c'est qu'ils regardoient alors ces Dieux comme soumis aux leurs & forcés de leur faire homage: Ils laissoient aux vaincus leurs Dieux comme ils leur laissoient leurs loix. Une couronne au Jupiter du capitole étoit souvent le seul

tribut qu'ils imposoient.

ENFIN les Romains ayant étendu avec leur empire leur culte & leurs Dieux, & ayant fouvent eux mêmes adopté ceux des vaincus en accordant aux uns & aux autres le droit de Cité, les peuples de ce vaste empire se trouverent insensiblement avoir des multitudes de Dieux & de cultes, à peu près les mêmes partout; & voilà comment le paganisme ne sut ensin dans le monde connu qu'une seule & mê-

me Religion.

CE FUT dans ces circonstances que Jésus vint établir sur la terre un royaume Spirituel; ce qui, séparant le sistème théologique du sistème politique, sit que l'Etat cessa d'être un, & causa les divisions intestines qui n'ont jamais cessé d'agiter les peuples chrétiens. Or cette idée nouvelle d'un royaume de l'autre monde n'ayant pu jamais entrer dans la tête des payens, ils regarderent toujours les Chrétiens comme de vrais rebelles qui, sous une hypocrite soumission, ne cherchoient que le moment de se rendre indépendans & maitres, & d'usurper adroitement l'autorité qu'ils feignoient de respecter dans leur soiblesse. Telle sut la cause des persécutions.

CE que les payens avoient craint est arrivé; alors sout a changé de face, les humbles Chrétiens ont changé de langage, & bientôt on a vu ce prétendu royaume de l'autre monde devenir sous un chef visible le plus violent des-

potisme dans celui-ci.

CEPENDANT comme il y a toujours eu un Prince & des loix civiles, il a refulté de cette double puissance un perpétuel conflict de jurisdiction qui a rendu toute bonne politie impossible dans les Etats chrétiens, & l'onn'a jamais pu venir à bout de savoir auquel du maitre ou du prêtre on étoit obligé d'obéir.

PLUSIEURS peuples cependant, même dans l'Europe ou à son voisinage, ont voulu conserver ou rétablir l'ancien sistême, mais sans succès; l'esprit du christianisme a tout gagné. Le culte sacré est toujours resté ou redevenu indépendant du Souverain, & sans liaison nécessaire avec le corps de l'Etat. Mahomet eur des vues très saines, il lia bien son sisté. me politique, & tant que la forme de son Gouvernement subsista sous les Caliphes ses successeurs, ce Gouvernement fut exactement un, & bon en cela. Mais les Arabes devenus florissans, lettrés, polis, mous & lâches, furent subjugués par des barbares, alors la division entre les deux puissances recommença; quoiqu'elle foit moins apparente chez les mahométans que chez les Chrétiens, elle vest pourtant, sur-tout dans la secte d'Ali. & il v a des Etats, tels que la Perse, où elle ne cesse de se faire sentir.

PARMI nous, les Rois d'Angleterre se sont établis chess de l'Eglise, autant en ont sait les

Czars; mais par ce titre ils s'en font moins rendus les maitres que les Ministres; ils ont moins acquis le droit de la changer que le pouvoir de la maintenir; Ils n'y sont pas législateurs, ils n'y sont que Princes. Par tout où le Clergé fait un corps \* il est maitre & législateur dans sa partie. Il y a donc deux puissances, deux Souverains, en Angleterre

& en Russie, tout comme ailleurs.

De rous les Auteurs Chrétiens le philosophe Hobbes est le seul qui ait bien vû le mal & le remede, qui ait osé proposer de réunir les deux têtes de l'aigle, & de tout ramener à l'unité politique, sans laquelle jamais Etat ni Gouvernement ne sera bien constitué. Mais il a dû voir que l'esprit dominateur du Christianisme étoit incompatible avec son sistème, & que l'intérêt du Prêtre seroit toujours plus fort que celui de l'Etat. Ce n'est pas tant ce qu'il y a d'horrible & de faux dans sa politique que ce qu'il y a de juste & de vrai qui l'a rendue odieuse \*\*.

\*\* Voyez entre auttes dans une Lettre de Grotius à son frere du 11. avril 1643, ce que ce savant hom-

<sup>\*</sup> Il faut bien remarquer que ce ne sont pas tant des assemblées formelles, comme celles de France, qui lient le clergé en un corps, que la communion des Eglises. La communion & l'excommunication sont le pacte social du clergé, pacte avec lequel il sera toujours le maitre des peuples & des Rois. Tous les prêtres qui communiquent en semble sont concitoyens, sussent-ils des deux bouts du monde. Cette invention est un chef d'œuvre en politique. Il n'y avoit rieu de semblable parmi les Prêtres payens; auffi n'ont-ils jamais fait un corps de Clergé.

JE CROIS qu'en développant fous ce point de vue les faits historiques on réfuteroit aisément les sentimens opposés de Bayle & de Warburton, dont l'un prétend que nulle Relion n'est utile au corps politique, & dont l'autre soutient au contraire que le Christianisme en est le plus ferme appui. On prouveroit au premier que jamais Etat ne sut sondé que la Religion ne lui servit de base, & au second que la loi Chrétienne est au fond plus nuisible qu'utile à la forte constitution de l'Etat. Pour achever de me faire entendre, il ne saut que donner un peu plus de précision aux idées trop vagues de Religion rélatives à mon sujet.

tives à mon sujet.

La Religion considérée par rapport à la fociété, qui est ou générale ou particuliere, peut aussi se diviser eu deux especes, savoir, la Religion de l'homme & celle du Citoyen.

La premiere, sans temples, sans autels, sans rites, bornée au culte purement intérieur du Dieu Suprême & aux devoirs éternels de la morale, est la pure & simple Religion de l'Evangile, le vrai Théissime, & ce qu'on peut appeller le droit divin naturel. L'autre, inscritte dans un seul pays, lui donne ses Dieux, ses Patrons propres & tutélaires: elle a ses dogmes, ses rites, son culte extérieur

me approuve & ce qu'il blâme dans le livre de Crve. Il est vrai que, porté à l'indulgence, il paroit pardonner à l'auteur le bien en faveur du mal; mais tout le monde n'est pas si clément. prescrit par des loix; hors la seule Nation qui la suit, tout est pour elle insidelle, étrange, barbare; elle n'étend les devoirs & les droits de l'homme qu'aussi loin que ses autels. Telles furent toutes les Religions des premers peuples, auxquelles on peut donner le

nom de droit divin, civil ou positif.

IL Y A une troisieme sorte de Religion plus bizarre, qui donnant aux hommes deux légis-lations, deux ches, deux patries, les soumet à des devoirs contradictoires & les empêche de pouvoir être à la fois dévots & Citoyens. Telle est la Religion des Lamas, telle est celle des Japonois, tel est le Christianisme Romain. On peut appeller celle-ci la religion du Prêtre. Il en résulte une sorte du droit mixte & insociable qui n'a point de nom.

A CONSIDERER politiquement ces trois fortes de religions, elles ont toutes leurs défauts. La troisieme est si évidemment mauvaite que c'est perdre le tems de s'amuser à le démontrer. Tout ce qui rompt l'unité sociale ne vaut rien: Toutes les institutions qui mettent l'homme en contradiction avec lui-

même ne valent rien.

LA SECONDE est bonne en ce qu'elle réunit le culte divln & l'amour des loix, & que faisant de la patrie l'objet de l'adoration des Citoyens, elle leur apprend que servir l'Etat c'est en servir le Dieu tutélaire. C'est une espece de Théocratie, dans laquelle on ne doit point avoir d'autre pontise que le Prince, ni d'autres prêtres que les magistrats. A.

lors mourir pour son pays c'est aller au martire, violer les loix c'est être impie, & soumettre un coupable à l'exécration publique c'est le dévouer au courroux des Dieux, sa.

cer estod.

Mais elle est mauvaise en ce qu'étant fondée sur l'erreur & sur le mensonge elle trompe les hommes, les rend crédules superstitieux, & noye le vrai culte de la divinité dans un vain cérémonial. Elle est mauvaise encore quand, devenant exclusive & tyrannique, elle rend un peuple sanguinaire & intolérant, en sorte qu'il ne respire que meurtre & massacre, & croit faire une action sainte en tuant quiconque n'admet pas ses Dieux. Cela met un tel peuple dans un état naturel de guerre avec tous les autres, très nuisible à sa propre sûreté.

RESTE donc la Reiigion de l'homme ou le Christianisme, non pas celui d'aujourd'hui, mais celui de l'Evangile, qui en est tout àfait dissérent. Par cette Religion sainte, sublime, véritable, les hommes, ensans du même Dieu, se reconnoissent tous pour freres, & la société qui les unit ne se dissour

pas même à la mort.

Mais cette Religion n'ayant nulle rélation particuliere avec le corps politique laisse aux loix la seule force qu'elles tirent d'elles mêmes fans leur en ajouter aucune autre, & par-là un des grands liens de la société particuliere reste sans effet. Bien plus; loin d'attacher les cœurs des Citoyens à l'Etat,

elle les en détache comme de toutes les choses de la terre: je ne connois rien de plus contraire à l'esprit social.

On nous dit qu'un peuple de vrais Chrétiens formeroit la plus parfaite fociété que l'on puisse imaginer. Je ne vois à cette supposition qu'une grande difficulté; c'est qu'une société de vrais chrétiens ne seroit plus une fociété d'hommes.

LE DIS même que cette fociété supposée ne seroit avec toute sa perfection ni la plus forte ni la plus durable: A force d'être parfaite, elle manqueroit de liaison; son vice destructeur seroit dans sa perfection même.

Chacun rempliroit son devoir; le peuple seroit soumis aux loix, les ches seroient jus-

tes & modérés, les magistrats intégres incorruptibles, les foldats mépriseroient la mort, il n'y auroit ni vanité ni luxe; tout cela est fort bien, mais voyons plus loin.

LE CHRISTIANISME est une religion toute spirituelle, occupée uniquement des choses du Ciel: la patrie du Chrétien n'est pas de ce conde. Il fair son description des paris de comporte de la fair son description des la service de conde.

monde. Il fait fon devoir, il est vrai, mais il le fait avec une profonde indifférence sur fur le bon ou mauvais fuccès de ses soins. Pourvu qu'il n'ait rien à se reprocher, peu lui importe que tout aille bien ou mal ici bas. Si l'Etat est florissant, à peine ose-t-il jour de la félicité publique, il craint de s'enorgueillir de la gloire de son pays; si l'Etat dépérit, il bénit la main de Dieu qui s'appéfantit sur son peuple.

M 5

Pour que la fociété fut paifible & que l'harmonie se maintint, il faudroit que tous les Citoyens sans exception sussent également bons Chrétiens: Mais si malheureusement il s'y trouve un feul ambitieux, un feul hypo-crite, un Catilina, par exemple, un Cromwel, celui-là très certainement aura bon marché de ses pieux compatriotes. La charité chrétienne ne permet pas aisement de penser mal de son prochain. Dès qu'il aura trouvé par quelque ruse l'art de leur en imposer & de s'emparer d'une partie de l'autorité publique, voilà un homme constitué en dignité; Dieu veut qu'on le respecte; bientot voilà une puissance; Dieu veut qu'on lui obéisse; le dépositaire de cette puissance en abuse-til? C'est la verge dont Dieu punit ses enfans. On se feroit conscience de chasser l'usurpa-teur; il faudroit troubler le repos public, ufer de violence, verfer du fang; tout cela s'accorde mal avec la douceur du Chrétien; & après tout, qu'importe qu'on foit libre ou ferf dans cette vallée de miferes? l'effenciel est d'aller en paradis, & la résignation n'est qu'un moven de plus pour cela.

Survient-il quelque guerre étrangere? Les Citoyens marchent fans peine au combat; nul d'entre eux ne fonge à fuir; ils font leur devoir, mais fans passion pour la victoire; ils favent plutôt mourir que vaincre. Qu'ils foient vainqueurs ou vaincus, qu'importe? La providence ne sait-elle pas mieux qu'eux ce qu'il leur saut? Qu'on imagine quel parti

un ennemi fier, impétueux, passionné peut tirer de leur stoïcisine! Mettez vis-à-vis d'eux
ces peuples généreux que dévoroit l'ardent
amour de la gloire & de la patrie, supposez
votre république chrétienne vis à-vis de Sparte ou de Rome; les pieux chrétiens feront
battus, écrasés, détruits avant d'avoir eu le
tems de se reconnoitre, ou ne devront leur
falut qu'au mépris que leur ennemi concevra
pour eux. C'étoit un beau serment à mon
gré que celui des soldats de Fabius; ils ne
jurerent pas de mourir ou de vaincre, ils
jurerent de revenir vainqueurs, & tinrent leur
serment: Jamais des Chrétiens n'en eussent
fait un pareil; ils auroient cru tenter Dieu.

Mais je me trompe en difant une République Chrétienne; chacun de fes deux mots exclud l'autre. Le Christianisme ne prêche que servitude & dépendance. Son esprit est trop favorable à la tyrannie pour qu'elle n'en profite pas toujours. Les vrais Chrétiens sont faits pour être esclaves; ils le savent & ne s'en émeuvent guerres; cette courte vie a

trop peu de prix à leurs yeux.

Les troupes chrétiennes font excellentes, nous dit on. Je le nie. Qu'on m'en montre de telles? Quant-à-moi, je ne connois point de Troupes chrétiennes. On me citera les croifades Sans disputer sur la valeur des Croisés, je remarquerai que bien loin d'être des Chrétiens, c'étoient des foldats du prêtre, c'étoient des Citoyens de l'Eglise; ils se battoient pour son pays Spirituel, qu'elle avoit

rendu temporel on ne sait comment. A le bien prendre, ceci rentre sous le paganisme; comme l'Evangile n'établit point une Reli-gion nationale, toute guerre facrée est im-possible parmi les Chrétiens.

Sous les Empereurs payens les foldats Chrétiens étoient braves; tous les Auteurs Chrétiens l'assûrent, & je le crois: c'étoit une émulation d'honneur contre les Troupes payennes. Dès que les Empereurs furent chrétiens cette émulation ne subsista plus, & quand la croix eut chassé l'aigle, toute la va-

leur romaine disparut.

Mais laissant à part les considérations politiques, revenons au droit, & fixons les principes fur ce point important. Le droit que le pacte social donne au Souverain sur les sujets ne patse point, comme je l'ai dit, les bornes de l'utilité publique \*. Les sujets ne doivent compte au Souverain de leurs opinions qu'autant que ces opinions importent à la communauté. Or il importe bien à l'Etat que chaque Citoyen ait une Religion qui lui fasse aimer ses devoirs; mais les dogmes de cette Religion n'intéressent ni l'Etat ni fes membres qu'autant que ces dogmes fe rap-

<sup>\*</sup> Dans le Térublique, dit le M. d'A. . chacun est parfaitement lilre en ce qui ne nuit pas aux autres. Voilà la boine invariable; on ne peut la pofer plus exactement. Je nai ju me retufer au plaifir de citer quelque fois ce neanuterit quoique non connu du public, pour rendir bonneur à la mémoite d'un homme il-Justre & respectable, qui avoit conservé jusques dans le Ministere le cœur d'un vrai citoyen, & des vues droites & faincs fur le gouvernement de son pays.

portent à la morale, & aux devoirs que celui qui la professe est tenu de remplir envers autrui. Chacun peut avoir au surplus telles opinions qu'il lui plait, sans qu'il appartienne au Souverain d'en connoitre: Car comme il n'a point de compétence dans l'autre monde, quel que soit le sort des sujets dans la vie à venir ce n'est pas son affaire, pourvu qu'ils soient bons citoyens dans celle-ci.

IL Y A donc une profession de foi purement civile dont il appartient au Souverain de fixer les articles, non pas précisément comme dogmes de Religion, mais comme sentimens de sociabilité, sans lesquels il est impossible d'être bon Citoyen ni sujet fidelle \*. Sans pouvoir obliger personne à les croire, il peut bannir de l'État quiconque ne les croit pas; il peut le bannir non comme impie, mais comme infociable, comme incapable d'aimer sincerement les loix, la justice, & d'immoler au besoin sa vie à son devoir. Que si quelqu'un, apiès avoir reconnu publiquement ces mêmes dogmes, se conduit comme ne les croyant pas, qu'il foit puni de mort; il a commis le plus grand des crimes, il a menti devant les loix.

Les dogmes de la Religion civile doivent

<sup>\*</sup> Cesar plaidant pour Catilina tachoit d'établir le dogme de la mortalité de l'ame; Caton & Ciceron pour le tésurer ne s'amuserent point à philosopher: il se contenterent de montret que Cesar parloit en mauvais Citoyen & avançoit une doctrine pernicieuse à l'Etat. En esset voilà dequoi devoir juger le Senat de Rome, & nom d'une question de théologie.

être simples, en petit nombre, énoncés avec précision sans explications ni commentaires. L'existence de la Divinité puissante, intellirente, bienfaisante, prévoyante & pourvovante, la vie à venir, le bonheur des justes le châtiment des méchans, la fainteré du Conrract focial & des Loix; voilà les dogmes positifs. Quant aux dogmes négatifs, je les horne à un feul; c'est l'intolérance; elle rentre dans les cultes que nous avons ex. cuds.

CEUX qui distinguent l'intolérance civile & l'intolérance théologique se trompent, à mon avis. Ces deux intolérances sont insèparables. Il est impossible de vivre en paix avec des gens qu'on croit damnés; les aimer seroit hair Dieu qui les punit; il faut absolument qu'on les ramene ou qu'on les tourmente. Par tout où l'intolérance théologique est admise, il est impossible qu'elle n'ait pas quelque effet civil & sitot qu'elle en a, le Souverain n'est plus Souverain, même au temporel; dès lors les Prêtres sontles vrais maitres; les Rois ne sont que leurs officiers.

MAINTENANT qu'il n'y a plus & qu'il ne peur plus y avoir de Religionnationale exclusive, on doit tolérer toutes celles qui tolerent les autres, autant que leurs dogmes n'ont rien de contraire au devoirs du Citoyen. Mais quiconque ose dire, bors de l'Eglise point de Salut, doit être chassé de l'Etat; à moins que l'Etat ne soit l'Eglise. & que le Prince ne soit le Pontife. Un tel

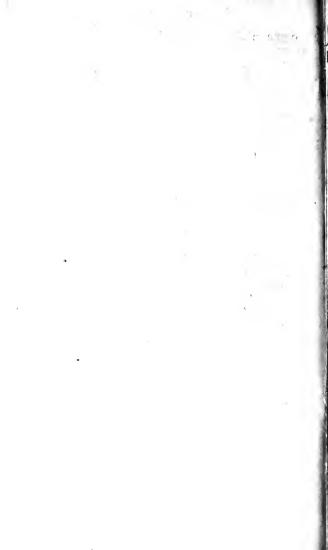
dogme n'est bon que dans un Gouvernement Théocratique, dans tout autre il est pernicieux. La raison sur laquelle on dit qu'Henri IV. embrassa la Religion romaine la devroit faire quitter à tout honnête homme, & sur-tout à tout Prince qui sauroit raisonner.

### CHAPITRE IX.

## Conclusion.

A Pre's avoir posé les vrais principes du droit politique & tâché de fonder l'Etat sur sa base, il resteroit à l'appuyer par ses rélations externes; ce qui comprendroit le droit des gens, le commerce, le droit de la guerre & les conquêtes, le droit public, les ligues, les négociations, les traités &c. Mais tout cela forme un nouvel objet trop vaste pour ma courte vue, j'aurois dû la fixer toujours plus près de moi.

F I N.



05 à 102 05 à 131 19-180-182 194 à 190

p.

